

Master de sciences sociales

Parcours Quantifier en sciences sociales
(QESS)

Mémoire de master

Discipline : Sociologie

Anouk MARTIN

Peut-on faire l'économie des familles recomposées ?

Le genre des arrangements économiques dans les familles recomposées

Mémoire encadré par:

M^{me} Sibylle Gollac, CNRS, CSU-CRESPPA

Date de soutenance : le 5 juillet 2024

Jury :

1. M^{me} Sibylle Gollac, CNRS, CSU-CRESPPA
2. M^{me} Cécile Brousse

Remerciements

Qu'est que c'est?. C'est une phrase français avant le lorem ipsum. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Etiam lobortis facilisis sem. Nullam nec mi et neque pharetra sollicitudin. Praesent imperdiet mi nec ante. Donec ullamcorper, felis non sodales commodo, lectus velit ultrices augue, a dignissim nibh lectus placerat pede. Vivamus nunc nunc, molestie ut, ultricies vel, semper in, velit. Ut porttitor. Praesent in sapien. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Duis fringilla tristique neque. Sed interdum libero ut metus. Pellentesque placerat. Nam rutrum augue a leo. Morbi sed elit sit amet ante lobortis sollicitudin. Praesent blandit blandit mauris. Praesent lectus tellus, aliquet aliquam, luctus a, egestas a, turpis. Mauris lacinia lorem sit amet ipsum. Nunc quis urna dictum turpis accumsan semper.

Remerciements

Résumé et mots clés

Qu'est que c'est?. C'est une phrase français avant le lorem ipsum. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Etiam lobortis facilisis sem. Nullam nec mi et neque pharetra sollicitudin. Praesent imperdiet mi nec ante. Donec ullamcorper, felis non sodales commodo, lectus velit ultrices augue, a dignissim nibh lectus placerat pede. Vivamus nunc nunc, molestie ut, ultricies vel, semper in, velit. Ut porttitor. Praesent in sapien. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Duis fringilla tristique neque. Sed interdum libero ut metus. Pellentesque placerat. Nam rutrum augue a leo. Morbi sed elit sit amet ante lobortis sollicitudin. Praesent blandit blandit mauris. Praesent lectus tellus, aliquet aliquam, luctus a, egestas a, turpis. Mauris lacinia lorem sit amet ipsum. Nunc quis urna dictum turpis accumsan semper.

Mots-clés mot, mot, mot

Résumé

Table des matières

Remerciements	3
Résumé	5
Table des matières	7
Introduction	9
Etat et rapports sociaux de sexe	9
Le genre comme rapport social d'exploitation	9
Analyser le rôle de l'État dans les rapports sociaux de sexe	12
Les catégories familiales étatiques comme point d'entrée	14
Les arrangements économiques dans les familles recomposées	16
La construction d'une parenté quotidienne sans parenté légale	16
Les arrangements économiques	18
TRASH INTRO	21
trois problèmes /grandes question	25
Grand problème	25
Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées.	
Faire (avec) le ménage dans les données.	27
Les familles recomposées en ménage statistiques	27
De la composition à la configuration familiale	28
De la situation familiale des enfants à celle des parents	31
Les unions secondaires : des mères et des beaux-pères	37
Se remettre en couple quand on a des enfants	37
Beaux-pères et belles-mères	40

Table des matières

Des couples moins homogames ?	41
Décrire la position sociale des familles recomposées : une approche par les configurations conjugales	45
Une approche multidimensionnelle et configurationnelle	46
Des configurations familiales dans l'espace social	48
La recomposition familiale, une configuration située socialement	52
 Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.	 55
Faire l'économie des ménages recomposés	55
De la catégorie administrative à la catégorie statistique : naissance du ménage comme unité budgétaire	55
Faire "budget commun", un cache-sexe et un cache-misère pour les inégalités intra-familiales	57
Saisir les arrangements monétaires familiaux dans l'enquête Budgets de famille	61
Des "causes communes" aux périmètres plus limités	63
Dépenses féminines et dépenses masculines	63
Des dépenses moins partagées entre hommes et femmes que dans les familles traditionnelles	66
Beux-pères et belles-mères : des contributions asymétriques	68
Des inégalités de revenus aux inégalités de consommations	71
Des couples plus homogames mais tout aussi inégalitaires	71
Renforcées par une plus faible contribution des ex-conjoints	71
Des inégalités de consommations à l'intérieur des ménages	72
 Chapitre 3. Des belles mères au travail	 77
Ouvrir la boîte noire du ménage : au commencement était le travail domestique	77
Prise en charge du travail domestique	78
Une charge de travail domestique a priori mieux répartie entre hommes et femmes	78
[Les parents en font + que dans les familles nucléaires mais moins que dans les familles monoparentales]	80

Table des matières

La mise au travail domestique des belles-mères	83
Substitution travail domestique des belles-mères à des services marchands dans lorsque les pères sont les plus riches	85
Conclusion/transition : formes de continuité, d'un point de vue économique, entre monoparentalité et recompositions familiales	85
Chapitre 4. L'Etat face aux remises en couples des parents isolés	87
??	87
Des remises en couple encadrées par l'Etat ?	87
Complexifier la parenté légale	89
Le niveau de vie, critère d'ouverture ou de fermeture des droits	93
dans les familles recomposées	93
Des revenus de transferts réduits pour les parents remis en couple	96
Des arrangements fiscaux spécifiques	97
Conclusion	103
Bibliographie	105
Littérature	105
R Packages	116
Annexes	117
Statistiques descriptives des différentes sous-populations	117
Analyse factorielle	118
Contributions aux dimensions de l'ACM	118
Classification ascendante hiérarchique	118
Budgets	165
Reproductibilité	165

Table des matières

Introduction

Dans un premier temps, nous reviendrons assez longuement sur ce qui nous sert de cadre d'analyse théorique : la conceptualisation du genre comme rapport social non seulement de domination, mais aussi d'exploitation. Nous montrons ensuite l'intérêt d'étudier le rôle que joue l'État dans ce système économique, justifiant ainsi de prendre pour objet les politiques familiales.

Etat et rapports sociaux de sexe

Le genre comme rapport social d'exploitation

KERGOAT ici

On peut schématiquement différencier les théories des féministes matérialistes et celles des féministes marxistes. À partir d'ethnographies réalisées dans les milieux paysans, Christine Delphy, dans *L'Ennemi Principal* (Delphy, 1970), montre que l'on peut analyser les rapports sociaux entre catégories de sexe avec les outils marxistes. Le travail domestique est défini par sa gratuité : les femmes ne sont pas rémunérées pour effectuer celui-ci. Le patriarcat est alors un système économique dans lequel la classe des femmes est exploitée par la classe des hommes en s'appropriant leur force de travail. Collette Guillaumin (**guillaumin ?**) va plus loin en considérant que c'est non seulement la force de travail des femmes qui est appropriée mais aussi leur corps. Le "sexage", régime d'exploitation des femmes, gagnerait alors à être pensé sur le modèle de l'esclavage ou du servage plus que du salariat. En ce sens, elle rejoint Paola Tabet (Tabet, 1998), pour qui les femmes sont la classe d'individus exploités pour leur travail mais aussi appropriées en tant qu'outil de reproduction. Ainsi, pour les féministes matérialistes, il existe un mode

de production domestique, logiquement distinct et historiquement antérieur au mode de production capitaliste, mais qui interagit de manière complexe avec les autres régimes d'exploitation.

Les féministes marxistes, quant à elles, ont davantage pensé l'exploitation des femmes dans le cadre du régime d'exploitation capitaliste, en cherchant à développer un point aveugle de la "reproduction de la force de travail" (**marx.LeCapital ?**) : le travail nécessaire à celle-ci. Sylvia Federici étudie la période de la chasse aux sorcières en Europe (Federici, 2014). Elle montre que ce moment, où les femmes sont renvoyées à la maison, a permis d'assigner les femmes au travail reproductif. Ainsi, le travail reproductif réalisé par les femmes dans le cadre domestique est nécessaire au fonctionnement du capitalisme (**federiciCapitalismePatri ?**). Historiquement, il a favorisé l'accumulation primitive du capital, permettant ainsi le développement du capitalisme (**mariaMies ?**). Leopoldina Fortunati (Fortunati, 2022) insiste sur le caractère productif du travail reproductif. Le travail reproductif ne peut pas être considéré comme un simple coût de la reproduction, il est essentiel pour la production, et sa gratuité est intégrée dans la fixation du salaire de subsistance. Ainsi, dans les théories de la reproduction sociale, l'exploitation des femmes profite avant tout aux capitalistes et non aux hommes.

Si ces travaux tendent à proposer des analyses du régime d'exploitation des femmes qui paraissent difficilement conciliables, l'opposition très schématique entre ces deux courants de pensée tient en partie aux objets étudiés. Les féministes matérialistes construisent leur théorie à partir du cas des familles d'indépendants, le plus souvent d'agriculteurs, ou de sociétés pré-capitalistes. Dans les deux cas, il s'agit d'exemples où la division sociale du travail, au sens de Durkheim (Durkheim, 1893), est relativement faible, ne serait-ce qu'en termes de lieu. Dans le cas des familles d'indépendants, il n'est, par exemple, pas évident de distinguer les hommes des patrons, puisque ce sont souvent ces derniers qui dirigent et possèdent l'entreprise familiale. À l'inverse, les féministes marxistes travaillent à partir d'études réalisées sur les milieux ouvriers, à un moment où la généralisation du salariat sépare fortement l'espace domestique de l'espace professionnel, et dans le même temps, le travail productif du travail reproductif. Dans ce cas, les femmes mariées reproduisent la force de travail de leur conjoint pour que celui-ci puisse la vendre aux capitalistes. Ainsi, ces théories de la reproduction sociale et de l'exploitation domestique ont permis de construire des outils conceptuels plus ou moins adaptés en fonction des

objets étudiés, mais qui ont donné lieu à de nombreux développements en sciences sociales.

Le concept de travail reproductif se définit comme l'ensemble du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail. Il a fait l'objet d'importants développements qui ont à la fois précisé et élargi sa définition. La reproduction de la force de travail suppose que les besoins physiologiques des travailleurs et travailleuses soient suffisamment satisfaits d'un jour à l'autre pour être capables de retourner travailler le lendemain : produire ou acheter de la nourriture, la cuisiner, maintenir un niveau d'hygiène correct ou fournir des services sexuels sont autant d'activités concrètes qui participent à cela. La reproduction de la force de travail suppose aussi le renouvellement de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le renouvellement démographique de la masse de travailleurs et travailleuses. Ainsi, s'occuper des enfants, leur donner à manger, les habiller, les laver fait partie de ce travail reproductif. Plus encore, l'activité de reproduction physiologique, de l'acte sexuel à l'allaitement, fait partie de ce travail reproductif (**boulet ?**).

Enfin, ce travail reproductif a également été pensé comme travail de reproduction des positions sociales. Dans *Le Sens Pratique* (Bourdieu, 1980), Bourdieu souligne déjà à quel point le travail domestique et parental, souvent effectué par les femmes, joue un rôle central dans la transmission du capital culturel et l'entretien du capital social, et contribue donc à la reproduction de la structure sociale. Bernard Lahire (**lahire ?**, *Tableaux de familles*) et Gaëlle Henri-Panabière (**panabière ?**, *Les Héritiers*) montrent en effet que cette transmission des dispositions scolaires et du capital culturel ne s'opère pas de manière mécanique, mais suppose un travail actif de la part des parents, et le plus souvent des mères. Le travail domestique des femmes est également un travail d'entretien du patrimoine immobilier qui préserve ainsi la valeur du capital économique détenu (Delphy, 1970). Eva Illouz (**illouz ?**) montre que le travail émotionnel réalisé par les femmes pour entretenir les liens sociaux des membres de la famille est déterminant dans la préservation du capital social. Ainsi, ce travail gratuit soutient à la fois les rapports sociaux de sexe à l'intérieur de la famille et la position sociale des membres de celle-ci (**combresHaicot ?**).

De nombreux travaux ont montré que celui-ci n'est pas seulement réalisé dans la sphère domestique et peut être rémunéré : [CITER]. Cependant, le fait que le travail reproductif soit le plus souvent du travail domestique, c'est-à-dire du travail réalisé gratuitement au sein de la famille, produit des effets concrets sur les conditions de

rémunération de ces activités. Le travail du sexe, exemple développé dès les premiers travaux des féministes marxistes, s'effectue principalement de manière informelle, reste stigmatisé et non reconnu Fortunati (2022). Nancy Fraser, dans *Fortunes of Feminism* (2013) et *Justice Interruptus* (1997), montre que le travail de soin, considéré comme naturel puisqu'il est réalisé gratuitement par les femmes, est dévalorisé tant sur le plan symbolique que monétaire dans les sociétés capitalistes. Il est ainsi sous-évalué et sous-rémunéré (Nancy Folbre *Invisible Heart* ?). Ainsi, il existe une division genrée du travail, par laquelle les femmes sont cantonnées à des emplois moins rémunérés et moins qualifiés (Scott Joan ?, *Gender and the Politics of History*).

La généralisation du salariat féminin n'a pas remis en cause ces analyses : les femmes qui occupent un emploi salarié continuent d'assurer la majeure partie du travail reproductif dans la sphère domestique, elles ont une "double journée" de travail (Hochschild ?, *The Second Shift*). Le salaire féminin, plus faible que le salaire masculin, est alors conçu comme un salaire d'appoint et entretient ainsi la dépendance économique des femmes à l'égard de leur mari (Tilly et Scott, 1987). L'argent féminin est généralement utilisé, voire complètement absorbé, pour les dépenses courantes du ménage qu'elles sont généralement chargées de réaliser, tandis que l'argent des hommes est généralement utilisé pour les dépenses de biens durables et d'investissement (Perrot ?). Ainsi, lorsqu'il existe, le surplus de la production domestique est généralement approprié par les hommes (Jannot, 2021).

Analyser le rôle de l'État dans les rapports sociaux de sexe

La question de savoir comment l'État soutient le capitalisme a été largement discutée dans les sciences sociales, soulignant le fait qu'un système économique comme celui-ci ne peut se perpétuer sans l'État. Le marché auto-régulé est en fait une utopie, qui nécessite en réalité une intervention constante de l'État pour fonctionner (Polanyi ?, *La Grande Transformation* (1944)). En offrant des infrastructures, des réglementations et des soutiens institutionnels (droits de propriété, exécution des contrats, par exemple), l'État a favorisé l'émergence et la consolidation du capitalisme (Braudel ?, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (1979)). En développant un appareil bureaucratique et un mode d'administration légal-rationnel, l'État offre un cadre juridique stable et dont l'application est prévisible, permettant le développement du capitalisme (Weber, 1995).

En gérant les crises économiques, l'État intègre les contradictions du capitalisme et joue donc un rôle central dans la reproduction des rapports de production (**Aglietta ?**). En ce sens, l'État providence constitue une réponse aux contradictions du capitalisme, visant à maintenir la cohésion sociale et à légitimer ce système économique (**Rosanvallon ?**, La Crise de l'État-providence). D'un point de vue marxiste, l'État est alors l'instrument de la classe dominante, grâce auquel les capitalistes servent leurs intérêts en tant que classe (**Marx ?**, Le Capital). Ces travaux montrent donc que le capitalisme, en tant que système économique, ne peut exister seul, sans l'État pour le soutenir, et que ce dernier tend à favoriser les intérêts des dominants.

Ainsi, si l'on veut étudier le genre avec les outils développés par les approches marxistes et matérialistes, on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur le rôle que joue l'État dans l'existence, le renforcement ou l'affaiblissement des antagonismes sociaux de sexe. Que l'on considère l'exploitation domestique comme faisant partie intégrante du capitalisme ou comme un système économique coexistant et imbriqué dans celui-ci, la place de l'État mérite d'être interrogée. Les développements sur ce sujet sont bien moins nombreux que ceux interrogeant le rôle de l'État dans le système capitaliste. Ces travaux tendent à montrer que, en soutenant le système capitaliste, les politiques de contrôle des corps et des sexualités, en particulier en contexte colonial, soutiennent également les rapports de domination et d'exploitation des femmes et des minorités raciales (**dorlin ?**). La bio-politique fait en effet pleinement partie des modalités de régulation des populations et de soutien au capitalisme utilisées par l'État (**foucault ?**).

Pourtant, la sphère domestique apparaît comme l'un des trois éléments du triptyque État, marché, famille, dont l'agencement détermine le régime d'État providence, selon Esping-Andersen (Esping-Andersen, 2007). Selon lui, le rôle de l'État sur ce plan apparaît en effet plus ambivalent : il tend soit à renforcer les inégalités de genre dans les régimes conservateurs et libéraux, soit à les modérer dans les régimes sociaux-démocrates. De nombreux auteurs soulignent les effets ambigus des politiques familiales sur la répartition du travail reproductif (**Devreux ?**, et d'autres références ?).

Pour Jane Jenson (Jenson, 1986), les politiques de soutien à la parentalité ne sont pas à analyser uniquement comme permettant de réduire les inégalités entre hommes et femmes. Devant le déclin de la population observé à la fin du XIXe siècle, elles sont, à

l'origine, plutôt pensées pour favoriser le développement d'une force de travail saine et disciplinée. Les politiques de soutien à la natalité et l'instauration d'un congé rémunéré avant et après l'accouchement s'inscrivent dans l'activité étatique de construction sociale de la maternité. En rendant les femmes responsables de l'éducation des enfants et de la gestion du budget familial, ces politiques cherchent également à faire des femmes les relais de l'État dans les familles.

Les catégories familiales étatiques comme point d'entrée

Les politiques sociales, en particulier les politiques familiales, leur mise en œuvre et leur réception, constituent ainsi un terrain privilégié pour observer le rôle de l'État dans les rapports sociaux de sexe. La famille est le produit d'une construction sociale influencée par les politiques sociales et familiales mises en place par les administrations (Lenoir, 1991), et elle est le lieu privilégié d'expression des rapports sociaux entre hommes et femmes. En effet, la famille, entendue comme un système de relations entre membres d'un groupe, ne préexiste pas aux institutions qui objectivent ces relations (Lenoir, 2003). La famille n'est en effet pas seulement une catégorie pratique, principe organisateur du monde social, c'est une catégorie d'Etat. En suivant Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1993, p. 34), "*La définition dominante, légitime, de la famille normale (définition qui peut être explicite, comme dans le droit, ou implicite, comme, par exemple, dans les questionnaires de l'INED ou de l'INSEE consacrés à la famille) repose sur une constellation de mots : maison, maisonnée, house, home, housebold, qui, sous apparence de la décrire, construit en fait la réalité sociale.*" Cependant, l'État n'est pas un bloc monolithique ; il est composé de plusieurs administrations, peuplées par différents groupes sociaux en concurrence pour l'accès à différentes formes de pouvoir (Bourdieu, 2011). Ainsi, analyser la manière dont l'État participe à la construction sociale de la famille suppose de confronter les définitions concrètes de la famille produites par l'État, en analysant leurs intersections et leurs divergences.

En ce sens, le droit civil définit les liens d'alliance à travers des unions légales telles que le mariage et le PACS. Ces contrats, signés par les deux membres du couple, définissent une organisation économique et patrimoniale conjugale. Le concubinage est défini par le code civil comme une union de fait mais n'ouvre aucun droit et ne définit aucun devoirs. En ce qui concerne les liens de filiation, ceux-ci sont établis par le droit

civil en premier lieu par la désignation de la mère dans l'acte de naissance et par la présomption de paternité pour le mari de celle-ci. A défaut, elle peut être réalisée par déclaration de paternité ou maternité, ou enfin par reconnaissance de possession d'état. L'État ne se limite pas à sa dimension régalienne, c'est aussi un Etat social et fiscal. Ainsi, l'administration fiscale considère que la conjugalité existe lors qu'une union civile existe entre conjoint-e-s. Elle permet alors la conjugalisation de l'impôt. Elle ne reconnaît pas non plus le concubinage, sauf, dans le cas très particulier de la demi-part fiscale supplémentaire accordée aux parents isolés : si un homme ou une femme élevant seul un ou plusieurs enfants se remet en couple cohabitant, même sans s'unir légalement a son nouveau ou sa nouvelle conjoint-e, cette demi-part fiscale supplémentaire est supprimée. Enfin les caisses d'allocation familiales qui distribuent l'essentiel des revenus de transferts ne regardent que la cohabitation et non l'existence d'union légale pour établir l'existence d'une vie conjugale. Pour les administrations fiscales et sociales, l'existence d'une filiation reconnue par le droit civil importe assez peu. Dans l'ouverture de droits sociaux et d'avantage fiscaux c'est l'existence d'enfant "à charge". Pour les CAF, un enfant à charge est un enfant résidant dans le même foyer. Pour le fisc, un enfant peut être considéré à charge d'au moins un de ses parent légal jusqu'à ses 25 ans, sous certaines conditions. Un enfant sans lien légal peut être considéré à charge d'un individu, si celui si celui-ci est uni légalement par mariage ou PACS à l'un de ses parents, ou si l'enfant a été recueillis par celui-ci avant ses 18 ans. Enfin, l'État est aussi un Etat statistique, qui produit des données sur la famille. Ces données informent les analyses de la famille et des rapports sociaux de sexe dans le cadre de l'élaborations des politiques sociales, fiscales et judiciaires. L'INSEE définit le couple comme deux individus âgés de plus de 14 ou 15 ans selon les définitions, vivant ensemble et déclarant tous les deux être en couple, quelque soit leur état matrimonial (marié, pacés ou non). La statistique publique, dans les enquêtes ménages et le recensement, s'intéresse aux enfants au sens du droit civil et interroge la cohabitation avec leurs parents pour les considérer comme faisant partie d'un même ménage ou résidant hors domicile.

L'ensemble de ces institutions produisent donc des définitions différentes des liens d'alliance et de filiation, et en fin de compte de la famille. Ces différences de définitions gagnent à être pensées avec les outils de l'anthropologie de la parenté. En suivant Florence Weber (Weber, 2013), la parenté est un fait social complexe qui ne peut être analysé qu'en distinguant ses différentes dimensions. La *parenté légale* est une affaire d'État, elle est

garantie par le droit civil de la filiation et se matérialise dans le nom (de famille) porté par les individus. La *parenté biologique* est une affaire de science, elle est liée à la transmission d'un patrimoine génétique dans le cadre de la procréation, qu'elle soit assistée médicalement ou non. Enfin la *parenté quotidienne* tient aux liens sociaux, économiques et affectifs construits par les pratiques, les interactions et les échanges au quotidien. Ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est l'articulation entre la *parenté légale* et la *parenté pratique*. On pourrait en effet être tenté de penser les définitions produites par chaque institutions de l'Etat sur un continuum entre *parenté légale* et *parenté pratique*. Florence Weber, citant les droits à la retraite écrit, "*Alors même qu'elle n'est pas forcément instituée ni garantie par l'Etat, [la parenté pratique] est prise en compte par diverses branches du droit*" (Weber, 2013, p. 77). Ainsi, on opposerait le droit civil, du côté de la parenté légale, à une reconnaissance par les administrations sociales ou fiscale, de l'effectivité de la parentalité. Pourtant, ce qui est souvent ici interprété comme une prise en compte de la situation réelle, relève, de notre point de vue, davantage d'une hypothèse. La cohabitation, qui est un critère central pour ces administrations mais aussi pour l'INSEE, entre des membres qui n'ont aucune obligation légale les uns envers les autres ne garantit pas la construction d'une *parenté pratique*. Les multiples définitions de famille produites par les différentes administrations relèvent davantage de la parenté légale. En effet, même divergentes en certains points, on peut penser que celles-ci produisent des effets concrets sur les individus, participant à construire les catégories familiales pratiques. Ainsi la famille est certes une catégorie d'Etat mais fait l'objet de définitions concurrentes dont l'articulation avec les pratiques concrètes mérite d'être analysé.

Les arrangements économiques dans les familles recomposées

Observer les catégories pratiques et les catégories étatiques

La construction d'une parenté quotidienne sans parenté légale

Ces familles constituent justement un cas où parenté légale, biologique et quotidienne ne sont pas a priori superposées. Ainsi, si l'on définit la configuration familiale recomposées comme un couple vivant, au moins une partie du temps, avec au moins un

enfant issu d'une précédente union, ce qui caractérise ces configurations est un recoupement imparfait entre d'un côté la parenté quotidienne et de l'autre la parenté biologique et/ou légale. En effet, le droit civil n'organise pas de la même manière les familles recomposées et les familles traditionnelles. Il ne définit ni lien de filiation, ni obligation alimentaire entre des enfants et le nouveau ou la nouvelle conjointe d'un de leurs parents légaux, y compris en cas de mariage ou de PACS (Damon, 2012). Il n'y a ni obligation d'entretien, comme c'est le cas pour les parents légaux (Théry et Meulders-Klein, 1993a), ni facilitation de la transmission de l'héritage comme c'est le cas pour les apparentés au premier et au second degré (Théry et Meulders-Klein, 1993b). En ce sens, étudier les familles recomposées permet de questionner les conditions de possibilité de construction d'une forme de parenté quotidienne sans filiation légale et biologique, mais lorsque celle-ci existe par ailleurs. C'est d'ailleurs souvent sous un angle de questionnement que les enquêtes ethnographiques s'intéressent aux familles recomposées.

Dans *Le démariage : justice et vie privée* (1993), **Irène Théry** aborde les dilemmes de loyauté auxquels les enfants sont confrontés dans les familles recomposées. Elle examine comment ces enfants peuvent ressentir une pression pour être loyaux envers leurs parents biologiques tout en s'adaptant à la présence d'un beau-parent. Théry explore les conflits intergénérationnels exacerbés par les différends entre ex-conjoints, créant des tensions supplémentaires et complexifiant la gestion des relations familiales.

François de Singly (1996), dans *Le soi, le couple et la famille*, analyse les interactions complexes entre parents, beaux-parents et enfants. Il met en avant les enjeux de loyauté conflictuelle et les attentes différenciées de chaque membre. De Singly insiste sur la négociation des identités et des rôles au sein des familles recomposées, soulignant l'importance de l'autorité et de l'affection pour instaurer des relations harmonieuses. Ces dynamiques reflètent la nécessité de repenser les formes de solidarité et d'interdépendance familiales.

La thèse de Sylvie Cadolle, sous la direction de Irène Théry, [...].

Plus tard, Agnès Martial [...].

Enfin, l'identification symbolique et affective des enfants aux lignées beau-parentales est elle aussi rare, quand bien même ceux qui y appartiennent font souvent partie de la « famille de référence » (**véron2007 ?**).

Enfin, Florence Weber également questionne cet aspect dans le cadre des recomposition familiales

Florence Weber (2005), dans *Le travail à côté : parenté et voisinage*, analyse les défis spécifiques que rencontrent les beaux-parents dans les familles recomposées. Weber décrit comment ces derniers naviguent dans des rôles souvent mal définis et les stratégies qu'ils utilisent pour établir des relations positives avec leurs beaux-enfants. Elle met en lumière l'importance de la communication et de la patience pour surmonter les obstacles et créer un environnement familial stable et harmonieux.

Les arrangements économiques

Les conséquences économiques du divorce et des séparations ont été largement étudiées. Ces travaux ont montré que la chute du niveau de vie est plus brutale, importante et durable pour les femmes que pour les hommes, d'autant plus lorsque le couple était marié (Demaison et al., 2019a). Le partage du patrimoine lors des divorces tend également à défavoriser les femmes (Bessière et Gollac, 2020). Malgré des dispositifs supposés limiter ces effets (prestation compensatoire, pensions alimentaires), la progressive dé-judiciarisation des séparations conjugales laisse jouer à plein les rapports de force intrafamiliaux, lésant de fait les conjoints et surtout les conjointes qui n'ont pas les ressources économiques ou juridiques pour défendre leurs intérêts (Bessière, 2013). Partant, les familles dites « monoparentales » ont également fait l'objet de nombreuses études spécifiques démontrant qu'elles font souvent face à des situations de pauvreté (Algava, Bloch et Vallès, 2020). Les remises en couple et les recompositions familiales n'ont pas fait l'objet d'investigations équivalentes. Pourtant, en 2016, 19% des mariages célébrés par des femmes et 19,7% de ceux célébrés par des hommes étaient des remariages (INSEE, 2020) et depuis 1999, environ un enfant sur dix vit dans une famille recomposée en France (Algava, Bloch et Vallès, 2020), c'est-à-dire un couple vivant au moins une partie du temps avec au moins un enfant issu d'une précédente union (Théry et Meulders-Klein, 1993c). Ce type d'union concernait 9,1% des ménages ordinaires avec enfants en 2018 (Algava, Bloch et Vallès, 2020). Les sociologues de la famille y ont ainsi parfois vu une « nouvelle forme familiale » et considéré qu'elles symbolisaient une « deuxième modernité » familiale (Singly, 2017 ; singly2000 ? ; singly1996 ?), caractérisée par la pluriparentalité (legall ?) et la diversification des structures familiales (thérydistinctiondedesexe ?). Pourtant

les configuration familiales recomposées ne sont pas radicalement nouvelles. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, elles étaient d'avantage liées au décès d'un des conjoints – du fait de la mortalité élevée des femmes notamment en couche et des hommes lors des périodes de guerre – qu'à une séparation (**flandrin1984 ?**). Leur relative nouveauté tient moins à l'existence de beau-parent, qu'à l'existence, en même temps, des deux parents. En d'autres termes, en théorie, la recomposition se fait moins selon un modèle de substitution qu'un modèle de pérennité (**clément2005 ?**). Pour autant la "paternité de remplacement", plus fréquente durant les période de forte mortalité masculine, n'as pas disparue, elle existe aussi dans les milieux où les pères sont absents (Weber, 2013).

Ainsi, Le cas des familles recomposée nécessite de considérer la pluralité des logements dans lesquels les recompositions se déploient pour sortir de la logique procédant par réduction à la résidence principale.

Revue de littérature plus historique pour resituer l'objet

Dans *Sociologie de la famille* (2001), **Martine Segalen** examine les dynamiques internes des familles recomposées, soulignant la nécessité d'une flexibilité continue et d'adaptations multiples pour chaque membre. Elle décrit comment les rôles et attentes sont constamment négociés pour maintenir l'équilibre familial. Segalen met en avant les tensions potentielles entre les nouveaux conjoints et les enfants issus de précédentes unions, et l'importance de créer de nouvelles routines familiales pour prévenir les conflits.

Les travaux de **Irène Théry** et **Martine Segalen** examinent également les répercussions pour les adultes dans les familles recomposées. Ils explorent les défis liés à la gestion des relations avec les enfants de leur conjoint, la cohabitation avec des ex-conjoints, et l'équilibre entre responsabilités familiales et professionnelles. Ces analyses montrent comment les recompositions familiales réorganisent les liens de parenté et redistribuent les rôles au sein de la famille.

Pourtant, ces

Constitue un cas limite qui permet de questionner les usages de la catégorie familiales administratives (ménage statistique, ménage pour la caf, foyer fiscal) au prise de l'économie domestique

Interroger les conditions de la mise au travail reproductif : puisque parenté

quotidienne et biologique ne sont pas superposées, on peut dénaturer la prise en charge du travail domestique

Interroger les conditions de contribution financières aux charges que représentent les enfants : puisque parenté quotidienne et légale ne sont pas

Effets des catégories administratives et des politiques de redistribution dans ces familles

problématique principale : catégories d'état vs catégories familiales ordinaires. Pas seulement montrer qu'il y a un écart, c'est quelque chose qu'on sait et qui est évident/normal, mais pour montrer ce qu'implique cet écart

Les unions civiles (mariages et PACS) se font aussi davantage sous le régime de la séparation de biens lorsqu'une autre union civile a précédé, et lorsque des enfants nés d'une autre union existent (Frémeaux et Leturcq, 2013).

Irène Théry (1996), dans *La distinction de sexe : une nouvelle approche de l'égalité*, Elle analyse comment ces transformations exigent une réévaluation des rôles de genre et des normes familiales. Théry déconstruit les modèles familiaux traditionnels et met en lumière la pluralité des structures familiales contemporaines, soulignant les implications sociales et juridiques de ces nouvelles formes de parenté.

Encadré n° 1: Enquête Budget de famille 2017

L'enquête Budget des familles qui présente plusieurs avantages. Elle fournit un descriptif de tous les habitants du ménage et pas seulement de ceux concernés par l'enquête. Pour chacun d'entre eux, les liens avec les autres membres du ménage sont renseignés. Elle permet donc d'identifier les ménages correspondant à des familles recomposées. Le module destiné aux enfants résidants hors domicile permet également d'identifier les familles recomposées ponctuellement par les visites des enfants. En d'autres termes, cette enquête permet de dépasser l'unité statistique du ménage à la fois en interne et en externe. La taille de l'échantillon de l'enquête Budget des familles ($n = 29\,000$) permet également d'espérer obtenir des effectifs suffisants dans la catégorie de « famille recomposée ». En outre, le volet 2017 contient un sur-échantillon de 2000 familles monoparentales qui permettra d'augmenter la significativité des comparaisons. Les informations détaillées sur chacun des membres du ménage, ainsi que sur les enfants hors domicile permettront de caractériser sociologiquement très finement ces familles. Grâce aux informations détaillées sur chacun des membres présentes dans l'enquête Budgets des familles, il est possible de comparer les situations individuelles des conjoints, notamment en termes de volume et de structure de revenus. Ensuite, cette enquête recense les dépenses individuelles de tous les individus de plus de 14 ans appartenant au ménage enquêté, y compris les services non-rémunérés effectués au sein du ménage. Ceci permet à la fois de saisir ce qui est dépensé par chacun des membres et le travail domestique effectué par ceux-ci, en d'autres termes leurs contributions matérielles aux charges du ménage. Il est ainsi possible de comparer la manière dont les individus contribuent à la production domestique dans les familles recomposées, nucléaires ou monoparentales entre les différents types de familles recomposées (selon que la famille est recomposée par un homme, une femme ou les deux, selon que les conjoints ont des enfants communs ou non). Un intérêt particulier sera porté aux dépenses et services qui concernent les enfants afin de mieux comprendre les modalités de leur prise en charge selon le sexe des conjoints. L'économie domestique ne se borne pas non plus aux frontières du logement. Les variables concernant les dépenses effectuées pour les enfants hors domicile seront également exploitées. La délégation d'une partie du travail domestique ou parental par recours au marché sera également étudiée. Enfin les montants précis des allocations perçues, des pensions alimentaires reçues et des impôts dû permettront, par la comparaison avec les familles monoparentales et les familles nucléaires, de donner quelques premières pistes sur les conséquences économiques des recompositions familiales.

TRASH INTRO

De ce fait, ni l'économie domestique quotidienne, ni les successions dans les familles recomposées ne peuvent être parfaitement assimilées à celles se déployant dans les familles nucléaires. En effet, les travaux d'Agnès Martial montrent que les cas dans lesquels la

logique d'égalité entre tous les enfants des conjoints, quelle que soit leur filiation, préside au moment d'héritage sont rares. Ceux-ci surviennent d'avantage lorsque les séparations, recompositions et cohabitations interviennent tôt dans la vie des enfants et que l'un des parents est absent[4]. Ainsi, les recompositions familiales ne remettent généralement pas en cause les logiques de lignées fondées sur la filiation établie légalement. . On peut y voir des arrangements conjugaux visant à protéger mutuellement les intérêts patrimoniaux du nouveau conjoint et des enfants. À la différence des enjeux patrimoniaux, la question des revenus et des budgets n'a été que faiblement étudiée dans le cas des familles recomposées. Même les travaux d'Agnès Martial s'intéressent davantage à la manière dont les parents s'organisent financièrement après la séparation[7] qu'à la manière dont les beaux-parents participent à cette économie quotidienne. La mise en commun d'une part des revenus étant couramment subordonnée à une « cause commune » [8] - que peuvent représenter les enfants communs, l'accession à la propriété -, on peut néanmoins supposer que les couples formés secondairement, d'autant plus lorsque des enfants nés d'une autre union existent, sont loin de mettre en commun la totalité de leurs revenus, et continuent de subvenir individuellement à l'entretien de leurs enfants légaux. Les travaux sur ce sujet tendent à suggérer que les budgets y sont plus séparés et que les tâches ménagères et parentales sont d'avantage partagées entre conjoints[9]. Pour autant, ceux-ci ne permettent pas de distinguer les familles recomposées selon qu'elles le sont par l'homme, la femme ou les deux. Or les travaux de Sylvie Cadolle s'intéressant à la parentalité dans les familles recomposées, suggèrent que devenir beau-père n'implique pas, en termes de « charge éducative », la même chose que devenir belle-mère[10].

[1] J. Damon, *Les familles recomposées, op. cit.*

[2] Delecourt F. et Bourgaut-Coudeville D., « Les familles recomposées : aspects personnels, aspects alimentaires », dans *Les recompositions familiales aujourd'hui*, Paris, Nathan, 1993, p. 256-279.

[3] Hugues Fulchiron, « La transmission des biens dans les familles recomposées : entre trop de droit et pas de droits » dans *Les recompositions familiales aujourd'hui*, Paris, Nathan, 1993, p. 281-298.

[4] Agnès Martial, « Le lien beau-parental à l'épreuve de la transmission L'héritage dans les familles recomposées après divorce », *Revue des politiques sociales et familiales*,

1999, vol. 55, n° 1, p. 1-9.

[5] Bérangère Véron, « Héritages symboliques et rapport aux lignées dans les familles recomposées », *Recherches familiales*, 2007, n° 4, n° 1, p. 25-33.

[6] Nicolas Frémeaux et Marion Leturcq, « Plus ou moins mariés : l'évolution du mariage et des régimes matrimoniaux en France », *Economie et statistique*, 2013, vol. 462, n° 1, p. 125-151.

[7] Agnes Martial, « Comment rester liés ? Les comptes des familles recomposées », *Terrain : revue d'ethnologie de l'Europe*, 2005, n° 45, p. 67-82.

[8] D. Roy, « « Tout ce qui est à moi est à toi ? », art cit.

[9] Pauline Domingo, « Le quotidien des familles recomposées », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2009, vol. 96, n° 1, p. 96-104.

[10] Sylvie Cadolle, « Charges éducatives et rôle des femmes dans les familles recomposées », *Cahiers du Genre*, 2001, n° 30, n° 1, p. 27-52.

Cas le plus courant, quelques statistiques => donc possible d'étudier quantitativement.

Distinguer sociologiquement les familles recomposées et les familles nucléaires

Cette approche a pour avantage de ne pas présupposer des liens affectifs et économiques différents les familles nucléaires et les familles recomposées, puisque la parenté quotidienne peut ne pas coïncider avec la parenté légale (Weber, 2013). Pour autant, en suivant Rémi Lenoir (2003), nous considérons que la famille, en tant que groupe d'individus apparenté par des relations de filiations et/ou d'alliance, ne préexiste pas aux institutions qui objectivent ces relations. Ainsi le droit civil ne les organise pas de la même manière les relations de parenté et les relations entre beaux-parents et beaux-enfants. Il ne définit ni lien de filiation, ni obligation alimentaire entre des enfants et le nouveau ou la nouvelle conjointe d'un de leurs parents, y compris en cas de mariage ou de PACS (Damon, 2012). Il n'y a ni obligation d'entretien, comme c'est le cas pour les parents légaux (Théry et Meulders-Klein, 1993a), ni facilitation de la transmission de l'héritage comme c'est le cas pour les apparenté.e.s au premier et au second degré (Théry et Meulders-Klein, 1993b). De ce fait, ni l'économie domestique quotidienne, ni les successions dans les familles

recomposées ne peuvent être parfaitement assimilées à celles se déployant dans les familles nucléaires. Les travaux d'Agnès Martial montrent que les cas dans lesquels la logique d'égalité entre tous les enfants des conjoints, quelle que soit leur filiation, préside au moment d'héritage sont rares (**martial1999 ?**). Ainsi, les recompositions familiales ne remettent généralement pas en cause les logiques de lignées fondées sur la filiation établie légalement. Les unions civiles (mariages et PACS) se font aussi davantage sous le régime de la séparation de biens lorsqu'une autre union civile a précédé, et lorsque des enfants nés d'une autre union existent (Frémeaux et Leturcq, 2013). On peut y voir des arrangements conjugaux visant à protéger mutuellement les intérêts patrimoniaux du nouveau conjoint et des enfants. Ainsi, les relations économiques entre beaux-parents et beaux enfants semblent généralement suivre des logiques différentes de celles entre parents et enfants, et justifient donc un traitement sociologique spécifique des arrangements économiques dans les familles recomposées.

Donc quand on interroge les arrangement économique dans ces familles sous un angle statistique, c'est pour étudier la forme que peuvent prendre ces arrangement dans les cas où les différentes dimensions de la parenté ne sont pas parfaitement superposées.

2) revue de littérature

Pourtant, ce n'est généralement pas sous cet angle que la sociologie s'est intéressée aux familles recomposées : A partir des années 1990, sociologues et psychologues s'emparent du sujet des « nouvelles formes familiales » et y voient une « deuxième modernité » familiale (Singly, 2017 ; **singly2000 ?** ; **singly1996 ?**). Ces travaux s'inscrivent dans ce que Céline Bessière et Sibylle Gollac ont nommé « le grand récit de la famille moderne » déjà porté par Durkheim (1975) et dont François de Singly, Ulrich Boeck et Anthony Giddens seront les grands continuateurs.

Les implications patrimoniales des remariages ont fait l'objet de travaux soulignant le faible encadrement des relations entre beaux-parents et enfants des conjoints et conjointes (Brun, 1996 ; Fulchiron, 1993), qui limite de fait les transmissions économiques entre ceux-ci (Donnat, 2018). D'un point de vue successoral, l'opposition entre deux lignées - les enfants de la précédente union et le nouveau ou la nouvelle conjointe ainsi que les enfants éventuellement nés de la nouvelle union - a conduit les juristes à identifier un éventail d'outils pour protéger les droits des uns vis-à-vis des autres (Azincourt, 2013). À

l'inverse, lorsqu'il s'agit des conséquences sur les revenus et le niveau de vie, on trouve peu d'études s'intéressant spécifiquement aux remises en couples. Lorsqu'elles existent, elles prennent rarement en compte la spécificité de ces nouvelles unions, et concluent alors à une augmentation du niveau de vie qui permet un retour à la situation économique précédant la séparation (voir Abbas et Garbinti, 2019), faisant de la situation de parent isolé une phase certes précaire mais transitoire. Ce travail de recherche vise à analyser les conséquences économiques des recompositions familiales en identifiant les spécificités des remises en couples dans les trajectoires individuelles et en caractérisant plus finement les configurations familiales recomposées, par l'étude des relations économiques et des arrangements familiaux qui s'y déploient. En se plaçant à l'échelle individuelle, mais en prêtant attention aux échanges économiques au sein du foyer et à l'extérieur de celui-ci, ce projet supposera de déborder la catégorie statistique du ménage pour la questionner. Nous chercherons alors à articuler la construction des catégories statistiques et des catégories administratives, qu'elles soient légales, sociales ou fiscales. Nous prêterons ainsi une attention particulière au rôle joué par l'Etat et des politiques sociales via l'encadrement des séparations et des remises en couple, dans la prise en charge des parents isolés et des familles recomposées. Au croisement de la sociologie de la famille, des politiques sociales et de la quantification, ce travail cherche à proposer une analyse de la manière dont l'administration juridique, sociale et fiscale des parents isolés reformant de nouvelles unions conjugales participe à produire l'ordre du genre.

trois problèmes / grandes question

Grand problème

idée que le sexe est une des grandes catégories de classement de l'état (avec l'âge et la nationalité), et dvp d'un état providence est articulée au développement du sexe comme catégorie d'adminsitiation

ensuite on montre comment les finailles recomposées procèdent dirctement de ce problème de recherche

On proposera donc dans un premier temps une réflexion sur la manière dont il est possible de saisir sociologiquement les recompositions familiales dans les enquêtes ménages de la statistique publique (Chapitre 1). Puis, on s'intéressera ensuite aux arrangements

Consignes mémoire |

=====

1 – Introduction | 1.1 - Construction de l'objet (10 pages / 30 000 signes) Revue de littérature française et/ou internationale Énoncé de la question de recherche et développement de la problématique. Annonce du plan et de la logique des différentes parties (« sous-questions »). | 1.2 - Présentation des données (3 pages ou 20 pages suivant l'intensité du travail demandé) Choix des sources et modes de collecte de la base de données Base de données originale : Description de l'enquête (sur qui ? sur quoi ?), mode de collecte des données, mode de saisie, apurement de la base... Aspiration de données web : mode d'aspiration, origine et types de données collectées, apurement de la base... Utilisation de bases de données déjà construites, obtenues par l'intermédiaire du Centre Quételet ou d'autres fournisseurs : Détails de l'enquête (sur qui ? sur quoi ?), mode de collecte des données, mode de saisie, apurement de la base... Structure et contenu de la base de données utilisée Date de collecte des données et date de production de la base Population concernée, nombre d'individus Nature des variables utilisées Intérêts et limites des données pour la question de recherche |

| **2 - Développement** Suivant les chapitres annoncés dans l'introduction (minimum 2, rarement plus de 5). Dans chaque chapitre : - Quelle est la question traitée ? - Quelles sont les méthodes utilisées permettant d'y répondre ? - Résultats importants (ne pas commenter intégralement les tableaux) - Commentaires et analyse distanciée - Positionnement par rapport à la littérature sur le sujet (compléments, différences, etc). - Discussions sur les précautions à prendre sur l'utilisation des données, sur l'interprétation des méthodes et résultats. - Conclusions : quel est l'apport à la question initiale ? Transition vers chapitre suivant. |

| **3 - Conclusion (3 pages/10 000 signes)** Rappel de la question de départ, des données et des méthodes. Synthèse des principaux résultats. Retour réflexif sur l'apport et les limites du mémoire. Références bibliographiques |

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

La construction de typologie familiales selon la composition des groupes domestiques et la structure des relations entre individus résidant ensemble est un exercice classique en sociologie de la famille (Durkheim, 1975 ; Le Play, 1874 ; Parsons, 1968) et en anthropologie sociale (Laslett, 1983 ; **goldelier** ?). Pour ces auteurs, décrire les formes que prennent la famille permet d'analyser l'évolution des relations entre apparentés dans le temps, et plus généralement d'inférer des changements macro-sociologiques. Se faisant, ces typologies tendent à sur ou sous-estimer le caractère nouveau de certaines formes identifiées. Par ailleurs, comme toute typologie, elles échouent à prendre en compte la diversité des formes familiales ainsi que leur relative fluidité au cours de la vie d'un individu. Il ne s'agit donc pas ici, de proposer une nouvelle typologie des formes familiales, qui saisisse mieux que d'autres la réalité sociologique des familles ou les évolutions récentes de la société, mais simplement de proposer des catégories opérantes pour l'analyse des relations économiques au sein de la famille.

Les familles recomposées en ménage statistiques

citer Toulemont, les pères dans la stat et **Évolution des situations familiales à travers les recensements français de 1962 à 2009**

De la composition à la configuration familiale

Alors que dans les années 1970, la monoparentalité est constituée en une catégorie statistique capable d’éclairer l’administration de cette population (Martin-Papineau, 2003), les familles recomposées et les familles nucléaires continuent d’être assimilées dans la plupart des enquêtes statistiques. Avant 1990, la majorité des enquêtes statistiques ne permettent tout simplement pas de les distinguer (Desplanques, 1993). Aujourd’hui, si elles sont identifiables, elle ne sont pas *a priori* distinguées des familles nucléaires. La mise en place du tronc commun des enquêtes ménages (TCM), module de questions commun à une grande partie des enquêtes ménages de l’INSEE, à partir de 1990 a participé à l’uniformisation des variables codant les catégories de ménages. Ainsi le type de ménage est généralement codé en cinq catégories héritières de la typologie de Laslett (1983) : “Personne seule”, “Couple sans enfant”, “Couple avec au moins un enfant”, “Famille monoparentale”, et “Autre type de ménage (ménage complexe)”, comme c’est le cas dans l’enquête Budget de famille (2017).

TABLE 2 – Types de ménage selon l’INSEE

	Part (en %)	Effectifs non pondérés
Type de ménage (TCM)		
Personne seule	35	4 710
Couple avec au moins un enfant	27	4 668
Couple sans enfant	26	4 075
Famille monoparentale	9,1	2 715
Autre type de ménage (ménage complexe)	2,8	810
Ensemble	100	16 978

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France (N = 16978).

Lecture : Parmi les ménages ordinaires résidant en France en 2017, 35% sont des personnes seules.

Cette approche, qui s’intéresse seulement à la composition des ménages et non au liens entre individus ne permet pas de distinguer les familles recomposées des familles nucléaires, elle assimile toutes les couples avec enfants indépendants des liens juridiques, économiques ou affectifs qui unissent ces individus. Elle s’inscrit dans la théorie économique du ménage, qui suppose, qu’il soit composé ou non de plusieurs individus, que le comportement économique du ménage est assimilable à celui d’un individu unique (Donni et Ponthieux, 2011). En conséquence, les revenus individuels sont considérés comme communs et les dépenses également partagées (Bessière et Gollac, 2016). Dès lors, seule la composition du ménage importe, pour pouvoir appliquer des échelles d’équivalences et

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

rendre ainsi comparables des ménages composés différemment.

Si les grandes enquêtes de l'INSEE ne proposent généralement pas de variables permettant de distinguer les familles nucléaires des familles recomposées, le Tronc Commun des enquêtes Ménages (TCM) permet de récolter systématiquement des informations sur les liens entre les individus d'un même logement grâce au Tableau des Habitants du Logement (THL). Dans l'enquête Budget de famille (2017), pour chaque individu, sont renseignés les liens entretenus avec chaque autre individu appartenant au même ménage.

TABLE 3 – Codage de la variable LIEN01-20 : Lien de chaque habitant avec l'individu de NOI = X (X de 01 à 20)

Valeur	Modalite
00	Sans objet (LIEN(A,A))
01	Conjoint
02	Enfant
03	Parent
10	Frère, sœur
21	Petit-enfant
22	Grand-parent
31	Beau-fils, belle-fille
32	Beau-parent
40	Autre lien familial
50	Lien familial indéterminé
60	Ami
90	Autre lien non familial

Note :

Source : Dictionnaire des codes de l'enquête Budget de famille, 2017.

A priori, les liens entre beaux-parents et beaux-enfants sont renseignées (modalités 31 et 32). Cependant en cherchant les questions à l'origine du code de ces variables, on comprend que ces modalités correspondent en réalité des relations avec la belle-famille, c'est-à-dire les parents du conjoint. L'absence de cette modalité témoigne de l'impensé que constitue ce type de relations dans la statistique publique. Quoiqu'il en soi, à partir des liens d'alliance et de filiation renseignés (liens parentaux et conjugaux), il est possible d'identifier les ménages dans lesquels un couple vit avec au moins un enfant qui n'est pas issu de leur union.

Par ailleurs, il ne suffit pas de s'intéresser aux liens entre les individus appartenant à un même ménage ou même à un unique logement, puisque la famille peut déborder ce cadre (Toulemon, 2011) ; Bonvalet (2003)]. L'enquête Budget de famille, donne justement un certains nombre d'informations sur les parents des individus, y compris lorsqu'ils ne vivent pas avec eux.

TABLE 4 – Présence des parents dans le logement

	Part	Effectifs non pondérés
Père		
Cohabitant	23%	9 907
Décédé	39%	15 572
Inconnu	0,6%	310
Non-cohabitant	38%	17 027
Manquant	62	62
Mère		
Cohabitante	28%	15 302
Décédée	29%	11 160
Inconnue	0,1%	53
Non-cohabitante	43%	16 359
Ensemble	100%	42 874

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Individus (N = 42874).

Lecture : Parmi les individus vivant en ménages ordinaires en France en 2017, 23% vivent avec leur père

En croisant donc les deux variables ci-dessus, nous pouvons identifier les cas de familles monoparentales selon que l'autre parent réside ailleurs ou que celui-ci est décédé ou inconnu. L'enquête Budget de famille fournit également des informations sur les enfants vivants hors du domicile de leurs parents grâce à une table de données spécifiques à ces individus.

TABLE 5 – Lieu de résidence des enfants vivant hors domicile

	Part	Effectifs non pondérés
Lieu de résidence de l'enfant vivant hors-domicile		
Chez son père ou sa mère	38%	925
Dans son propre logement	50%	1 441
En logement collectif (cité universitaire, foyer, internat,...)	4,6%	152
Logé ailleurs	7,2%	370
Manquant	12	12
Ensemble	100%	2 904

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Enfant résidant hors domicile d'un de leur parent vivant en ménages ordinaires résidant en France (N = 2904).

Lecture : Parmi les enfants vivants hors domicile d'un de leur parent en 2017, 38% vivaient chez l'autre parent

On peut ainsi identifier les parents n'ayant pas la garde principale de leur enfant résidant chez l'autre parent. C'est grâce à cet ensemble de variables que l'on peut distinguer les structures familiales recomposées des structures familiales traditionnelles.

De la situation familiale des enfants à celle des parents

Lorsqu'il s'agit de quantifier l'isolement parental et les recompositions familiales, la statistique publique adopte souvent le point de vue des enfants : "Un enfant sur dix vit dans une famille recomposée" ou "En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile" titrent les dossiers de l'INSEE consacrés à ces questions (Algava, Bloch et Vallès, 2020 ; Lapinte, 2013 ; **toulemon** ?).

[Plutôt, c'est des approches assez récentes. Nuancer ça. Deux problématiques : 1) méthodologiques (question prtaiques, enfants qui appartiennent a plusieurs ménages) 2) perspective devenir des enfants du divorce (Pe de singly, claud martin, sur le misérabilisme). Claude Martin, sur les familles monoparentales.]

Il s'agit là d'une conception de la famille conforme à celle proposée par la sociologie de la famille des années 2000, selon laquelle c'est "l'enfant qui fait la famille" (Singly, 2017, p. ??). Cependant, la focalisation sur la situation de l'enfant pour décrire les situations de monoparentalité ou de recomposition familiale semble également charrier un certain misérabilisme. Ces titres ne sont pas sans rappeler ceux des travaux statistiques sur les "enfant pauvres", dont la production est souvent déterminée par des préoccupations politiques et sociales et qui, par l'intermédiaire de la figure de l'enfant, font appel au pathos (Stettinger, 2014). En outre, écrire les statistiques du point de vue des enfants paraît d'autant plus problématique que ceux-ci sont rarement interrogés et que leur situation est presque toujours déduite des déclarations de leurs parents. Ainsi, si nous adoptons également une démarche qui part des situations familiales des enfants pour décrire les groupes familiaux, c'est pour des questions de comparabilité avec les travaux existants sur le sujet.

Avant d'essayer d'identifier la situation familiale des enfants, il nous faut d'abord définir ce qu'on entend par "enfant". D'un point de vu sociologique, il n'est pas si aisé de circonscrire cette catégorie d'individus : "enfant" désigne tout aussi bien l'appartenance à une classe d'âge, un statut civil et pénal - celui de mineur -, et une position dans les rapports entre générations familiales. D'un point de vue de la statistique publique, un enfant est "*une personne célibataire, qui n'est pas en couple avec une personne de son ménage (au sens des enquêtes auprès des ménages), ayant un parent (père ou mère) dans son ménage, et n'étant pas lui-même parent (père ou mère) d'une personne de son ménage*".

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

Aucune limite d'âge n'étant fixée, l'INSEE privilégie donc une définition de l'enfance comme position dans les rapports familiaux au sein du ménage. Dans l'enquête Budget de famille on dénombre ainsi 14722 enfants au sens du TCM. Pour être en mesure de comparer nos résultats avec ceux produit par la statistique publique, nous aurions aimé choisir de conserver. En pratique, cela signifie que certains des enfants en questions sont très âgés. En effet, l'âge maximum des enfants se situe donc à 75 ans. En particulier, les enfants les plus âgés apparaissaient presque systématiquement dans des ménages monoparentaux, c'est-à-dire composé d'un enfant en age adulte et de son parent particulièrement âgé. A l'inverse, lorsqu'on exclu ces cas, les ménages monoparentaux ont en moyenne des enfants plus jeunes que les autres ménages avec enfants. Conserver une définition de l'enfant sans critère d'âge conduisait ainsi à assimiler deux situations qui ne nous paraissent similaires : Un parent seul ayant à sa charge de jeunes enfants et un enfant ayant sa charge un parent âgé. Par ailleurs, si dans le cadre de l'étude des familles recomposées nous nous intéressons aux structures familiales monoparentales, c'est en tant qu'elles précèdent, généralement, la remise en couple et la formation de familles recomposées. Ainsi, nous avons choisit d'établir un critère d'âge. Nous avons considéré comme enfant les enfants au sens du TCM âgés de moins de 25 ans. Loin d'être parfaitement arbitraire, ce seuil paraît correspondre à un changement dans le mode d'administration des populations. L'âge constitue en effet, avec le sexe et la nationalité, une des grandes catégories d'État (**rennes2019 ? ; mauger2015 ?**). Produit par les institutions (**chamboredon1973 ? ; guillemard2005 ? ; lenoir1979 ?**), la partition enfance, jeunesse, âge adulte, vieillesse rythme les biographies individuelles. Ainsi l'enfance et la jeunesse sont caractérisées par l'instauration d'une dépendance financière à l'égard des adultes (**dunezat2023 ?**). L'âge de 25 ans constitue seuil à partir duquel les enfants ne peuvent plus être rattachés au foyer fiscal de leur(s) parent(s) et à l'ouverture de droit au Revenu de Solidarité Active (RSA) (**lima2008 ?**).

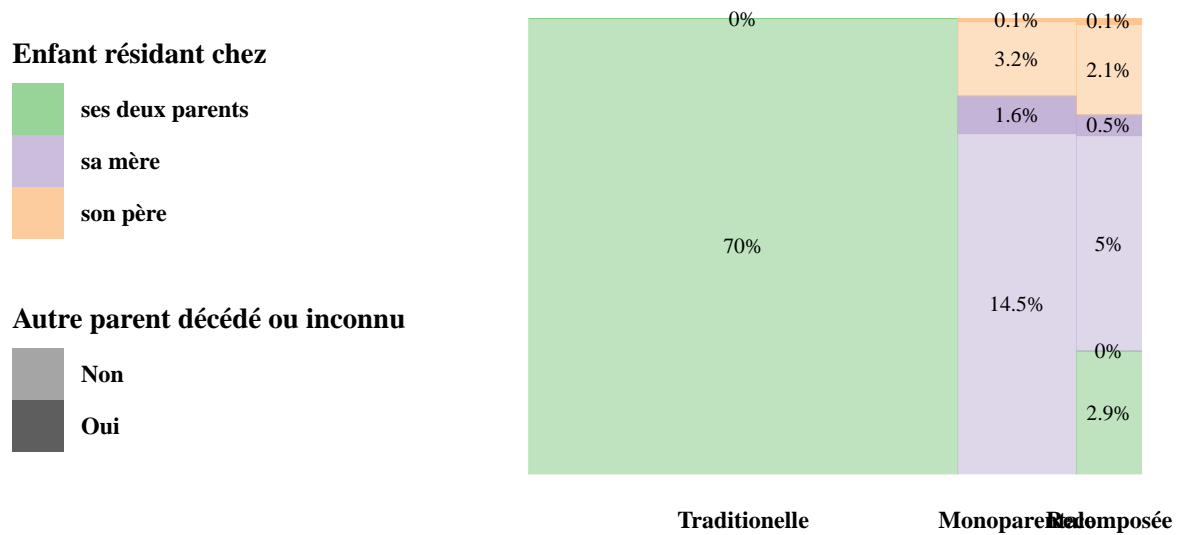


FIGURE 1 – Situation familiale des enfants

[Ajouter une note au graphique + préciser que ce sont des %]

On retrouve ici les chiffres du recensement de 2018 (Algava, Bloch et Vallès, 2020).
[Peut-être commenter un peu plus les différences de situations suivant que l'autre parent est décédé ou inconnu ou non]

Pour ce qui est des enfants résidant hors domicile d'un parent, qui sont hors champ de l'enquête mais apportent des informations sur les ménages enquêtés, des informations ont été récoltées sur les enfants qui apportent une aide économique à leur parent ou à qui le parent apporte une aide. Dans un soucis de cohérence, nous avons adopté une définition proche de celle des enfants du ménage. Sont ainsi considérés comme enfants vivant hors domicile, les enfants résidant ailleurs s'ils sont célibataires et sans enfants et qu'ils ont moins de 25 ans. Ils sont au nombre de 1177 dans l'enquête.

A partir des situations familiales des enfants, il est ainsi possible de déterminer celles des parents. Pour chaque enfant, nous avons récupéré, lorsqu'ils étaient disponible, l'identifiant du père, de la mère, du conjoint ou de la conjointe du père et du conjoint ou de la conjointe de la mère. En comparant, l'identifiant du conjoints et conjointe de chaque parent à celui de l'autre parent, nous avons pu déterminer pour chaque enfant, l'identifiant des parents et des beaux-parents lorsqu'ils existaient. Ainsi pour chaque individu de l'enquête nous avons pu déterminé s'il était parent, s'il était beau parent, le

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

nombre d'enfants et de beaux-enfants (dans le ménage et hors domicile) ainsi que leur âge moyen. Dans un souci de cohérence et d'intelligibilité des résultats nous n'avons conservé ces informations que pour les adultes ou en couple avec un adulte. Nous avons défini la catégorie des adultes en miroir des enfants, comme l'ensemble des individus qui ne sont pas enfants au sens du TCM et qui ont 25 ans ou plus et moins de 65 ans. Encore une fois, ces critères d'âge ont été choisis en fonction de seuils qui nous paraissent refléter des transformations dans l'administration des populations. L'âge de 65 ans correspond à l'âge d'ouverture des droits au minimum vieillesse (ASPA) et est proche de l'âge conjoncturel moyen de départ à la retraite (63 ans pour les femmes et 62 ans et deux mois pour les hommes).

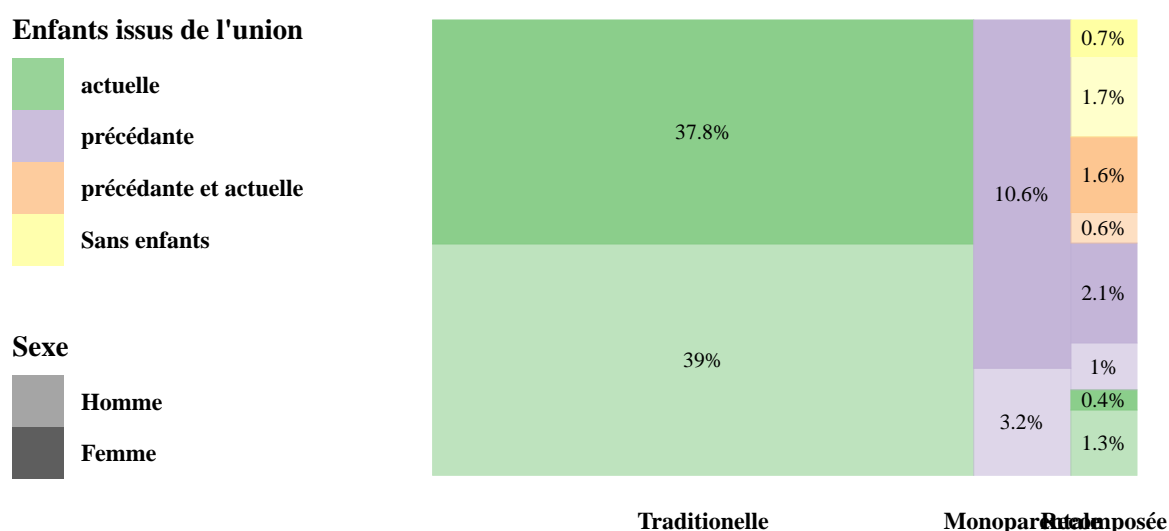


FIGURE 2 – Situation familiale des adultes

A partir des variables ainsi produites sur les parents, nous avons pu identifier les personnes en couple. Pour classer les différents ménages en fonction de leur structure familiale, seuls les couples dont au moins un des deux membres était personne de référence du ménage ont été retenus. En reprenant la typologie de ménage de l'Insee (Personne seule sans enfant, personne seule avec enfant, couple sans enfants, couple avec enfants et ménages complexes) nous avons distingué, parmi les couples avec enfants, ceux dont au moins ceux dont au moins un des membres était beau-père ou belle-mère d'enfants vivants dans le ménage de ceux où l'ensemble des enfants du ménage étaient issus de l'union conjugale actuelle. Par souci de fluidité, nous parlerons ainsi souvent de familles

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

recomposées pour désigner ces ménages présentant une configuration familiale recomposée. Pour autant, il faut garder à l'esprit que la recomposition familiale est un phénomène qui déborde largement l'échelle du ménage. Ces familles recomposées sont ainsi au nombre de 634 dans l'enquête. Elle représentent 4% des ménages formées par au moins un adulte âgé d'au moins 25 ans et de moins de 65 ans et 8,5% de ces ménages vivants avec un ou des enfants, contre 23,8% de familles monoparentales et 67,7% de familles traditionnelles.

Caractéristique	Homme, N = 624	Femme, N = 650	p-valeur
n_NEnfantsCoupleHD			
Aucun	100%	100%	
Un	<0,1%	<0,1%	
Deux	0%	0%	
Trois	0%	0%	
Quatre et plus	0%	0%	
n_AgeEnfantsCoupleHD			>0,9
20	93%	93%	
23	7,2%	7,2%	
n_NEnfantsUnionAntHD			<0,001
Aucun	85%	98%	
Un	9,3%	1,9%	
Deux	3,3%	0,2%	
Trois	0,9%	0%	
Quatre et plus	1,3%	0%	
n_AgeEnfantsUnionAntHD	17,64 ans	19,97 ans	0,007
n_NEnfantsHD			<0,001
Aucun	85%	98%	
Un	9,4%	1,9%	
Deux	3,3%	0,2%	
Trois	0,9%	0%	
Quatre et plus	1,3%	0%	
n_AgeEnfantsHD	17,65 ans	19,97 ans	0,006
Effectifs	626	648	

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

Enfant(s) issu(s) de	Homme, N = 624	Femme, N = 650	p-valeur
Union actuelle			
Aucun	100%	100%	
Un	<0,1%	<0,1%	
Deux	0%	0%	
Trois	0%	0%	
Quatre et plus	0%	0%	
Age moyen			>0,9
Union(s) antérieure(s)	93%	93%	
23	7,2%	7,2%	
n_NEnfantsUnionAntHD			<0,001
Aucun	85%	98%	
Un	9,3%	1,9%	
Deux	3,3%	0,2%	
Age moyen	0,9%	0%	
Ensemble	1,3%	0%	
n_AgeEnfantsUnionAntHD	17,64 ans	19,97 ans	0,007
n_NEnfantsHD			<0,001
Aucun	85%	98%	
Un	9,4%	1,9%	
Deux	3,3%	0,2%	
Age moyen	0,9%	0%	
Quatre et plus	1,3%	0%	
n_AgeEnfantsHD	17,65 ans	19,97 ans	0,006
Effectifs	626	648	

[Peut-être faire carrément une autre sous partie avec une description de la composition des ménages dans les cas de configuration recomposées ? nombre age des enfants, couples de mêmes sexe]

Les unions secondaires : des mères et des beaux-pères

Les beaux-parents et les parents ne ressemblent pas nécessairement dans les familles recomposées. Comme les parents de familles monoparentales sont le plus souvent des mères, les parents de familles recomposées sont le plus souvent des femmes. Dans les familles recomposées, ce sont le plus souvent elles qui ont des enfants issus d'une union précédentes. Elles sont aussi plus nombreuses que les hommes à avoir des enfants à la fois issus d'union précédente et actuelle (79,6% sont des femmes quand 20,4% sont des hommes). Ainsi les beaux-parents sont le plus souvent des hommes : 85,9% des beaux-parents n'ayant pas d'enfants sont des beaux-pères et 86,9% de ceux ayant des enfants issus de l'union actuelle sont des beaux-pères.

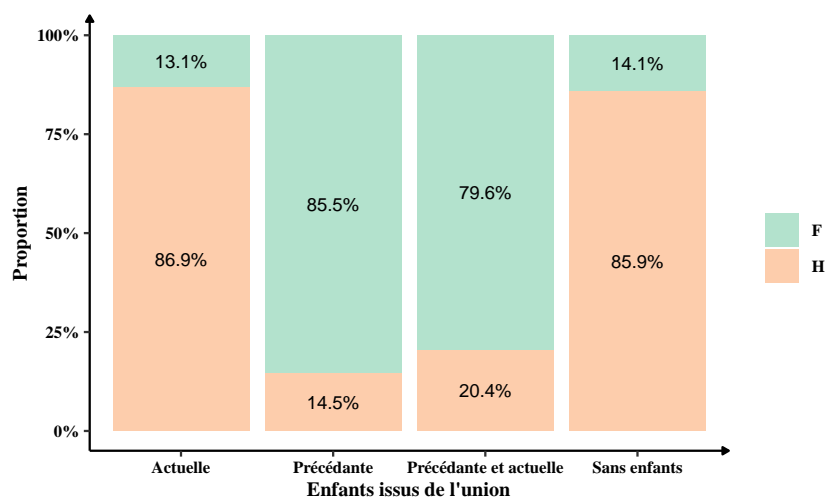


FIGURE 3 – Appartenance aux groupes de sexe des parents et beaux parents

Se remettre en couple quand on a des enfants

Les parents remis en couple présentent des caractéristiques sociales spécifiques par rapport à ceux en couple avec l'autre parent de leurs enfants et ceux célibataires.

[Changement de recodage des variables ici, a priori les constats restent bon mais il faut changer les pourcentages]

Les parents de familles monoparentales et recomposées apparaissent moins diplômé.e.s que ce de familles traditionnelles : ils et elles sont moins souvent diplômé.e.s d'un bac+5 ou plus (9% contre 15%) et plus souvent diplômé.e.s du brevet des collèges ou sans diplôme (24% et 21% contre 17%). Ils et elles appartiennent donc logiquement moins

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

TABLE 8 – Caractéristiques sociales des parents

Caractéristique	Traditionnelle			Recomposée			Monoparentale			Ens	Père	Mère
	Ens	Père	Mère	Ens	Père	Mère	Ens	Père	Mère			
AG												
Moyenne	42	43	41	42	42	41	43	46	43	42	43	42
ET	8	8	8	8	8	7	9	8	9	8	8	8
DIP7, %												
Doctorat, ingénieur, grande école	6	9	4	1	2	0	4	8	3	6	8	4
Master, bac+6	9	7	10	8	6	9	6	4	6	8	7	9
Licence, BTS, DUT, santé social	26	22	31	23	19	25	23	24	23	25	22	29
Baccalauréat	19	17	20	23	24	22	18	11	20	19	18	20
CAP ou BEP	24	28	19	26	30	22	26	35	24	24	28	21
Brevet des collèges	5	5	5	6	4	7	5	6	5	5	5	5
Sans diplôme ou CEP	12	13	11	15	14	15	19	12	20	13	13	13
CS12, %												
Petit-e indépendant-e	7	10	4	6	10	3	4	9	3	7	10	3
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	14	18	9	9	12	6	9	17	7	13	18	8
Cadre du public/culture	5	5	6	4	3	5	4	4	5	5	5	5
Médiateur-ice	16	11	22	16	13	19	18	16	18	16	11	21
Technicien-ne	7	11	3	5	10	2	2	6	1	6	10	2
Employé-e qualifié-e	13	7	19	17	8	23	19	5	22	14	7	20
Employé-e non qualifié-e	9	2	15	9	4	13	14	3	16	9	3	15
Ouvrier-e qualifié-e	13	23	3	14	28	4	7	26	3	12	24	3
Ouvrier-e non qualifié-e	5	6	4	9	8	9	7	7	7	6	7	5
Retraité-e	2	3	1	1	0	1	3	4	3	2	3	2
Autre inactif-ve	8	3	14	10	3	16	12	4	14	9	3	14
n_REVENUS, %												
Sans revenus	5	3	8	6	2	10	11	5	12	6	3	9
Moins de 550	10	6	14	10	5	13	14	5	16	10	5	15
Entre 550 et 850	5	3	7	6	5	7	8	5	8	5	3	7
Entre 850 et 1250	10	7	13	11	9	13	12	5	13	10	7	13
Entre 1250 et 1850	21	19	22	21	21	21	20	25	19	21	20	22
Entre 1750 et 2250	18	21	15	19	24	16	14	20	13	17	21	14
Entre 2250 et 2950	15	18	12	15	18	12	11	17	10	14	18	11
Plus de 2950	16	23	9	11	16	8	10	19	9	15	23	9
n_PATRIMOINE, %												
Sans économies	33	34	32	36	34	37	40	36	40	34	34	34
Moins de 1000	14	14	15	21	24	18	20	15	21	16	14	16
Entre 1 000 et 4 000	15	14	16	15	12	18	14	11	14	15	14	16
Entre 5 000 et 10 000	13	13	14	10	12	8	9	8	9	13	12	13
Plus de 10 000	25	26	23	19	19	18	17	29	15	23	26	21
LOGEMENT, %												
Accédant à la propriété en titre	45	45	45	39	38	39	18	30	15	41	44	38
Accédant à la propriété herbergé	1	1	2	3	3	3				1	1	1
Autre	1	2	1	5	5	4	3	5	3	2	2	2
Locataire	30	30	29	41	42	41	66	46	71	35	31	38
Propriétaire ou copropriétaire en titre	22	22	21	11	12	10	12	18	11	19	21	18
Propriétaire ou copropriétaire herbergé	1	1	2	2	1	3	0	0	0	1	1	2
Ensemble, %	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectifs, n (unweighted)	7 179	3 589	3 590	962	393	569	2 273	256	2 017	10 414	4 238	6 176

¹ % ; n (unweighted)

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France (N = 2).

souvent cadres et professions intellectuelles supérieures que les autres(13% et 12% contre 18%). Ces parents ont également des revenus plus faibles que les parents en couple avec l'autre parent de leurs enfants (1536 et 1696 euros mensuel en moyenne contre 1980) et des patrimoines moins élevés (9 720 et 9 182 euros en moyenne contre 13 247 euros). Ils et elles sont en effets moins souvent propriétaires sans crédit de leur logement (12 et 13% contre 23% dans les familles traditionnelle). Ces caractéristiques socio-démographiques partagées entre les parents de familles monoparentales et celles de familles recomposées, relativement stables au cours de la trajectoire individuelle, confirment la continuité biographique entre période de monoparentalité et remise en couple. Cette continuité n'est cependant pas

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

identique pour les hommes et les femmes. En effet, si les mères de familles monoparentales et recomposées se ressemblent, les pères de familles monoparentales et recomposées semblent présenter des caractéristiques assez différentes. La ressemblance observée en moyenne est liée, pour partie à une écrasante sur-représentation des femmes dans les parents de familles monoparentales et recomposées [CHIFFRES]. En effet, les mères de familles recomposées ont des revenus assez proches des mères de familles monoparentales (1 430 euros mensuels contre 1 386). Il en va de même pour les patrimoines : les mères de familles recomposées possèdent en moyennes 8 444 euros contre 8 368 pour celles qui sont célibataires. Elles sont sous représentées chez les cadres et professions intellectuelles supérieures (11% contre 14% chez les mères de familles traditionnelles). Les mères de familles recomposées sont cependant un peu plus diplômées que les mères de familles monoparentales : si elles aussi rarement diplômées d'un bac+5 ou plus, elles sont plus nombreuses à être avoir un diplôme bac+1 à bac+3 (25% contre 22%) et moins nombreuses à être sans diplôme ou simplement le Brevet des collèges (22% contre 18%). En ce qui concerne les pères de familles recomposées ils se distinguent assez nettement des pères célibataires. Ceux-ci sont moins diplômés : 27% ont un diplôme du supérieur contre 35% des pères de familles monoparentales. Ils sont ainsi logiquement sur-représenté dans les professions les moins qualifiées : 48% sont ouvriers ou employés et seulement 15% sont cadre ou professions intellectuelle supérieure, contre 40% d'employés et ouvriers et 20% de cadres chez les pères célibataires. On observe des résultats similaires en matière de patrimoine et de revenus : les pères célibataires gagnent plus et possèdent plus que les pères de familles recomposées. Ainsi les pères célibataires sont 18% à être propriétaires du logement où ils vivent, contre 15% chez les pères de familles recomposées. Cette différence tient en réalité aux caractéristiques très spécifiques des pères célibataires, au regard des mères célibataires, qui les rapprochent des pères de familles traditionnelles. Cas marginal chez les hommes, le fait d'élever seul ses enfants semble conditionner à la dispositions de ressources économiques, matérielles et culturelles importantes. [BIBLIO qui va dans ce sens]. On peut avancer plusieurs hypothèses liées aux bénéfices différenciés à la conjugalités des hommes et des femmes. Ainsi, si la continuité entre situation de monoparentalité et remise en couple apparaît assez nette pour les femmes, elle l'est beaucoup moins pour les hommes. Les hommes reformant des unions apparaissent très différents de ceux élevant leurs enfants seuls. En premier lieu, le niveau de diplôme, la profession, le revenu et le patrimoine peuvent influencer la probabilité de

se remettre en couple d'avantage pour les hommes ayant des enfants à charge que pour les femmes dans cette situation. Dans ce cas, cela signifie que les hommes les plus dotés culturellement et économiquement se remettraient moins en couple que ceux disposant de moins de ressources. Moins contraints sur le plan économique, les avantages matériels et financier à la conjugalité et à la cohabitation jouent peut-être relativement moins pour eux que ceux disposant de plus faibles ressources. L'autre explication tient au fait que la situation de monoparentalité ne précède pas nécessairement la recomposition familiale. En effet, la remise en couple d'un parent d'ayant pas la garde de ses enfants pourrait favoriser l'obtention de la garde de ceux-ci. A notre connaissance, des travaux portant sur de telles décisions de justice n'existent pas. Cependant, lorsqu'il s'agit de fixer la résidence principale des enfants lors d'une séparation, les juges aux affaires familiales mobilisent des critères différents pour évaluer cette possibilité chez les hommes et les femmes. Là où un logement petit, des revenus faibles et la difficile articulation entre travail à plein temps et garde des enfants sont jugés problématiques pour les pères, elles ne le sont pas pour les mères (**tirbunal ?** des couples). On peut donc penser que ces mêmes facteurs jouent si une demande de réexamen de la résidence des enfants est formulée après une remise en couple. Ainsi, l'accès à un logement plus grand, les économies d'échelles et la prise en charge du travail domestique voir parental par la nouvelle conjointe pourrait favoriser l'obtention de la résidence (alternée ou exclusive) par les pères n'ayant au paravent qu'un droit de visite. Ces mêmes facteurs pourraient expliquer que les pères n'ayant pas demandé la résidence de leurs enfants lorsqu'ils étaient célibataires formulent cette demande une fois remis en couple.

Beaux-pères et belles-mères

[IDEM ici j'ai changé les recodages donc, il va falloir changer les %] Comme on l'a vu, les beau-parents sont le plus souvent des beau-pères. Leur revenu est en moyenne plus élevé que celui des parents (2185 euros contre 1592 euros mensuel), même si l'écart est moindre lorsqu'ils et elles ont eux-même des enfants (1844 euros mensuels). Le constat est encore plus tranché pour le patrimoine : les beaux-parents sans enfants possèdent en moyenne 15 420 de patrimoine contre 9 472 pour les parents de familles recomposées. Le fait d'avoir des revenus et un niveau vie élevé augmente en effet la probabilité de mettre en couple [Référence]. Cependant, au vu des différences importantes entre les

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

beaux-parents ayant des enfants et ceux n'en ayant pas, c'est plus probablement le fait de ne pas avoir d'enfants qui permet une carrière professionnelle ascendante et l'accumulation de patrimoine, ou le fait d'avoir une carrière professionnelle peut différer le fait avoir des enfants. Les beaux parents, qu'ils et elles aient ou non des enfants apparaissent en effet un peu plus diplômés que les parents (11% et respectivement 10% d'entre eux ont au moins bac+5 contre 8% des parents), et ils occupent ainsi logiquement plus souvent des positions de cadres (15% contre 11%). Cependant, les beaux-parents sans enfants sont aussi plus souvent diplômés professionnels inférieurs au bac (CAP, BEP et équivalents) : ils et elles sont 37% contre 28 et 22%. Les beaux-parents sont ainsi plus nombreux à être ouvriers que les parents (30% contre 17%).

Cette différence est en partie liée à la sur-représentation des femmes chez les parents et à la sur-représentation des hommes chez les beau-parents puisque ces derniers sont plus souvent ouvriers. Cela est très marqué chez les beaux-parents ayant des enfants puisque 11% des belles mères ayant des enfants sont ouvrières contre 40% des beaux pères ayant des enfants. Elle l'est en revanche beaucoup moins chez les beaux-parents sans enfants puisque 24% des belles-mères dans ce cas sont ouvrières contre 32% des beaux-pères. Parallèlement, les belles-mères sont plus souvent diplômées d'un bac+5 que les mères et que les beaux-pères, qu'elles aient elles-même des enfants ou non (15% à 16% contre 7% des mères et 7 à 9% des beau-pères)

Des couples moins homogames ?

Au vu des caractéristiques spécifiques que possèdent les mères, les pères, les belles-mères et les beaux-pères, on peut se demander si les unions secondaires sont plus ou moins homogames que les premières unions.

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

TABLE 9 – Caractéristiques sociales des beaux-parents

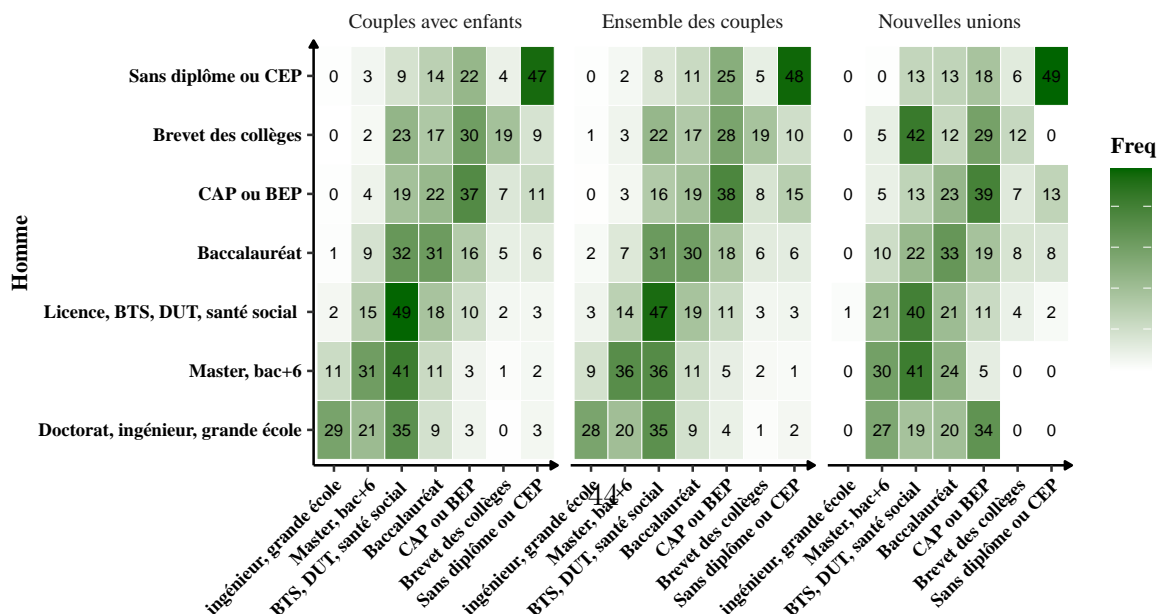
Caractéristique	Parent			Beau-parent avec enfant			Beau-parent sans enfant			Ens	F	H
	Ens	F	H	Ens	F	H	Ens	F	H			
AG												
Moyenne	42	42	44	41	39	42	45	43	46	43	41	44
ET	8	7	9	7	7	8	10	10	10	8	8	9
DIP7, %												
Doctorat, ingénieur, grande école	1	0	4	1	0	2	3	1	4	2	0	3
Master, bac+6	7	7	7	9	16	5	7	14	5	8	10	6
Licence, BTS, DUT, santé social	22	23	19	23	31	20	17	20	15	21	24	18
Baccalauréat	21	23	17	25	20	27	17	21	15	21	22	20
CAP ou BEP	28	24	37	23	17	26	37	35	38	28	24	33
Brevet des collèges	7	7	5	4	5	3	4	3	4	5	6	4
Sans diplôme ou CEP	14	16	10	15	11	17	15	7	19	15	13	16
CS12, %												
Petit-e indépendant-e	4	2	10	8	4	11	9	2	12	7	3	11
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	7	6	13	10	7	12	12	6	15	10	6	13
Cadre du public/culture	4	3	5	5	11	2	3	3	3	4	5	3
Médiateur-ice	17	18	14	15	20	13	16	27	11	16	20	12
Technicien-ne	4	2	11	6	1	9	5	0	7	5	1	9
Employé-e qualifié-e	21	25	10	11	20	6	10	17	7	15	22	7
Employé-e non qualifié-e	12	15	6	4	7	3	7	17	3	8	13	3
Ouvrier-e qualifié-e	10	4	26	20	4	28	22	18	23	16	6	26
Ouvrier-e non qualifié-e	8	10	3	10	7	11	8	6	9	9	9	9
Retraité-e	1	1	0	0	0	1	4	0	6	1	1	2
Autre inactif-ve	12	15	2	9	19	4	5	3	5	9	14	4
n_REVENUS, %												
Sans revenus	7	9	0	6	11	3	5	3	6	6	9	3
Moins de 550	11	13	5	9	15	5	6	3	8	9	12	6
Entre 550 et 850	6	6	5	6	9	5	5	0	6	6	6	6
Entre 850 et 1250	12	16	2	10	6	12	10	22	5	11	15	7
Entre 1250 et 1850	21	21	20	22	21	22	16	17	16	20	20	19
Entre 1750 et 2250	21	17	31	16	10	19	29	43	23	21	20	23
Entre 2250 et 2950	13	10	20	18	19	17	13	7	16	14	12	17
Plus de 2950	10	8	16	14	9	16	16	5	21	13	8	18
n_PATRIMOINE, %												
Sans économies	36	39	27	36	33	37	44	43	45	38	38	38
Moins de 1000	18	17	21	24	22	25	14	13	15	19	18	21
Entre 1 000 et 4 000	17	18	13	13	18	11	10	6	11	14	16	11
Entre 5 000 et 10 000	9	7	16	10	11	9	11	17	9	10	9	11
Plus de 10 000	20	19	23	17	16	17	21	21	21	19	18	20
LOGEMENT, %												
Accédant à la propriété en titre	38	39	35	40	40	40	28	26	28	36	37	35
Accédant à la propriété hébergé	2	1	3	4	7	2	8	4	10	4	3	5
Autre	4	5	1	5	2	7	2	2	2	4	4	4
Locataire	42	42	44	40	39	40	42	38	44	42	41	42
Propriétaire ou copropriétaire en titre	12	12	15	9	6	10	17	27	13	12	13	12
Propriétaire ou copropriétaire hébergé	2	2	2	2	5	1	4	2	4	2	3	2
n_StatutEnfants, %												
Précédante	57	56	61	24	36	18				32	43	21
Précédante et actuelle	43	44	39	15	22	11				24	33	14
Actuelle				61	42	71				19	9	30
Sans enfants							100	100	100	25	15	36
Ensemble, %	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectifs, n (unweighted)	543	438	105	419	131	288	277	60	217	1 239	629	610

¹ % ; n (unweighted)

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France (N = 1239).



Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

Les couples formés après une première histoire conjugale et familiale apparaissent moins clairement homogames que le reste de la population. En effet, les hommes diplômés d'un doctorat, de grande école ou d'école d'ingénieur sont 27% à être en couple avec une femme diplômée de master (contre 20 à 21% pour l'ensemble des couples ou l'ensemble des couples avec enfants). Ils sont également 34% à être en couple avec une femme diplômée d'un CAP ou d'un BEP contre 3 à 4% pour l'ensemble des couples. Parmi les diplômés du brevet des collèges, ils sont aussi 42% à être en couple avec une femme diplômée d'une licence, d'un BTS, d'un DUT ou d'un diplôme sanitaire et social (niveau bac +2), contre entre 22 et 23% de l'ensemble des couples. Ces spécificités sont vraisemblablement liées aux caractéristiques propres des mères célibataires (moins diplômées que les autres). Elles informent cependant sur les niveaux d'inégalités entre les conjoints qui forment ces ménages à la structure familiale recomposée.

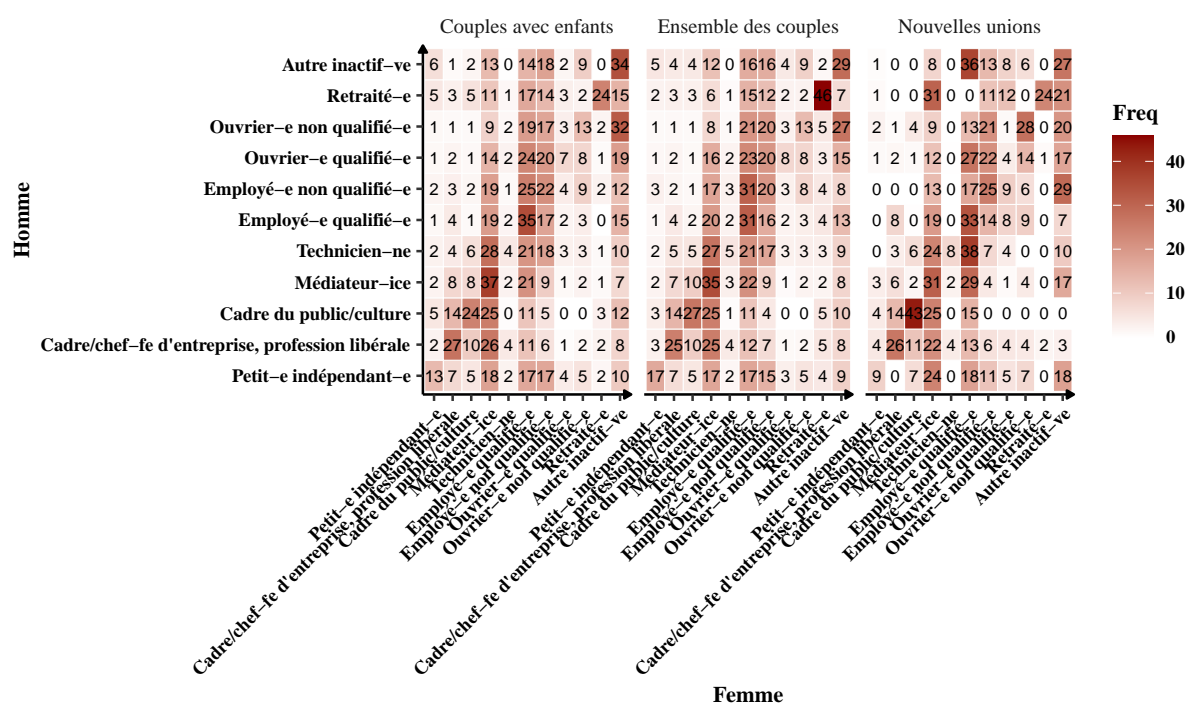


FIGURE 5 – Homogamie de profession : Profession des femmes en fonction de celle des hommes

Les couples formés par des unions secondaires dans le cadre des recompositions familiales apparaissent également singuliers du point de vue de l'appartenance des conjoints aux catégories socio-professionnelles. Là où l'homogamie de diplôme apparaît moins évidente que pour l'ensemble des couples, l'homogamie de profession apparaît plus forte pour ces couples. C'est en particulier vrai pour les cadres du public ou de la culture (43%

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

des hommes occupant ces postes sont en couple avec des femmes occupent ces mêmes poste, contre 24% dans les couples avec enfants et 27% dans l'ensemble des couples. On observe la même chose à l'autre bout du spectre social, chez les ouvriers et ouvrières non qualifiées : 28% des ouvriers non qualifiés sont en couple avec une ouvrière non qualifiée, contre 13% dans l'ensemble des couples. Cette homogamie de profession plutôt plus que de diplôme peu s'expliquer par les temporalité de mise en couple et de remise en couple. Si de plus en plus de couple se rencontrent durant leurs études, souvent commune, et se forment à cet occasion, favorisant de fait l'homogamie de diplôme, les effets différenciés de la conjugalité sur les hommes et les femmes font rapidement diverger les carrières féminines et masculines, produisant, de fait, des couples moins homogames du point de vu de la profession que du diplôme (**Milan ?** Bouchet-Valat, Sébastien Grobon, population). Les unions à l'origine de recompositions familiales interviennent mécaniquement plus tardivement dans les trajectoires individuelles. De ce fait, lors des secondes unions, le conjoint ou la conjointe est deux fois plus fréquemment rencontrée sur le lieu de travail que lors des premières unions, et il est plus rare d'avoir connu le nouveau ou la nouvelle conjointe à l'occasion des études (**Vianney ?** Costemalle). Une autre spécificité des couples formant des ménages à la configuration familiale recomposée tiens à la plus grande association entre un-e actif-ve et un-e inacti-ve. 30% des hommes retraités sont ainsi en couple avec une femme occupant une position de "médiatrice" au sein des professions intermédiaires, contre seulement 11% des hommes dans l'ensemble des couples avec enfants. Dans ces derniers les hommes retraités sont en effet majoritairement en couple avec une femme retraité (26%). Dans les couples de familles recomposées, les hommes inactifs (autres que retraités) sont également majoritairement avec des employées qualifiées (39%), là ou ils sont majoritairement avec des femmes elles aussi inactives dans les couples avec enfants (33%). Cela s'explique également par l'âge des conjoints, mécaniquement plus élevé dans les secondes unions.

[Peut-être que je devrais ajouter un paragraphe sur les inégalités de patrimoine et de revenu ici ? Mais je pense garder cela pour parler des arrangements économiques dans le chapitre 2]

Décrire la position sociale des familles recomposées : une approche par les configurations conjugales

Si échelle du ménage ne permet de saisir que partiellement les faits sociaux de déployant à une échelle inter-individuelle (logement, enfants, couple) (**Bonvalet ? ; Toulemont ?**), c'est celle qui est utilisée dans les enquêtes de la statistique publique. Caractériser socialement les ménages, et non seulement les individus qui les composent permet ainsi d'étudier les caractéristiques des logements en fonction des ménages qui y vivent, la réussite scolaire des enfants en fonction des ménages auquel ils appartiennent ou encore de calculer un niveau vie commun à l'ensemble des membres. On a vu que, dans les familles recomposées plus que dans les autres, le logement appartient à l'un des conjoint, les enfants ne sont pas tous des enfants communs au couple et que les couples sont moins homogames du point de vu du diplôme, mais d'avantage du point de vue de la profession. Ainsi, résumer la position sociale du ménage à celle de la personne de référence, ne nous paraissait pas satisfaisant. La personne de référence est en effet le principal apporteur de ressource. A égalité de de ressources, la personne de référence est, par ordre de priorité l'actif puis le retraité puis l'autre inactif. A situation égale, la personne de référence est la plus âgée. Or, dans les familles recomposées, les beaux-parents, surtout lorsqu'ils n'ont pas eux-même d'enfants, ont en moyenne des revenus plus élevés que les parents. Ils sont donc mécaniquement plus souvent personne de référence que les parents [Chiffre + annexe]. Ainsi, la priorité serait ici non seulement donnée à l'homme, mais en particulier au beau-père sans enfants dans le ménage. Nous aurions aussi pu construire une PCS "Ménage" en suivant la nouvelle nomenclature mise en place en 2020. Codée par une opération de synthèse des catégories socioprofessionnelles (CSP) des deux membres du couple lorsqu'il existe, cette PCS « ménage » est chargée de mieux rendre compte de la position sociale du ménage. Cependant en cherchant à synthétiser dans une même échelle des positions sociales dans les rapports sociaux de classes et de genre parfois antagoniques, cette refonte ne change pas fondamentalement de perspective : le ménage reste une unité de base, presque assimilable à un individu. C'est pourquoi nous avons choisis ici de reproduire la méthode proposée par Joannie Cayouette-Remblière et Mathieu Ichou (Cayouette-Remblière et Ichou, 2019). Selon les auteur-ice-s, la méthode proposée dans l'article permet justement, en combinant de multiples dimensions de la stratification sociale et en ne réduisant pas celles-ci à une

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

échelle unique, “*le passage d’une analyse de la sphère de la production à l’étude de celle de la reproduction*” selon l’expression d’Alain Desrosières. Une des limites importante de cette méthode est qu’elle produit des résultats sensiblement différents en fonction des données utilisées, ce qui rend difficile toute comparaison avec d’autres enquêtes. L’application de la nomenclature PCS Ménage aurait justement eu l’avantage de la comparabilité. Cependant, l’introduction de la PCS ménage étant récente, il n’existe pas encore, à notre connaissance de travaux portant sur les familles recomposées faisant usage de cette nomenclature.

Une approche multidimensionnelle et configurationnelle

Chercher à caractériser socialement les familles recomposées suppose donc approche qui prend en compte les configurations conjugales de manière fine. Selon Joannie Cayouette-Remblière et Mathieu Ichou, “*Caractériser la position sociale d’un groupe d’individus, tel qu’une famille, un ménage ou une maisonnée, pose au moins trois problèmes : premièrement, celui des dimensions de la stratification sociale à privilégier ; deuxièmement, celui des frontières du groupe pertinent pour définir la position sociale ; troisièmement, celui du principe à retenir pour agréger les caractéristiques individuelles des membres de ce groupe.*” (Cayouette-Remblière et Ichou, 2019, p. 3). La méthode proposée dans leur article procède à une analyse des correspondances multiples puis à une classification ascendante hiérarchique sur les axes interprétables comme structurants la stratification sociale. Elle offre une solution aux premiers et troisièmes problèmes. Dans le cadre qui est le notre, celui des recompositions familiales, le deuxième problème est loin d’être anecdotique : l’existence d’un ex-conjoint ou d’une ex-conjointe hors du ménage éventuellement débiteur ou débitrice d’une pension alimentaire et fréquentant éventuellement certains des enfants du ménage plus ou moins régulièrement pose de toute évidence la question de la pertinence des frontières du ménage tel que définit dans la statistique publique. Cependant, l’enquête Budget de famille ne fournit pas de données permettant de positionner socialement les ex-conjoints et ex-conjointes des couples étudiés. Il n’est ainsi pas possible, dans ce cadre, de dépasser ce deuxième problème.

Une première catégorie de variables de stratification retenues caractérisent, à l’échelle du ménage, l’espace d’habitation de celui-ci : type de logement (maison ou appartement), statut d’occupation du logement (propriétaire sans crédit, propriétaire avec crédit ou locataire), aire urbaine de la commune d’habitation (en tranches d’habitants).

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

Une autre catégorie de variables à l'échelle du ménage caractérisent la composition familiale, le rapport à l'emploi et le niveau de vie : type de ménage en fonction du statut conjugal (couple/célibataire) et de l'activité des membres (actifs en emploi/actif sans emploi ou inactif), le nombre d'enfants (un, deux, trois, ou quatre et plus), et le revenu par unité de consommation (en tranches d'euros mensuels). Ces variables à l'échelle du ménage ressemblent, à peu de choses près à celles employés par Joannie Cayouette-Remblère et Mathieu Ichou pour l'enquête Trajectoire et Origine dans leur article. Afin de saisir le rôle différencié des caractéristiques sociales des hommes et des femmes, les variables de stratification sociale retenues à l'échelle de l'individu sont, comme dans l'article, différenciées selon l'appartenance aux groupes sociaux de sexe. Dans le cas des couples de même sexe, très minoritaires dans l'enquête ($n=76$), l'un membre a été catégoriser au hasard avec les femmes (respectivement les hommes). La catégorie socio-professionnelle, recodée, comme dans l'article de Cayouette et Ichou à partir des catégories de l'INSEE, en s'inspirant des travaux de (**vanZanten ? ; Bouffartigue ?**) sur les classes moyennes et supérieures. En distinguant donc au sein des cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires, les individus travaillant dans le public de ceux travaillant dans le privé. Au sein des classes populaires, nous avons distingué les catégories qualifiées des catégories non-qualifiées. Le niveau de diplôme est recodé en sept postes. A la différence, nous avons introduit une variable d'épargne (recodée en tranche), elle aussi différenciée entre hommes et femmes. Pour compenser l'introduction de la variable de revenu à échelle du ménage (niveau de vie) ce qui permet la prise en compte des personnes à charge dans le ménage, nous avons introduit une variable mesurant l'inégalité de revenus entre conjoint : la contribution du revenus des femmes dans les revenus totaux du ménage (recodé en tranches). Nous n'avons cependant pas pu intégrer des variables permettant de saisir la position dans les rapports sociaux de "race". En effet, disposant seulement de deux variables codant le lieu de naissance et la nationalité, on ne pouvait approcher que le fait d'appartenir à la première génération l'immigration. Les tentatives réalisées polarisaient alors très fortement l'ACM entre les couples dont les deux membres étaient nés à l'étranger et ceux nés en France. Cette variable a cependant été intégrée en tant que variable supplémentaire, au même titre que l'âge. socio-professionnelle. En comparaison du travail réalisé par Joannie Caouette Remblère et Mathieu Ichou, les variables ici choisies donnent donc plus de place à la mesure de l'homogamie et des inégalités économiques

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

entre conjoints et moins aux positions dans les rapports sociaux de race, au trajectoires migratoires et à la nationalité. C'est un des autres avantages de cette méthode : elles permet d'adapter les dimensions de la stratification sociale privilégiées à l'objet étudié.

Des configurations familiales dans l'espace social

Nous avons réalisé une analyse des correspondances multiples spécifique (Chiche et Le Roux, 2010), technique statistique permettant de neutraliser l'effet de certaines modalités redondantes ou non-interprétables (valeurs manquantes, variable ne concernant qu'un sous-population). Nous avons choisit de conserver sept dimensions de celle-ci. L'usage du critère du coude (changement de signe de la dérivée des valeur propres) permettait de conserver un, cinq, sept ou treize axes, mais c'est surtout le critère de l'interprétabilité sociologique (Roux et Rouanet, 2010) qui nous a conduit à en retenir 8 plutôt que 5. En effet, l'axe 6 qui renvoie aux distinctions entre indépendants contenait, selon nous, une opposition importante qui n'était pas encore apparu dans les premiers axes. Ainsi, les 7 premiers axes permettent d'expliquer 22% de la variance totale du nuage du point

L'**axe 1** de l'ACM, qui concentre 5,08% de la variance du nuage de points, renvoie au volume global de capitaux en distinguant les ménages disposant de ressources économiques et culturelles importantes et ceux plus démunis. Il oppose par exemple les hommes et femmes diplômé-e-s de doctorat, école d'ingénieur, grandes école et master, cadre, chef-fe d'entreprise, profession libérale, cadre du public ou de la culture, avec un niveau de vie supérieur à 2950 euros par mois, en couple avec deux actifs en emploi, aux individus sans diplômes (ou avec le CEP), aux femmes inactives, dont le niveau de vie compris entre 550 euros et 850 euros mensuels, célibataires sans emploi ou couples sans actifs en emploi. L'**axe 2** concentre 3,95% de la variance. Il oppose les ménages inactifs disposant d'un patrimoine important aux ménages actifs disposant de faibles patrimoines. Il distingue donc d'un coté les ménages dans lesquels hommes et femmes sont retraités, propriétaire de leur logement et possèdent chacun de plus de 10 000 euros d'épargne aux ménages actifs, locataires de leur logement, ou hommes et femmes disposent de moins de 1000 euros d'épargne, et ou les hommes sont généralement ouvriers qualifiés. L'**axe 3** concentre 3,72% de la variance et opposent les ménages urbains, plus souvent célibataires, aux ménages ruraux, plus souvent formés par des couples. Parmi les modalités contribuant le plus à la construction de cet axe, on observe une opposition entre d'un coté, les communes

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

rurales, le fait d’habiter dans une maison, et les communes de l’agglomération parisienne, le fait d’habiter dans un appartement et d’être locataire. Cette opposition est redoublée par une opposition entre les couples peu diplômés et dont les hommes sont souvent ouvriers et les célibataires, en particulier les femmes, très diplômées, cadre ou cheffes d’entreprises ou profession libérale. L’**axe 4** concentre 3,02% de la variance. Il oppose les ménages avec un niveau de vie élevé, constitués par des couples mono-actifs ayant plus de trois enfants et dont la femme est généralement inactive aux célibataires en emploi ayant eux aussi un niveau de vie plutôt élevé. L’**axe 5** concentre 2,23% de la variance du nuage de point. Il oppose d’un côté les “gens du public” aux “gens du privé” (**Singly ?**). Ainsi on trouve d’un côté les hommes et femmes occupant des professions intermédiaires de médiateurs ou médiatrices, diplômés d’une licence, d’un BTS, d’un DUT ou d’un diplôme de santé ou du social (niveau bac+2), dont les membres des couples ont des revenus proches. De l’autre côté, sont situés les diplômés de doctorat, d’école d’ingénieur ou de grande école, qui occupent des postes de cadre d’entreprise, professions libérales ou chef-fe d’entreprise et les diplômés de CAP ou BEP qui occupent des positions de d’ouvrier-e-s ou d’employé-es non-qualifié-es. L’**axe 6**, qui concentre 2,09% de la variance oppose les petits indépendants avec un niveau très faible niveau de vie (sans revenus ou moins de 550 euros par mois), habitants dans des espaces ruraux, et dont la femme contribue d’avantage que l’homme aux revenus du couple celui-ci étant plus souvent inactif aux couples ou seul l’homme est actif, probablement chef d’entreprise (plus que cadre ou professions libérales) et disposant de très faibles niveaux d’épargne. L’**axe 7** concentre 2% de la variance. Il oppose d’un côté les couples dans lesquels hypergames au couple hypogames. On distingue d’un côté les couples dans lesquels la contribution des femmes aux revenus du ménage est supérieure à 50% voir 60%, elles sont généralement cadre du public ou ouvrière non qualifiée, mais leur conjoint est souvent sans diplôme et sans économies. De l’autre, on observe les couples dans lesquels les hommes sont plus diplômés, les femmes inactives ou petites indépendantes et contribuent à moins de 20% des revenus conjugaux. On observe ainsi des formes d’équivalence entre les dimensions de l’analyse réalisée ici et celles réalisées par Joannie Cayouette Remblière et Mathieu Ichou sur les données Panel de la DEPP et sur l’enquête Trajectoires et Origines de l’Insee.

A partir de ces huit axes nous avons réalisé une classification ascendante hiérarchique sur les coordonnées des individus. Dans le même esprit nous avons choisi 9 clusters.

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

D'une part, au regard des sauts d'inertie cela nous paraissait pertinent, d'autre part, il nous semblé que le découpage en 7 clusters, qui paraissait également pertinente du point de vu des sauts d'inertie reproduisait trop fortement un classification de PCS classique. En outre, puisque l'axe 2 de l'ACM oppose les ménages de retraités aux autres ménages, il nous a semblé qu'il fallait un nombre plus important de cluster pour obtenir des distinction relativement fines à l'intérieur des classes populaires, moyennes et supérieures.

[PLOT DU DENDROGRAMME avec les fréquence dans chaque groupe et leur nom]

[Plot positions des clusters sur les axes]

Le **cluster 1** comprend 22% CLASSES POP précaire/fragiles des ménages formés par au moins un adulte agé de 25 à 65 ans. Il est constitué principalement de couple monoactifs (61,2%) mais aussi de célibataires sans emploi (19,1%). Les hommes occupent des emplois subalternes (29,7% d'ouvriers qualifiés, 16,4% d'ouvriers non qualifiés, 9% d'employés qualifiés) et de femmes sont principalement inactives (88,4% d'entre elles). Ils et elles sont moins diplômés que la moyenne : plus souvent sans diplômes ou avec le brevet. Ils et elles ont un nombre important d'enfants 65,6% ont deux enfants ou plus. Logiquement, ceux-ci n'ont peu ou pas d'épargne et un faible niveau de vie : 68,2% d'entre eux ont un niveau de vie compris entre 550 et 1250 euros par mois. Ils sont généralement locataire d'un appartement (54,9%), un peu plus rarement d'une maison (44,9%). Ces individus sont surreprésentés parmis les personnes nés à l'étranger, en particulier en Afrique (23%, contre 7,9% en moyenne).

Le **cluster 2** comprend 22% des ménages. PETIT-MOYEN Il est constitué presque exclusivement de couples avec deux actifs en emploi (97%), ayant souvent des enfants (seuls 27,3% n'en ont pas), mais rarement plus de 3 (seul 1%). Les hommes occupent des emploi d'exécution qualifiés (42% sont ouvriers qualifiés, 10% employé qualifié et 13,4% techniciens). Ils sont en couple avec des femmes généralement employées (67,6%) ou ouvrières (15,8%). Les deux membres du couple sont diplômés du baccalauréat (31,1% des femmes et 20,2% des hommes) ou de CAP ou BEP (42,1% des femmes et 51,5% des hommes). Ces ménages ont des niveau de vie moyen (69% se situent entre 1250 et 2250 euros mensuels par unité de consommation). 82,8% vivent en maison et 44,8% sont propriétaire avec crédit en cours de remboursement. Hommes comme femmes ont d'ailleurs souvent une petite épargne. Ils vivent plus souvent dans des communes rurales

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

(25,2% contre 14,8 en moyenne) que la moyenne, mais aussi dans les villes moyennes (24,5%). Ils sont sur-représentés parmi les tranches d'âge les plus âgées, et sont presque exclusivement nés en France métropolitaine. Le **cluster 3** comprend 7,7%. Il est constitué presque exclusivement de couples avec ou sans enfants (0% sont des ménages formés par des célibataires), avec une surreprésentation des couples inactifs et monoactifs. Ils sont faiblement diplômés (60,3% des hommes sont sans diplôme ou avec le CEP). Les hommes occupent des emplois d'ouvriers (avec une surreprésentation des ouvriers non qualifiés) ou sont à la retraite (45,7% d'entre eux). Les femmes sont ouvrières ou employées, généralement non qualifiées, ou inactives. Ils sont 60,9% à être locataires de leur logement, et vivent majoritairement dans les grandes agglomérations. Le **cluster 4** comprend 7,7% PETITES RETRAITES et est constitué de ménage retraités (77,8% des hommes et 62% des femmes), majoritairement célibataires, faiblement diplômés, avec un niveau de vie médian (64% ont un niveau de vie compris entre 850 et 1850 euros mensuels) mais ayant une épargne conséquente (46% des hommes détiennent plus de 10 000 euros et 38,7% des femmes). Le **cluster 5** comprend 7,7%. Il comprend majoritairement des couples monoactifs mais les types de ménages complexes y sont également surreprésentés (13,1%). Ils sont 36,4% à avoir plus de trois enfants. Ils se caractérisent par des niveaux de vie très faibles (75,4% vivent avec moins de 550 euros mensuels). Les adultes y sont majoritairement nés à l'étranger (62,8% des hommes) ou dans les DOM-TOM (19,4% des hommes). Ils vivent majoritairement dans des communes de taille moyenne (81,6% vivent dans les communes urbaines de 20 000 à 200 000 habitants). Le **cluster 6** comprend 7,7% des ménages. Il est presque exclusivement constitué de ménages bi-actifs, occupant, pour les hommes comme les femmes, des emplois intermédiaires (60,1% des femmes et 49,9% des hommes), plus rarement de cadre du public ou de la culture pour les femmes (8,1%) et d'employé qualifié pour les hommes (8,7%). Les femmes y sont en effet un peu plus diplômées que les hommes (64,1% sont diplômées d'une licence, BTS, DUT ou diplôme sanitaire et social et 12,3% sont diplômées d'un master, contre 41,1% et 6,5 pour les hommes). Cela se traduit par une plus forte contribution des femmes dans les revenus conjugaux (dans 48,5% des couples elles contribuent à plus de la moitié des revenus). 43,5% de ces couples habitent les grandes villes (plus de 200 000 habitants), 73,1% vivent en maison et 58,3% sont propriétaires à crédit de leur logement. Ils sont principalement nés en France (89,8%). Le **cluster 7** est constitué majoritairement de célibataires (58,7%), sans enfants (62,6%), qui occupent des

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

emploi de petits indépendants ou plus rarement de couples monoactifs sans enfants dans lesquels l'homme est inactif et la femme petite indépendant. Ils n'ont majoritairement pas d'épargne et un niveau de vie peu élevé (73,1% vivent avec moins de 1250 euros par mois par unité de consommation). Ils sont sur-représentés dans les espaces ruraux (26,2%, contre 14,8% en moyenne), vivent majoritairement en maison (63,9%) et sont sur-représenté parmi les propriétaires de leur logement (36,4%). Le **cluster 8** concentre ??% des ménages. Il est constitué majoritairement de couple bi-actifs (60,6%), et moins fréquemment de célibataires en emploi (33,5). Ces ménages ont en commun de hauts niveaux de diplômes : les hommes sont 81,6% (83,1 pour les femmes) à être diplômés du supérieur, et 30,1% ont un doctorat, un diplôme d'ingénieur ou de grande école (20% pour les femmes). Les hommes occupent des emplois d'encadrement, en particulier dans le secteur privé : ils sont 58,8% à être cadre d'entreprise, professions libérales ou chefs d'entreprise. Les femmes occupent elles aussi des emplois d'encadrement ou des postes intermédiaires, mais sont davantage représentées dans le secteur public (elles sont 20,2% à être cadre du public ou de la culture et 20,5% dans des emplois de "médiatrices"). Ces ménages ont les niveaux de vie les plus hauts : 49,7% d'entre eux ont plus de 2950 euros de revenu mensuels par unité de consommation. Ils sont également sur-représentés dans l'agglomération parisienne et au sein des ménages propriétaires de leur logement, avec ou sans crédit. 58,5% des hommes possèdent plus de 10 000 euros de patrimoine, et 53,8% des femmes sont dans ce cas. Le **cluster 9** regroupe ??% des ménages. Il est presque exclusivement constitué de couples de retraités. Ils vivent généralement en maison (84,4%) et sont propriétaires sans crédit de leur logement (79,8%). Les hommes comme les femmes possèdent souvent plus de 10 000 euros d'épargne. Enfin le **cluster 10** comprend généralement des célibataires en emploi (92,5%), souvent sans enfants (64,8%), vivant dans les grandes villes (43% vivent dans des communes urbaines de plus de 200 000 habitants), habitent dans des appartements (66,9%) et sont locataires (66,8%). Ils et elles occupent des emplois subalternes ou intermédiaires.

[Peut être que je devrais passer moins de temps à décrire les clusters, et accorder plus de place à la sous-sous partie sur le caractère situé des recompositions familiales]

La recomposition familiale, une configuration située socialement

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

TABLE 10 – Types de configuration familiale en fonction des fractions de classe

Caractéristique	Couple sans enfant	Traditionnelle	Recomposée	Monoparentale	Personne seule	Comp
n_FractionClasse						
Classes populaires racisées [C6]	5,9	8,1	14	14	10	13
Classes populaires urbaines [C5]	14	15	20	47	39	25
Petits indépendants [C4]	6,1	7,1	9,2	6,5	7,3	5,1
Petits-moyens [C1]	32	22	22	8,2	12	36
Classes moyennes superieures [C3]	23	29	21	14	15	13
Classes superieures pole public [C2]	9,7	7,1	7,1	7,4	13	6,2
Classes superieures pole privé [C7]	9,2	11	6,7	2,2	3,1	1,3
Ensemble	100	100	100	100	100	100

¹ %

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France dont la personne de référence ou son/sa conjoint-e est un adulte âgé de 25 à 65 ans (N = 12355).

Lecture :

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.

[j'ai pas encore fait l'intro, j'attends de faire la conclu du chapitre 1]

Faire l'économie des ménages recomposés

La quantification suppose un travail de construction de catégories de pensée et de classification concrètes par lequel ont circonscrit un phénomène, avant de pouvoir le quantifier (Desrosières, 2013). Dans l'enquête budget de famille, qui fait figure de référence sur l'économie domestique, l'unité "ménage" occupe une place centrale : l'ensemble des consommations et une part importante des dépenses et des revenus sont récoltées à l'échelle du ménage. Support des techniques d'échantillonnage, unité de compte, catégorie d'analyse, le "ménage" reste plus généralement au cœur de la production de données dans la statistique publique. Il ne va pourtant pas de soi, ni dans la forme actuelle qu'il prend, ni dans son existence même.

De la catégorie administrative à la catégorie statistique : naissance du ménage comme unité budgétaire

Au XIV^e siècle, alors que les ancêtres des premiers recensements sont mis en place, des listes de « feux » sont constituées. En comptant les « feux », on compte les foyers, les logements, autour desquelles les groupes familiaux vivent. Ces inventaires servent à constituer une base permettant le prélèvement de l'impôt (Saint-Pol, Deney et Monso,

2004). En France, après la révolution, l'impôt est d'abord assis sur le logement et la propriété foncière (pour trois des « quatre vieilles »), ce qui explique que le recensement compte les logements (Delalande et Spire, 2010). Après la Première Guerre mondiale, la mise en place d'un impôt sur le revenu progressif en lieu et place de la proportionnalité de la contribution personnelle et mobilière impose de considérer la familialisation de celui-ci (Carbonnier, 2016). Des lors les revenus du chef de famille sont imposés en fonction de la liste des individus considéré à sa charge. La genèse du ménage comme catégorie statistique est imbriquée dans celle du foyer fiscal comme catégorie administrative. Selon Olivier Martin, ces premières enquêtes constituent des techniques d'Etat : *“ces enquêtes ne sont pas liées à des préoccupations d'ordre scientifique : il ne s'agit pas d'établir des connaissances savantes sur les faits économiques, démographiques ou sociographiques. La visée est pragmatique”* (Martin, 2020, p. 77).

Pour autant, le ménage n'est pas qu'une simple traduction d'une catégorie administrative dans l'appareil statistique, il répond aussi aux préoccupations spécifiques au déploiement et au renforcement de celui-ci. Comme l'a montré Alain Desrosières (2000), au début du XXème siècle, au fur et à mesure que les enquêtes se font plus routinières et thématiques, on cherche à limiter les coûts de celles-ci. Les progrès mathématiques en probabilités favorisent le développement des techniques d'échantillonnages. Ces techniques permettent d'enquêter moins d'individus tout en conservant la représentativité de l'enquête. Ce sont les recensements qui vont servir de base de sondage de sorte que ce ne sont pas les individus mais les logements qui sont alors tirés au sort. Le logement apparaît aussi comme un lieu d'enquête commode pour les enquêteurs. Le ménage alors défini comme ensemble des habitants apparentés d'un logement est ainsi une unité d'enquête qui correspond à l'organisation matérielle de la production des données.

Avec le développement de l'appareil statistique d'État, la définition du ménage se précise. Après la seconde guerre mondiale le ménage est progressivement distingué de la famille : à partir de 1946, les liens entre le chef de ménage et les autres membres de celui-ci ne sont plus nécessairement des liens familiaux. Plus récemment, le ménage est partiellement distingué du logement. Depuis 2005, le Tronc commun des ménages permet de repérer des *“unités de vie”* au sein d'un même logement qui servent de base à la définition des frontières du ménage. Le ménage est alors l'ensemble des individus partageaient un logement et un budget. Le ménage est ainsi aujourd'hui avant tout une

unité budgétaire.

Encadré n° 2: Définition du ménage selon INSEE (2024)

Est considéré comme un **ménage** l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun.

La **résidence habituelle** est le logement dans lequel on a l'habitude de vivre.

Font donc partie du même ménage des personnes qui ont un **budget commun**, c'est-à-dire :

1. qui apportent des ressources servant à des dépenses faites pour la vie du ménage ;
2. et/ou qui bénéficient simplement de ces dépenses.

Remarque :

- Dans la définition du budget commun, on ne tient pas compte des dépenses faites pour le logement ;
- La participation occasionnelle à des dépenses communes ne suffit pas à former un budget commun ;
- Avoir plusieurs comptes en banque différents dans un ménage ne signifie pas faire budget à part.

Faire “budget commun”, un cache-sexe et un cache-misère pour les inégalités intra-familiales

On le voit, la définition de groupe faisant “budget commun” par l'INSEE comme l'ensemble des individus qui apportent ou bénéficient des ressources servant à effectuer des dépenses faites pour la vie du ménage reste assez vague. Il n'est pas aisé de déterminer précisément ce qui relève de “la vie du ménage”, en particulier si l'on exclu les dépenses liées au logement, qui constitue le premier poste budgétaire des ménages (19% du montant des dépenses annuelles des ménages était consacré au logement en 2017) et mais aussi les dépenses occasionnelles sans définir ce que serait une dépense régulière. Ainsi le périmètre des dépenses incluses dans ce “budget commun” reste assez flou : qu'en est-il des dépenses et des consommations alimentaires ou de transports qui constituent également deux des quatre plus gros postes budgétaires ? Plus encore, cette définition ne dit rien du mode de partage des ressources, des dépenses et des consommations : il suffit pour un individu de participer ou de bénéficier pour être considéré comme faisant budget commun.

Ces questions ne sont pas l'objet de l'enquête budget de famille. Cette enquête se

située dans la longue lignée des enquêtes ouvrières (Herpin et Verger, 2008). Au XIX^{ème} siècle, des réformateurs sociaux, des hygiénistes, comme des communistes, commencent à s'intéresser aux conditions de vie des familles ouvrières (s. d.). Édouard Ducpétiaux (1804-1868) inventorie les budgets de 199 ouvriers dans différentes régions belges (**Ducpétiaux ?**). En France, la tradition d'enquête sur les budgets familiaux est surtout monographique (Halbwachs, s. d. ; Le Play, 1874). Ces enquêtes connaissent une certaine postérité et sont produites et utilisées, jusque dans les années 1950, par les réformateurs sociaux pour décrire la pauvreté des ménages ouvriers (Desrosières, 2003). Avec la mise en place de l'enquête Budget de famille, la perspective change à nouveau. Cette enquête, effectuée tous les cinq ans depuis 1979, elle est d'abord conçue pour répondre à des questions macroéconomiques de comptabilité nationale. En fournissant une estimation de consommation moyenne très détaillée de biens et de service, elle est à l'origine des pondérations de l'instrument de mesure de l'inflation : l'indice des prix à la consommation¹. Elle est également utilisée par les comptes nationaux pour le calcul des indices des prix catégoriels et, en confrontant les données de l'enquête aux données agréées, pour rendre plus robuste la mesure de la consommation. Les utilisations de l'enquête dans une perspective microéconomique sont plus tardives à l'INSEE. Le récent développement des modèles de micro-simulation a permis la simulation de l'effet des variations des taux d'impôts indirects sur la consommation des différentes catégories de ménages (Bourguignon et Landai, 2022). Pour autant, ces approches micro-économiques restent à l'échelle du ménage. En effet, dans l'enquête budget de familles les dépenses et les consommations ne sont pas individualisées. En d'autres termes, on ne sait pas l'argent de qui est dépensé au bénéfice de qui. Ainsi, les études statistiques portant sur la répartition des dépenses et la différenciation des consommations en biens et services au sein des familles sont peu nombreuses.

Ainsi, lorsqu'on compare les postes de consommation les plus importants, les ménages à la configuration familiale recomposée et traditionnelle présentent des structures de consommations relativement proches. Le logement, premier poste budgétaire des ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (19% de leur budget), ne représente que 15% du budget des familles recomposées. Cela les rapproche des ménages à la configuration familiale traditionnelle pour qui le logement représente

1. L'indice des prix à la consommation est calculé à partir d'un panier fixe de biens et services, dont les poids relatifs sont déterminés par la part qu'ils occupent dans les dépenses des ménages.

15% des dépenses et des couples sans enfants qui consacrent 16% de leur budget. A l'inverse cela les éloignent des ménages monoparentaux et ou formés par un-e célibataire sans enfants, qui consacre respectivement 23% et 27% de leur budget au logement. Le logement est en effet considéré, au sein d'un ménage, comme un bien collectif, c'est-à-dire dont la consommation par un individu ne réduit par la consommation par les autres individus (non-rivalité) et donc on ne peut difficilement limiter l'usage par l'ensemble des individus (non-excluabilité). Ainsi, pour les familles recomposées comme pour les familles traditionnelles, la cohabitation conjugale est source d'économies d'échelle sur les dépenses en matière de logement. Le nombre d'enfants, plus élevé dans les familles recomposées que dans les familles traditionnelles et surtout que dans les familles monoparentales (**Tableau XX**), tends sans doute à renforcer ces économies d'échelle. C'est aussi le cas pour les dépenses relatives aux transports qui constituent en moyenne 14% du budget des ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans. Les dépenses de transports constituent en effet en moyenne 16% du budget des couples, qu'ils vivent ou non avec des enfants et seulement 12% du budget des individus célibataires, avec ou sans enfants à charge. Il s'agit probablement là d'un effet du lieu de résidence², puisque les familles monoparentales et les célibataires sont sur-représentés dans les ménages vivant dans les grandes agglomérations (**Tableau XX**). Le fait de résider dans des espaces urbains rend alors moins nécessaire la possession d'une voiture et à l'inverse les dépenses en transport en commun difficile à éviter. Les familles recomposées ont également une consommation de biens et services divers (assurances, coiffeurs, garde d'enfants) proches de celles des autres couples : elles y consacrent 16% de leur budget contre 17% pour les couples sans enfants et les familles traditionnelles, alors que les célibataires avec ou sans enfants n'y consacrent que 14% de leur budget. Cette structure de consommation marquée par une part importante du budget consacré aux transports et aux biens et services divers relativement au logement est caractéristique des ménages les plus aisés et les différencie des ménages les plus pauvres (Demoly et Schweitzer, 2020).

2. Il faut en réalité différencier les dépenses effectuées en lien avec la possession d'un véhicule et ceux qui relèvent des services de transports dont font partie les transports en commun. Ainsi les couples consacrent en effet en moyenne 6% de leur budget à l'achat de véhicules contre 4% pour les ménages monoparentaux 3% pour les célibataires sans enfants. Les couples consacrent également 7 à 8 % de leur budget aux frais d'utilisation de leurs véhicules (entretien, essence, stationnement, péage par exemple) contre 5 à 6 % pour les ménages de célibataires avec ou sans enfants. A l'inverse, ces derniers consacrent une part plus importante de leur budget aux services de transports (2,23 et 2,12% contre 1,64% du budget pour les familles recomposées, 1,71% des familles traditionnelle et 1,57% des couples sans enfants).

[Passer moins de temps sur cette description, c'est chiant !]

TABLE 11 – Structure de consommation des ménages selon leur configuration familiale

	Configuration familiale						Total	p- valeur
	Couple sans enfants	Tradi- tionnelle	Recomp- osée	Mono- paren- tale	Personne seule	Comp- lexe		
Coefficients budgétaire des postes de dépenses (part moyenne dans la consommation, en %)								
Alimentation	17	17	15	15	14	19	16	<0,001
Alcools,tabacs etstupefiants	3,3	2,6	3,7	2,7	4,4	3,5	3,3	<0,001
Habillement et chaussures	5,0	6,0	5,8	7,1	4,7	6,0	5,6	<0,001
Logement et charges	16	14	16	23	27	18	19	<0,001
Meubles et entretien de la maison	5,7	5,0	4,3	3,9	4,1	3,9	4,7	<0,001
Sante	1,83	1,79	1,68	1,81	1,64	1,66	1,75	<0,001
Transports	16	16	16	12	12	14	14	<0,001
Communications	3,04	3,12	3,57	4,11	3,89	4,11	3,46	<0,001
Loisirs et culture	9	9	9	8	9	8	9	<0,001
Enseignement	0,17	1,16	1,02	1,01	0,25	0,70	0,66	<0,001
Restauration et hôtels	6	8	9	7	6	6	7	<0,001
Biens et services divers	16	17	16	14	13	15	15	<0,001
Hors-champ	52	48	45	29	44	26	45	<0,001
Apl	1	2	4	13	6	4	4	<0,001
Consommation annuelle totale	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000	>0,9
Effectifs	2 736	4 085	514	1 379	3 330	311	12 355	

¹ Moyenne ; n

² test de Wilcoxon sur la somme des rangs adapté aux plans d'échantillonnage complexes

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (N = 12355).

Lecture : Les ménages à la configuration monoparentale consacrent en moyenne 15% de leur dépenses de consommation à l'alimentation.

Cependant, en ce qui concerne l'alimentation les familles recomposées y consacrent, comme les familles monoparentales, 15% de leur budget contre 17% dans les familles traditionnelles. Si la part que représente l'alimentation dans le budget a longtemps été considéré comme un bon indicateur du niveau de vie (loi d'Engel), cette hypothèse avec la mise en évidence de styles de vie spécifiques aux classes sociales (Halbwachs, s. d., destin de classe ouvrière) et plus récemment devant l'augmentation de la part du budget allouée au logement. Il est cependant intéressant de constater que la part du budget alloué aux dépenses en biens individuels dans les ménages aux configurations familiales recomposées est proche voire inférieure de celle dans les familles traditionnelles. Les biens individuels sont des biens caractérisée par la rivalité (il ne peuvent être consommé par plusieurs individus en même temps) et l'exclusivité (il est possible d'en restreindre l'accès). Il s'agit notamment des aliments et des vêtements. Pourtant, les familles recomposées sont, en moyenne, plus nombreuses que les familles traditionnelles, le montant consacré à la consommation de ces biens devrait donc être proportionnel au nombre d'habitants, et la part dans le budget devrait donc être plus élevée. Ainsi, on peut s'interroger sur les éventuelles inégalités de consommation à l'intérieur des ménages que l'observation de la structure de budgétaire à l'échelle du ménage ne permet pas de saisir.

Pour étudier les inégalités économiques se déployant dans les familles, il est crucial de pouvoir étudier ce qui se passe à l'intérieur des ménages. Les travaux ethnographiques ont en effet montré que la famille n'est pas toujours le lieu d'un communisme familial comme ce que décrivait Durkheim (1975) . D'une part, la mise en commun des revenus dans un couple est rarement intégrale (Roy, 2005) et souvent subordonnée à une "cause commune" . D'autre part, l'hypothèse d'égalité des consommations a également été mise à mal puisque des logiques d'allocation inégalitaires des ressources peuvent présider au partage des biens individuels comme de la nourriture (Delphy et Leonard, 2019) ou mais aussi des biens considérés comme collectifs comme l'espace du logement (**Lambert ?**). Supposer ainsi une unité budgétaire rend ainsi mécaniquement aveugle aux différences de revenus et des consommations entre les différents membres d'un logement, faisant de l'unité statistique du ménage, un "cache-sexe" de la théorie économique (Bessière et Gollac, 2016) et un "cache-misère" des situation de pauvreté féminine (Maruani et Meron, 2012) qui entrave ainsi la réflexion sur les rapports sociaux entre hommes et femmes et sur conduit à sous-estimer la pauvreté en France.

Saisir les arrangements monétaires familiaux dans l'enquête Budgets de famille

Or, dès lors qu'on ne considère pas le ménage comme une unité budgétaire au sein de laquelle tous les individus dépensent et consomment de manière identique, il faut appréhender une grande diversité de pratique se déployant à l'intérieur de ceux-ci. Il n'y a en effet pas d'organisation économique évidente. Les socialisations différenciées à l'argent [Gilles Lazuech, terrains et travaux] des conjoints peuvent produire des rapport à l'argent qui ne sont pas nécessairement réconciliables. Ainsi l'organisation monétaire domestique fait l'objet d'arrangement familiaux [Bessièrès,]. Ainsi, si l'on veut résumer en une question le problème ainsi posé, on peu s'interroger de la manière suivante "Qui dépense l'agent de qui au bénéfice de qui?". Pour interroger les arrangements monétaires se déployant au sein des ménages on peut schématiquement se placer à trois niveaux : au niveau des revenus du ménage, des dépenses et des consommation et de l'épargne.

Au niveau des revenus du ménage, on peut se demande comment ceux-ci sont répartis entre les différents membres de la famille : on interroge alors les inégalités de

revenus entre conjoints, la provenance de ceux-ci (travail salarié ou indépendant, capital financier ou immobilier, transferts entre ménages, revenus de remplacement). On peut également interroger la mise en commun de ces revenus : on questionne l'existence d'un compte commun, le montant ou part du revenu individuel de que chacun des membres met sur le compte chaque mois, ou au contraire de transferts effectués entre conjoints, ou encore d'accès au compte bancaire du ou de la conjoint-e.

Au niveau des dépenses effectuées par le ménage on peut s'interroger sur la provenance de l'argent utilisé pour celles-ci : s'agit-il d'un compte commun, ou bien des comptes bancaires individuels ? La provenance de l'argent détermine-t-elle l'utilisation qui en est fait ? On peut également se demander qui effectue les dépenses. Le fait d'effectuer les dépenses peut en tant que tel constituer une source de pouvoir (il est possible de choisir, au moins à la marge, ce qui est acheter) et une charge de travail (faire les courses fait pleinement partie du travail domestique) [ana Perrin Hérédia sur le pouvoir paradoxal de gestion des budget], d'autant plus lourde lorsque le budget est serré.

Enfin pour interroger les consommations effectuées. Les membres d'un ménage ne consomment en effet pas nécessairement identiquement les biens et les services achetés par d'autres membres du ménage. En miroir, on peut s'intéresser à l'épargne et à l'endettement, en se demandant qui, dans les familles parvient à mettre de côté de l'argent

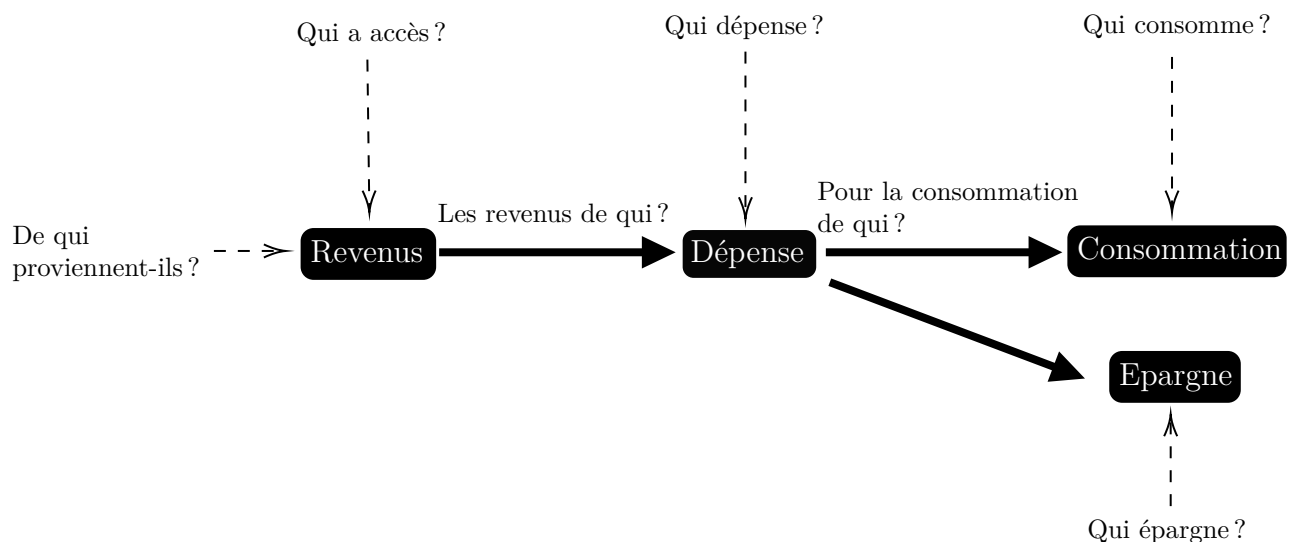


FIGURE 6 – Saisir l'économie domestique

[description de ce qui est possible avec l'enquête]

Ainsi, nous avons choisit d'analyser les liens entre revenus et types de consomma-

tions pour essayer de saisir le marquage social des revenus au sein des couples en fonction du genre et du statut parental des membres qui les composent. De là

Des “causes communes” aux périmètres plus limités

intro un peu théorique, cause commune blablabla

Dépenses féminines et dépenses masculines

Faute de pouvoir saisir directement l'appartenance de l'argent qui est dépensé dans différents types de consommations, nous en avons chercher des traces dans l'enquête. Nous avons ainsi choisi de modéliser l'utilisation de l'argent féminin et de l'argent masculin dans les ménages formés par des couples ayant des enfants à charge. Pour cela nous avons réalisé des régressions sur les différents types de consommations selon les méthodes classiques employés par les travaux sur le sujet (Phipps et Burton, 1998 ; Roy, 2006). Il s'agit de modéliser la sensibilité de différents types de consommation à l'augmentation des revenus féminin et masculins. Pour chaque type de consommation, agrégé au niveau 2 de la nomenclature, nous effectuons donc une régression linéaire censurée³ sur le montant qui y est consacré dans laquelle nous introduisons deux termes d'interaction : entre le revenu féminin et le type de configuration familiale d'une part et entre le revenu masculin et le type de configuration d'autre part. Afin de contrôler les différentes différents facteurs influençant la consommation de différents types de biens et de services, nous introduisons dans le modèle la variable codant l'appartenance à des fraction de classe [**Voir cah**] qui résume de manière synthétique à la fois les positions professionnelles des conjoints, leur niveau de diplôme, l'âge des conjoints, le niveau de vie du ménage, la leur niveau de vie, que le nombre d'enfants dans le ménage. Nous avons ici préféré introduire une variable synthétique de la position sociale au niveau du ménage plutôt qu'un nombre plus important de variables au niveau individuel

3. Il s'agit d'un modèle de régression de Tobit, adapté aux variables continues pour lesquelles la valeur 0 est sur-représenté et dont la distribution suit une courbe de Gauss

Encadré n° 3: Equation du modèle

$$M_k = \alpha + \beta_1 Y_F * T + \beta_2 Y_H * T + \beta_3 T + \beta_4 Y_M + \beta_5 C + \beta_6 N + \beta_7 L + \epsilon$$

avec :

- M_k , le montant dépensé par le ménage pour la consommation de k
- Y_F , les revenus féminin,
- Y_M , les revenus masculins
- Y_M , le revenu disponible du ménage
- T , le type de configuration familiale du ménage (traditionnelle vs recomposée)
- C , la position sociale du ménage synthétique
- N , le nombre d'enfants du ménage
- L , le statut d'occupation du logement (propriétaire, locataire, autre)

Ainsi on peut, à position sociale, nombre d'enfants et statut d'occupation du logement du ménage égaux, comparer l'effet de augmentation du revenu féminin ou masculin sur les dépenses effectuées par le ménage. On effectue un test de Wald sur les coefficient respectifs des revenus masculin et féminin dans les familles traditionnelles et recomposées pour identifier les différences statistiquement significatives. Une différence significative ne signifie pas pour autant que l'argent des femmes ou respectivement des hommes est utilisé pour les dépenses auxquelles elles sont corrélés et consommé par celui ou celle dont provient l'argent. Cela signifie simplement que l'augmentation du revenu masculin ou féminin a des effets sur le montant dépensé par le ménage sur ces différents postes. On ne peut pas par exemple exclure que l'augmentation du revenu féminin dans couple conduisent les couples à modifier l'arrangement économique en lien avec le loyer, par exemple en passant d'un 55%-45% à un 50%-50%, ce qui libèrerait l'argent masculin qui pourrait être consacré à d'autres dépenses, par exemple en loisir. Ainsi, dans le modèle, l'augmentation du revenu féminin se traduirait par une augmentation des consommations de loisir du ménage, sans pour autant que ce loisir ait été consommé par la femme. Pour autant, la sensibilité des consommations au revenu des hommes et des femmes constitue un bon moyen d'approcher la mise en commun des ressources et le partage des dépenses (Roy, 2006).

L'autre problème de l'utilisation de cette méthode est la linéarisation de l'effet de l'augmentation de revenu. Nous avons cherché à limiter ce problème en utilisant un modèle de tobit plutôt qu'un OLS classique, ce qui permet une meilleur prise en compte

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.

de la sur-représentation des valeurs nulles sur certaines dépenses. Or 100 euros de plus n'ont pas nécessairement les mêmes effets lorsqu'on gagne 600 euros par mois que lorsque en gagne 3 000.

[Peut être présenter la régression sur la consommation finale et l'épargne (ci dessous)]

TABLE 12 – Regression sur le montant de consommation et d'épargne annuel

Caractéristique	Consommation		Epargne	
	Beta	95% IC	Beta	95% IC
(Intercept)	8 179***	5 552 – 10 806	-4 799*	-8 613 – -985
n_TYPMEN_newRecomposée	619	-2 413 – 3 651	-2 295	-6 717 – 2 127
n_FractionClasseClasses populaires urbaines [C5]	8 096***	5 888 – 10 304	-10 136***	-13 359 – -6 913
n_FractionClassePetits indépendants [C4]	11 338***	8 608 – 14 068	-15 973***	-20 022 – -11 923
n_FractionClassePetits-moyens [C1]	8 915***	6 573 – 11 257	-8 147***	-11 539 – -4 754
n_FractionClasseClasses moyennes superieures [C3]	13 733***	11 307 – 16 159	-14 604***	-18 116 – -11 091
n_FractionClasseClasses superieures pole public [C2]	13 309***	10 527 – 16 091	-15 275***	-19 312 – -11 238
n_FractionClasseClasses superieures pole privé [C7]	21 313***	18 297 – 24 330	-23 505***	-27 843 – -19 168
NENFANTS	2 387***	1 795 – 2 980	1 114*	258 – 1 971
STALOGAutre	-872	-4 810 – 3 066	849	-4 849 – 6 547
STALOGLocataire	4 794***	3 233 – 6 355	-7 073***	-9 342 – -4 804
n_REVENUS_F :n_TYPMEN_newTraditionelle	36***	32 – 40	50***	44 – 55
n_REVENUS_F :n_TYPMEN_newRecomposée	43***	30 – 56	52***	33 – 70
n_TYPMEN_newTraditionelle :n_REVENUS_H	23***	21 – 25	56***	53 – 59
n_TYPMEN_newRecomposée :n_REVENUS_H	21***	14 – 28	53***	43 – 63

¹ $p < 0.05$; $p < 0.01$; $p < 0.001$

² IC = intervalle de confiance

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages formées par des couples dont au moins l'un des membres est un adulte âgé de 25 à 56 ans et vivant avec au moins un enfant de moins de 25 ans (N = 4465).

D'une manière générale, on ne peut pas analyser de manière symétrique l'influence de l'augmentation des revenus féminins et des revenus masculins. Ces revenus sont marqués socialement, et ne signifient pas la même chose suivant qu'ils proviennent du travail féminin ou du travail masculin. Ainsi, les revenus masculins ont longtemps été considéré comme les revenus principaux d'un ménage, supposés pouvoir seuls pourvoir aux besoins du groupe familial. A l'inverse les revenus féminins sont considérés comme des revenus d'appoints, complémentaires aux revenus masculins et donc utilisés pour améliorer l'ordinaire. Cela explique pourquoi lorsque les dépenses sont différemment sensibles aux revenus des hommes et des femmes, elles sont en général, plus sensibles aux revenus féminins qu'aux revenus masculin. Cela est d'autant plus vrai pour les postes de dépenses dont part dans le budget augmente avec le niveau de vie : les transports, les loisirs et la culture, les restaurants et hôtels ainsi que les biens et services divers. C'est aussi le cas du logement qui représente une part importante des budgets des ménages pauvres et plus faible pour les ménages aisées, mais dont le montant des dépenses augmente rapidement avec le revenu. Le corollaire est

en revanche que si la consommation est moins sensible aux revenus masculins, c'est alors que l'épargne augmente quand le revenu masculin augmente.

Des dépenses moins partagées entre hommes et femmes que dans les familles traditionnelles

Dans les familles recomposées, certains de ces postes budgétaires significativement plus sensibles à l'augmentation des revenus féminins dans les familles traditionnelles voient l'écart de sensibilité se creuser. C'est le cas pour le logement, les restaurants et hôtels, les loisirs et la culture ainsi que les biens et services divers. Ainsi, ces dépenses apparaissent comme des dépenses féminines dans l'ensemble des ménages formés par des couples vivants avec des enfants, mais plus fortement dans les ménages recomposés. Ces dépenses apparaissent ainsi moins partagées dans les familles recomposées que dans les familles traditionnelles. En ce qui concerne le poste de logement, il englobe ici les

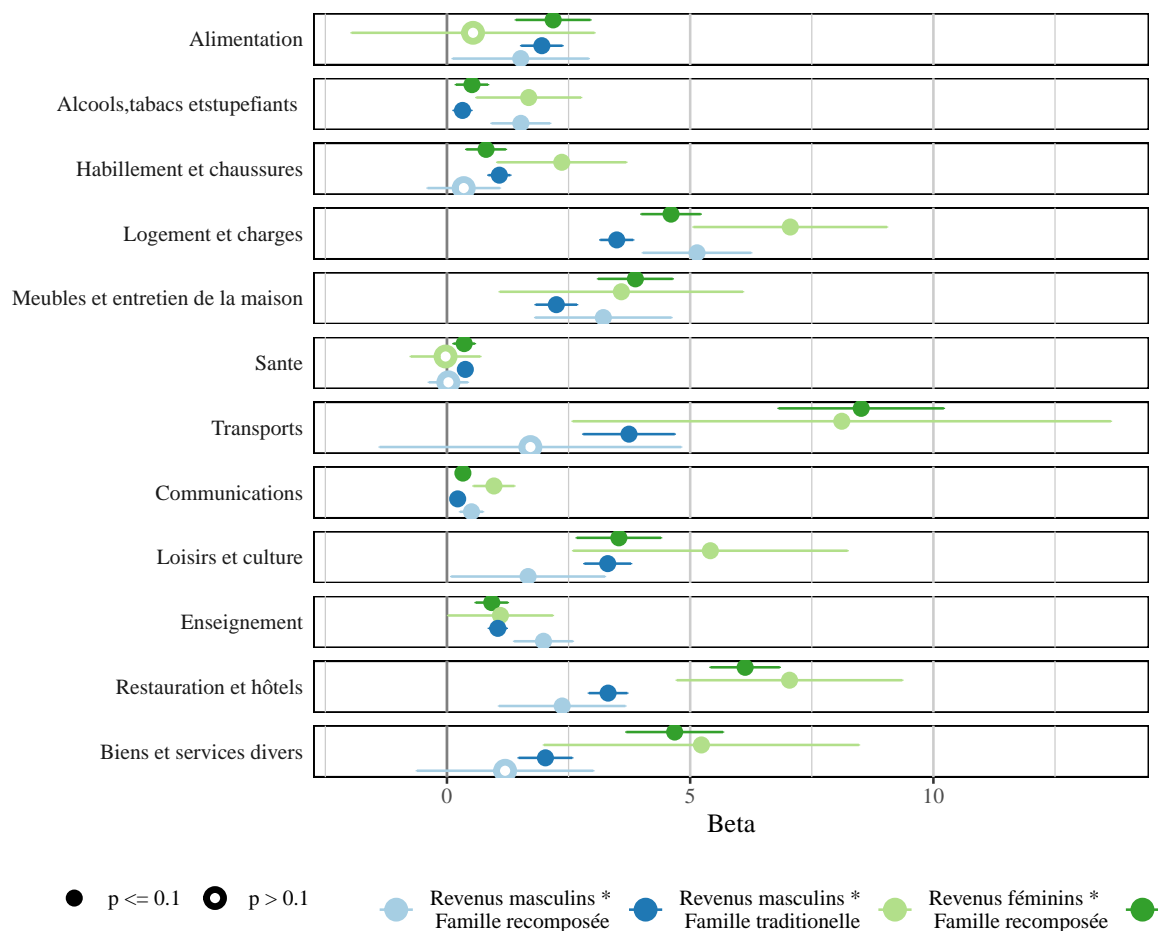


FIGURE 7 – Sensibilité des différents types de consommation aux revenus féminins et masculin dans les familles traditionnelles et recomposées

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.

Dans les familles recomposées, comme dans les familles traditionnelles certains postes de dépenses apparaissent plus ou moins sensibles que d'autres à l'augmentation des revenus féminins ou respectivement masculins. Il y a d'abord les postes de dépenses qui apparaissent aussi sensibles aux revenus de l'homme qu'aux revenus de la femme dans les familles traditionnelles comme dans les familles recomposées. C'est le cas de la santé pour laquelle la différence de sensibilité n'est pas significative entre les revenus féminins et masculins dans le premier cas comme dans le second. C'est également le cas pour les dépenses d'enseignements et les dépenses de communication. Pour ces dépenses, il s'agit principalement de tarifs forfaitaires : prix d'une consultation chez un médecin, coût d'un abonnement téléphonique, tarif de l'étude après l'école. Ces dépenses sont d'une manière générale peu sensibles aux revenus. Elles représentent certes une part assez faible du budget des ménages (chiffres issues du tableau structure budgétaire) mais leur montant n'augmente que très peu avec l'augmentation du revenu (en particulier pour la santé et les communications). On a donc ici à faire à des dépenses probablement assez fixes. Il en va de même pour les dépenses pour les dépenses d'alcool, de tabac et de stupéfiant, qui, du fait du pouvoir addictif, peuvent également s'apparenter à des dépenses fixes.

D'autres dépenses ne sont pas significativement sensibles aux revenus féminins ou masculins dans les familles traditionnelles mais le sont dans les familles recomposées. C'est le cas des dépenses d'habillement, qui semblent ainsi faire partie du champ des dépenses communes dans les familles traditionnelles : un euro supplémentaire gagné par un homme a le même effet sur ces dépenses qu'un euros supplémentaire gagner par une femme. A l'inverse, dans les familles recomposées, cents euros supplémentaire gagné par une femme fait augmenter de 3 euros le budget annuel consacré aux vêtements, alors que les revenus masculins n'ont pas d'influence significative sur les dépenses de vêtement et chaussures. Il semble donc que le partage des dépenses d'habillement ne soit pas fréquente dans les familles recomposée. Ces postes de dépenses étant, en partie au moins, dédiés aux enfants, on peut penser que ce qui joue ici est lié au statut de parent ou de beau-parent. Ainsi, il semble que les charges que représentent les vêtements et chaussures soient portées par les femmes, plus probablement les mères dans les familles recomposées.

D'autres dépenses sont significativement sensibles aux revenus féminins par rapports aux revenus masculins dans les familles traditionnelles, mais cette différence n'est pas significative dans les familles recomposées : il s'agit des dépenses en matière d'alimentation

et de transport, qui représentent deux des plus gros postes des dépenses des ménages, mais aussi de meubles et d'entretien courant du logement. Cela semble s'expliquer par la variance très importante des coefficients estimés pour les revenus masculins et surtout féminins pour ces dépenses dans familles recomposées. Les effectifs de ménages dont la configuration familiale est recomposée sont en effet bien plus faibles que ceux des familles traditionnelles, il est donc normal que les intervalles de confiances des coefficients estimés par les modèles soient plus étendus. Cependant, cela pourrait aussi s'expliquer par des pratiques différentes des hommes et des femmes en fonction de leur statut de parent ou de beau-parent.

Beux-pères et belles-mères : des contributions asymétriques

Pour essayer de comprendre à quoi sont dues ces variations de sensibilité des différents types de consommation aux revenus féminins et masculins dans les familles recomposées, nous avons procédé à une modélisation similaire sur la sous-population des ménages aux configurations familiales recomposées. Cependant fois-ci au lieu des interactions précédentes nous introduisons deux autres interactions, d'une part une entre les revenus féminins et l'existence d'enfants de la femme dans le ménage et d'autre part les revenus masculins et l'existence d'enfants de l'homme dans le ménage. Il s'agit ici de saisir les conditions de possibilité de la participations économique des pères, des beaux-pères, des mères et des belles-mères aux différentes "charges du ménage".

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.

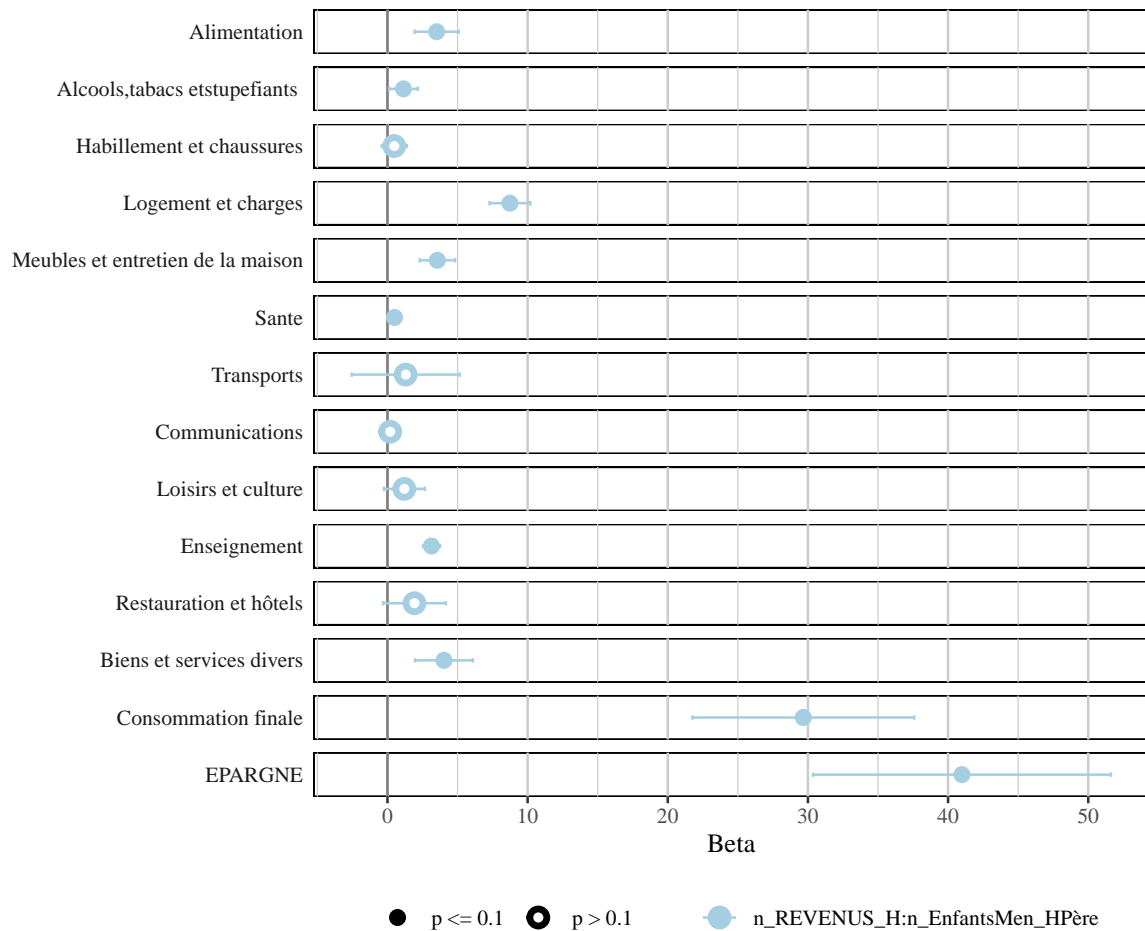


FIGURE 8 – Sensibilité des différents postes de dépenses aux revenus féminins et masculin en fonction du statut parental dans les familles recomposées

Ainsi, on observe

Comme on pouvait s’y attendre, les postes des dépenses aussi sensibles aux revenus masculins et qu’aux revenus féminins dans les familles recomposées ne présentent pas de différences significatives suivant le statut parental. En ce qui concerne l’alimentation, la santé, le tabac, l’alcool et les stupéfiants, l’enseignement, l’argent des pères, des mères, des belles-mères et des beaux-pères sans enfants a un effet similaire sur les dépenses.

D’autres postes de dépenses sont marqués par le genre de l’individu dont provient le revenu, mais assez peu par son statut parental. C’est le cas des dépenses en matière de vêtement et de chaussures et de biens et de restauration et hôtel qui sont avant tout des dépenses liée aux revenus féminin, et assez peu au revenu masculin dans les familles recomposées.

Aucun des postes de dépenses n'est sensible seulement au statut parental et non au genre. Tous les autres postes budgétaires sont à la fois sensible au genre et au statut beau-parental de la personne dont provient les revenus. Par exemple, la consommation en loisir et culture est surdéterminée par le revenu des mères, et celle en communication par le revenus des belles-mères sans enfants.

En ce qui concerne le logement on observe un effet intéressant. Dans les familles recomposées, les revenus féminins paraissent déterminer plus fortement que les revenus masculins les dépenses en matière de logement. Cependant, on voit qu'en différenciant ceux-ci en fonction du statut parental, on observe une sous-détermination des dépenses de logement par les revenus des beaux-pères sans enfants, là où les coefficients ne sont pas significativement différents pour les belles-mères sans enfants, les mères et les pères. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cela. D'une part, les recompositions familiales peuvent donner lieu à emménagement d'un des conjoint-e-s, plus probablement celui ou celle qui n'a pas d'enfants, au domicile de l'autre, sans que cela ne donne lieu à un partage des charges locatives. Cependant, on devrait donc observer le même effet pour les belles-mères. Or ce n'est pas le cas. Ceci semble indiquer que les revenus des belles-mères déterminent tout autant les dépenses en matière de logement que celles des pères, là où dans les couples constituée d'une femme ayant des enfants et d'un homme n'en ayant pas, seuls les revenus de cette dernière déterminent les dépenses en matière de logement.

Pour les biens et service divers, les revenus des pères ont plus d'effet que les revenus des beaux-pères et les revenus des mères ont plus d'effet que les revenus des belles-mères. Il semble donc la consommation en biens et services divers soit liée au fait d'avoir des enfants. Les biens et services divers contiennent en effet les services de garde qui peuvent représenter un poste de consommation non-négligeable, et qui expliquerait que les revenus des parents soit sur-déterminants dans ce type de dépenses. En revanche, ce sont bien les revenus des mères qui déterminent le plus fortement ce type de consommation. Cela rejoint les analyses selon lesquelles les services payants permettant de réduire le travail domestique effectué gratuitement par les femmes dans les familles est un "bien supérieur féminin". En l'occurrence, la garde d'enfant, si elle est une affaire de parent, reste surtout une affaire de mères. On peut ainsi penser que si les pères de famille recomposée y ont plus recours que les beaux-pères, ils peuvent néanmoins compter sur leur conjointe, même lorsque celle-ci n'a pas d'enfants, pour effectuer une partie du travail domestique et

parental. Il est en revanche moins probable que les mères de famille recomposées puissent faire reposer une partie de ce travail sur leur conjoint, en particulier lorsque celui-ci n'as pas lui-même d'enfant.

Conclusion

Des inégalités de revenus aux inégalités de consommations

Des couples plus homogames mais tout aussi inégalitaires

Les moments de séparation, parce qu'ils sont des moments de comptabilité concrète, permettent d'objectiver les effets différenciés de la conjugalité et de la parentalité sur les hommes et les femmes (**Tibunal ?** des couples). Après la rupture, les femmes ayant le plus souvent la garde des enfants, ces différences entre ex-conjoints s'accroissent (**ref ? ?**). [Revue de littérature plus détaillée sur ces deux aspects.]

On l'a vu, les couples formant des ménages à la configuration familiale recomposée sont moins souvent homogames si l'on regarde leur niveau de diplôme, mais ils le sont plus souvent que les autres couples si on regarde leur position professionnelle. Ainsi on pourrait s'attendre à ce que ces couples, qui se forment plus fréquemment sur leur lieu de travail [retrouver la ref], aient des revenus plus proches que les couples formés plus tôt dans les trajectoires individuelles.

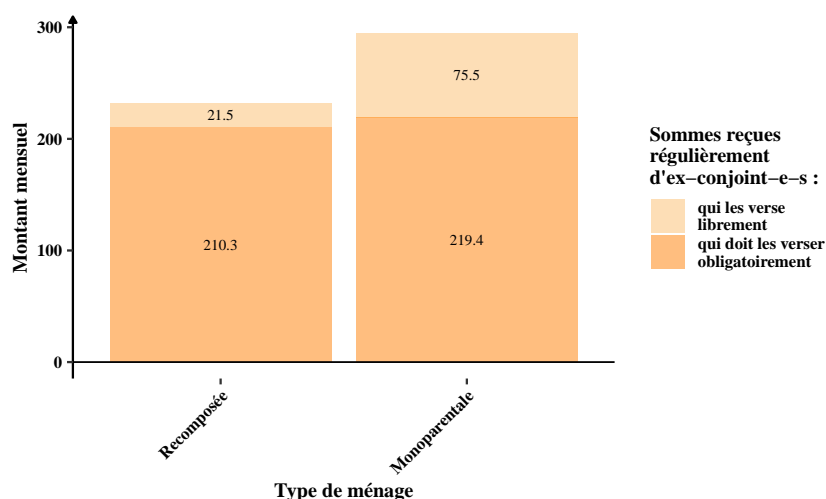
[graph sur les inégalités de revenus]

Renforcées par une plus faible contribution des ex-conjoints

Seuls 16% des parents de familles monoparentales se voient verser régulièrement une somme d'argent par leur ex-conjoint-e. Dans les familles recomposées, ce chiffre n'est pas significativement différent : dans 15,9% d'entre elles, au moins un des deux membres du couple reçoit régulièrement un versement d'argent de la part de son ex-conjoint (**Tableau annexe ? ?**). Il n'est malheureusement pas possible de distinguer les situations en fonction des caractéristiques sociales et de la situation économique de ces ex-conjoints, sur lesquels l'enquête ne renseigne pas.

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégaux familles recomposées.

En revanche, le montant de ces versements réguliers apparaissent plus faibles dans les familles recomposées que dans les familles monoparentales. Le graphique ci-dessous présente le montant mensuel moyen versé par les ex-conjoints aux ménages en fonction de leur configuration familiale.



On observe un plus faible montant reçu de la part les ex-conjoint-e-s dans les familles recomposées que dans les familles monoparentales : on passe d'un montant moyen de 296,2 euros par mois dans les familles monoparentales à 231,8 euros par mois dans les familles recomposées, soit une différence de 64,4 euros. Cette différence tient à la part de ces montants qui est versé librement par les ex-conjoint-e-s. Elle est en effet trois fois et demi plus faible dans les familles recomposée que dans les familles monoparentales. En revanche la différence pour les montants versés obligatoirement n'est pas significative. On ne peut pas, ici non plus, croiser ces résultats avec les caractéristiques des ex-conjoint-e-s. D'une part, puisque les montants des pensions versées obligatoirement aux parents de familles recomposées ou monoparentales sont proches, cela signifie donc que, assez probablement, les ex-conjoint-e-s débiteurs et débitrices de ces pensions ont, ou du moins, avaient au moment du jugement établissant le montant de ces pensions, des situations économiques comparables. D'autre part, cela signifie que la demande de révision du montant des pensions au moment de la remise en couple du parent créancier reste une pratique rare.

Des inégalités de consommations à l'intérieur des ménages

Pris ensemble, les inégalités de revenus entre hommes et femmes, en particulier entre mères et beaux-pères, et la participation commune plus restreinte aux charges

du ménage sont de nature à produire des inégalités de consommations à l'intérieur du ménage. Pour approcher ces inégalités de consommation nous avons cherché à individualiser certaines dépenses et consommations. En ce qui concerne les enfants, un certain nombre de postes de dépenses sont, dans la nomenclature des produits, spécifiques aux enfants, même s'il n'est pas possible de savoir à quels enfants elles bénéficient. Il s'agit des dépenses de garde d'enfants, d'habillement, des frais scolaires, des jouets, de l'équipement spécifique et de l'alimentation spécifique. Dans l'enquête budgets de familles en 2011, ces dépenses représentaient 13,6% du budget des ménages avec au moins un enfant de moins de 16 ans (**Hotte ?**). Cependant, dans le fichier de production et de recherche (FPR) de 2017 sur lequel nous avons travaillé, les postes de dépenses ont été agrégés au niveau 5 de la nomenclature. Ainsi seuls les jouets, les frais scolaires et les dépenses d'habillements sont effectivement imputable à la présence d'enfants. Parmi celles-ci nous avons choisis de nous concentrer sur les dépenses d'habillement. En effet, les dépenses scolaires varient très fortement selon l'âge des enfants et sont partiellement déterminées par l'existence de tarifs sociaux pour certains types de consommation comme les repas scolaires, l'étude, ou l'inscription dans certains établissements privés. Ainsi elles sont, réglementairement, déterminées par le niveau de vie du ménage de sorte que pour les enfants les plus jeunes à niveau de vie du ménage égal, ce poste de consommation est difficilement interprétable. Les dépenses en matière de jouets ne nous paraissaient pas non plus .../ Les dépenses en vêtements et chaussures nous ont en revanche paru être un bon indicateur pour approcher la consommation des enfants dans le ménage. D'une part, les vêtements ont été considérés comme un bon indicateur du niveau de vie individuel. En effet, selon l'hypothèse de Rothbarth (1943), les vêtements d'adultes sont des biens individuels : ils ne sont peu substituables entre hommes et femmes et ne sont pas adaptés aux enfants. Selon cette hypothèse le niveau de vie est une fonction des dépenses de vêtements pour adultes. Cependant, à la différence des vêtements pour adultes, les vêtements d'enfants ne sont pas des biens individuels purs, ils ne peuvent certes pas être portés par plusieurs individus en même temps, mais ils ne sont pas exclusifs : ils peuvent être portés par différents membres d'une fratrie au fur et à mesure que les uns et les autres grandissent. Ainsi, les dépenses en vêtements ne croissent pas proportionnellement au nombre d'enfants, mais sont modérées par le nombre d'enfants de fratrie et l'âge de ces enfants. Pour autant, les vêtements représentent aussi une consommation ostentatoire, par laquelle les individus se forment

un “corps de classe” [Bourdieu distinction , Nicolas HERPIN, « L’habillement, la classe sociale et la mode », Économie et statistique, n° 188, pp. 35-54, 1986, Le Witta Béatrice]. Les parents modèlent ainsi le corps et l’apparence de leur enfants dès le plus jeune âge [COURT Martine, MENNESSON Christine, SALAMÉRO Émilie et al., « Habiller, nourrir, soigner son enfant : la fabrication de corps de classes », Rech]. [pe ajoutr un truc sur le fai que c’est des dépenses que les enfants consomment mais qui en disent bcp plus sur l’appartenance sociale des parents, parce que les jeunes enfants ne choisissent pas leur vetement, plutôt ils s’en foutent]

Encadré n° 4: Les dépenses de vêtements et chaussure dans l’enquête

blablabla sur comment elles sont mesurées, uniquement pour les enfanst de moins de 14 ans, donc on loupe toute une partie, les limites

Parmi les ménages formés par au moins un adulte âgé de 25 à 65 ans et vivant avec au moins un enfant de moins de 13 ans, les familles traditionnelles dépensent en moyenne 610 euros en vêtements pour enfants de moins de 13 ans et nourrissons par ans contre 502 euros dans les familles recomposées. Cette différence paraît *a priori* importante quand on sait que les familles recomposées ont en moyenne plus d’enfants. Cependant, on raisonne ici en valeur absolue dépensée dans ce type de consommation, qui dépend donc des revenus du ménage et du nombre d’enfants. Le tableau suivant présente les résultats d’une régression effectuée sur le montant annuel dépensé en vêtement et chaussures par enfant de moins de 13 ans vivant dans le ménage. Afin d’observer l’effet de la configuration familiale sur ces dépenses spécifiques aux vêtements nous avons introduit dans le modèle des variables quantifiant la taille de la fratrie étendue, c’est-à-dire le nombre d’enfants vivants dans le ménage mais aussi hors de celui-ci, ainsi que la moyenne de l’âge des enfants vivants dans le ménage. Pour saisir ces logiques de distinctions, nous introduisons également la variable synthétique de position sociale [ref ACM tableau]. Enfin, pusique nous travaillons ici sur les dépenses liée à la consommation des enfants, nous avons distingué les ménages à la configuration familiale recomposée selon que les couples qui les forment ont ou non des enfants communs.

On observe donc que le montant dépensé par enfant pour l’achat de vêtements et de chaussures est significativement lié au niveau de vie, à la taille de la fratrie ($p < 0,001$) et à l’âge moyen des enfants du ménages ($p < 0,05$). Ainsi les dépenses en vêtements

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.

TABLE 13 – Regression sur la consommation de vetements et chaussures par enfant

Caractéristique	Beta	95% IC	p-valeur
(Intercept)	525	419 – 631	<0,001
Niveau de vie mensuel (en centaine d’euros)	7,8	4,5 – 11	<0,001
Taille de la fratrie	-80	-108 – -52	<0,001
Age moyen des enfants du ménage	7,4	0,89 – 14	0,026
n_FractionClasse			
Classes moyennes superieures [C3]	—	—	
Classes populaires racisées [C6]	-146	-243 – -49	0,003
Classes populaires urbaines [C5]	102	28 – 177	0,007
Petits indépendants [C4]	-151	-258 – -43	0,006
Petits-moyens [C1]	123	45 – 201	0,002
Classes superieures pole public [C2]	-23	-120 – 74	0,6
Classes superieures pole privé [C7]	30	-72 – 132	0,6
Configuration familiale du ménage			
Traditionnelle	—	—	
Monoparentale	96	27 – 165	0,006
Recomposée sans enfants communs	-133	-278 – 12	0,072
Recomposée avec enfants communs	48	-63 – 159	0,4
Complexe	-140	-286 – 6,3	0,061
Couple sans enfant			
Personne seule			

¹ IC = intervalle de confiance

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France formé par au moins un adulte âgé et 25 à 65 ans et ayant à charge au moins un enfant de moins de 14 ans (N = 4677).

Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 100 euros du niveau de vie mensuel fait augmenter les dépenses annuelles en vêtements et chaussures par enfants de 7,4 euros

par enfant augmentent avec le niveau de vie mensuel et l’âge des enfants, mais diminue assez fortement quand la taille de la fratrie augmente. Toutes choses égales par ailleurs un enfant supplémentaire fait baisser la consommation de vêtement par enfant de 80 euros par ans. Cela confirme donc les économies d’échelles réalisées sur les vêtements par l’utilisation successive de vêtements par les enfants. On observe, à niveau de vie égal, des logiques de classe. Les dépenses les plus importantes en vêtement ne se situent pas en haut de hiérarchie sociale mais dans les classe populaires urbaines et petits-moyens. blabla distinctions, vêtement neufs vs réutilisation vs normes de genre et échange des vêtements.

Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les familles recomposées sans enfants commun dépensent 133 euros de moins en vêtement par enfants et par année (au seuil de significativité de 90%) que les familles traditionnelles. A l’inverse les familles recomposées avec des enfants communs ne dépensent pas significativement plus ou moins d’argent pour la consommation de vêtements que les familles traditionnelles. Ainsi à niveau de vie, appartenance de classe, taille de la fratrie, âge moyen des enfants égaux, un enfant dans une famille recomposée sans enfants commun consomme moins de vêtement par ans qu’un enfant de famille traditionnelle. Une des limites importantes de ce résultats tient au fait

Chapitre 2. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires familles recomposées.

que les vêtements pour enfants ne sont pas seulement échangeables aux sein d'une fratrie, ils peuvent être donnés entre parents

conclusion

synthèse des résultats

Limites des résultats : - plutôt des trace que des trucs démontré, invite a faire des ethnographies sur le sujet - Effectifs trop faible pour croiser avec la position sociale, ce qui est dommage, parce que c'est des rapport à l'argent différents : est ce que lorsque les budgets sont plus contraint, on a aussi une mise en commun plus importante, ou au contraire est ce que chaque conjoint fait plus attention à son argent

Chapitre 3. Des belles mères au travail

[Même idée que le chapitre 2, version travail domestique et autoproduction]

Les arrangements économiques ne sont pas réductibles à ceux qui touchent. Plus difficile à saisir dans les enquêtes de la statistique publique, il se déploient aussi

Ainsi, si les beaux-parents contribuent visiblement moins à l'entretien des enfants de leur conjoint que ne le feraient des parents,

Ouvrir la boîte noire du ménage : au commencement était le travail domestique

Encadré n° 5: Le travail domestique dans l'enquête Budget de famille (2017)

Dans l'enquête Budget de famille (2017), un module portant sur les activités domestique est prévu. L'individu répondant aux question de l'enquêteur ou l'enquêtrice est interrogé sur la participation des différents membres du ménage au travail domestique et parental la semaine précédant l'entretien. La période d'observation est donc la même que celles des dépenses. Les variables issues de ces réponses sont ainsi renseignées dans la table de données sur les dépenses individuelles. En revanche ce module de question n'est posé qu'à la moitié des ménages, sélectionnés au hasard, réduisant ainsi la taille de l'échantillon sur lequel nous travaillons dans cette partie. De plus, pour une raison que nous ignorons et qui n'est pas explicitée dans la documentation de l'enquête, parmi les ménages ayant des enfants cohabitant, les items relatifs au travail parental (aide scolaire aux enfants et habillage des enfants) ont un nombre très élevé de valeurs manquantes. Ceci explique pourquoi les p-valeurs calculées sur les tests du χ^2 sont en général plus élevées.

Prise en charge du travail domestique

Une charge de travail domestique a priori mieux répartie entre hommes et femmes

Cadolle

Le tableau ci-dessous le taux de participations des hommes et des femmes au travail domestique et parental la semaine ayant précédé l'entretien. Il distinguent différentes activités domestiques en déclinant différentes tâches.

TABLE 14 – Implication dans le travail domestique et parental en fonction de la configuration familiale et du sexe

	Homme (46%)				Femme (54%)		
	Traditionnelle (85%)	Recomposée (10%)	Monoparentale (4.9%)	p-value	Traditionnelle (72%)	Recomposée (8.8%)	Monoparentale (19%)
Activité effectuée la semaine de l'enquête (en %)							
Aide scolaire aux enfants,	26	24	22	0,9	36	33	25
Bricolage,	47	44	34	0,082	11	12	16
Habillage des enfants,	72	70	100	0,065	89	90	84
Courses,	63	70	88	<0,001	88	89	93
Cuisine du quotidien,	54	56	95	<0,001	93	91	96
Cuisine de réception,	10	8.9	18	0,071	22	23	13
Menage,	44	54	88	<0,001	90	90	95
Jardinage,	31	26	22	0,11	19	15	15
Repassage,	9.4	13	27	<0,001	57	49	54
Vaisselle,	52	53	74	0,001	82	78	89
Effectifs, (non-pondérés)	1,769	253	127		1,769	263	929
¹ chi-squared test with Rao & Scott's second-order correction							

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Individus adultes âgés de 25 à 65 ans ou en couple avec un adulte âgé de 25 à 65 ans, formant des ménages ordinaires avec au m

Lecture : 47% des hommes vivants en famille traditionnelle ont fait du bricolage la semaine de l'enquête.

En ce qui concerne la plus part des taches domestique et parentales, les femmes vivants en familles traditionnelles et recomposées apparaissent impliquées dans des pro-

portions similaires. Les variations significatives d'implications des femmes dans le travail domestique et parental tiennent en général à la situation de monoparentalité par rapport à la vie en couple. Les femmes vivant en famille recomposée apparaissent cependant légèrement mais significativement moins impliquées dans le repassage (elles sont seulement 49% à avoir repassé des vêtements la semaine de l'enquête contre 57% des femmes vivant en famille traditionnelle et 54% des femmes vivants en famille recomposée). En revanche les hommes vivants en familles recomposées apparaissent plus impliqués dans certaines tâches que ceux vivants en famille traditionnelles. Ils sont en effet plus nombreux à avoir fait du repassage (13% contre 9,4%), des courses (70% contre 63%) ou du ménage (54% contre 44%). La participation féminine sur ces tâches ne diffère pas significativement entre familles recomposées et familles traditionnelles. Il semble donc que les couples formant des ménages recomposés soient plus égalitaires : les hommes y sont légèrement plus engagés dans la prise en charge du travail domestique.

On peut ainsi se demander si l'effet observé n'est pas lié au statut parental. D'une part, la mobilisation légèrement plus forte des hommes sur le travail domestique pourrait être liée aux pères qui ont des enfants issus d'une précédente union et qui, ayant probablement connu une période de monoparentalité avant leur remise en couple ont dû assurer eux même, au moins en partie, le travail domestique et parental lié au fait d'élever seul ses enfants. D'autre part, les belles-mères sans enfants sont largement sous-représentées parmi les femmes vivant en famille recomposées, on ne peut donc pas exclure qu'elles soient moins mobilisées que les mères.

[Les parents en font + que dans les familles nucléaires mais moins que dans les familles monoparentales]

Le tableau ci-dessous présente la part de parents vivant en avec au moins un de leurs enfants ayant effectué des tâches de travail domestique et parental durant la semaine de l'enquête.

TABLE 15 – Travail domestique et parental des parents en fonction de la configuration familiale

	Traditionnelle (78%)	Recomposée (7.5%)	Monoparentale (12%)	Complexe (2.1%)	Overall (100%)	p-value
Activité effectuée la semaine de l'enquête (en %)						
Aide scolaire aux enfants,	31	31	25	31	NA	0,6
Bricolage,	29	27	19	21	27	<0,001
Habillage des enfants,	80	83	86	68	NA	0,070
Courses,	76	83	92	77	78	<0,001
Cuisine du quotidien,	74	76	96	81	NA	<0,001
Cuisine de réception,	16	16	15	8.1	NA	0,3
Menage,	67	74	93	79	71	<0,001
Jardinage,	25	22	16	12	23	<0,001
Repassage,	33	33	48	54	36	<0,001
Vaisselle,	67	67	86	74	70	<0,001
Effectifs, (non-pondérés)	3,346	385	1,000	174	4,905	
¹ chi-squared test with Rao & Scott's second-order correction						

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Parentx âgés de 25 à 65 ans ou en couple avec un adulte âgé de 25 à 65 ans, formant des ménages ordinaires et vivant avec au moins un de leurs enfants (N = 4905).

Lecture : 76% des parents vivants en famille traditionnelle ont fait les courses au moins une fois durant la semaine de l'enquête.

Sur la majorité des tâches, la prise en charge du travail domestique par les parents vivants en famille recomposée apparaît similaire à celle des parents vivants en familles traditionnelle. Cependant, ils sont significativement ($p < 0,001$) plus nombreux à prendre avoir fait les courses et le ménage au moins une fois la semaine de l'enquête : 83% ont fait les courses contre 76% dans les familles traditionnelles et 74% on fait le ménage contre 67% dans les familles traditionnelles. Ils sont aussi légèrement et moins significativement plus nombreux à avoir aider les enfants (hors aide scolaire, c'est-à-dire habillage, change, bain à manger) que dans les familles traditionnelle, alors même que les enfants y sont en moyenne plus âgés.

La mise au travail domestique des belles-mères

Le tableau suivant présente la participation aux différentes tâches des parents et des beaux-parents en fonction de leur sexe dans les familles recomposées. Les effectifs étant très faibles, en particulier pour les belles-mères et les pères, les pourcentages ne sont donc pas interprétables en tant que tels, ils ne sont ici donnés qu'à titre indicatifs pour faciliter la lecture des résultats.

TABLE 16 – Travail domestique et parental en fonction du statut parental et du sexe

	Avec beaux-enfants (25%)			Avec enfants (44%)			Avec enfants et beaux-enfants (31%)		
	Homme (71%)	Femme (29%)	p-valeur	Homme (24%)	Femme (76%)	p-valeur	Homme (69%)	Femme (31%)	p-valeur
Aide scolaire aux enfants,	8,5	40	0,043	40	28	0,4	27	41	0,3
Bricolage,	38	11	0,015	49	9,0	<0,001	46	25	0,035
Habillage des enfants,	43	65	0,5	73	91	0,063	74	92	0,087
Courses,	63	85	0,027	80	89	0,2	71	95	<0,001
Cuisine du quotidien,	55	92	<0,001	60	90	<0,001	55	91	<0,001
Cuisine de réception,	11	27	0,052	12	17	0,4	5,9	43	<0,001
Ménage,	57	85	0,012	55	89	<0,001	51	94	<0,001
Jardinage,	18	17	0,9	29	11	0,008	31	29	0,8
Repasse,	18	45	0,010	9,6	54	<0,001	10	35	<0,001
Vaisselle,	57	73	0,2	57	80	0,010	49	78	0,003
Effectifs, (non-pondérés)	99	32		46	178		108	53	

¹ test du Chi² avec la correction du second ordre de Rao & Scott

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Individus adultes âgés de 25 à 65 ans ou en couple avec un adulte âgé de 25 à 65 ans, formant des ménages ordinaires recomposés (N = 516).

On peut ainsi observer un écart, le plus souvent significatif, entre hommes et femmes

Les tâches féminines restent féminines dans les familles recomposées : environ 90% des femmes, qu'elles soient mères ou belles-mères ont fait au moins une fois les courses, le ménage ou la cuisine du quotidien durant la semaine qui précède l'enquête, contre 74% des pères et 68% des beaux-pères pour les

courses , 52% des pères et 54% des beaux-pères pour le ménage et 57% des pères et 55% des beaux-pères pour la cuisine du quotidien.

Les beaux-pères prennent visiblement moins en charge le travail domestique que les pères.

— discussion tabet

Substitution travail domestique des belles-mères à des services marchands dans lorsque les pères sont les plus riches

Conclusion/transition : formes de continuité, d'un point de vue économique, entre monoparentalité et recompositions familiales

Chapitre 4. L'Etat face aux remises en couples des parents isolés

??

Des remises en couple encadrées par l'Etat ?

Judiciarisées, les divorces et les séparations impliquants des enfants semblent davantage encadrées par les institutions que les remises en couples. Les recompositions familiales se passent souvent, dans un premier temps au moins, loin des yeux de la justice. Pour autant, les CAF et le fisc ont les yeux rivés sur ces remises en couples particulières. La caractérisation d'une vie conjugale constituée, pour les contrôleurs de la CAF, un enjeu de contrôle fréquent (Dubois, 2021), car dès lors, les ressources du conjoint ou de la conjointe seront prises en compte dans le calcul de divers droits.

Les travaux des juristes et sociologues du droit des années 1990 autour d'Irene Théry et Marie-Thérèse Meulders-Klein (1993, 1995) formulent souvent une critique du droit civil de la famille qu'ils accusent de ne pas avoir su évoluer pour prendre en compte les nouveaux défis que les recompositions familiales poseraient naturellement. Dans cette perspective, la comptabilisation comme enfant « à charge » du couple d'un enfant issu d'une autre union par le fisc si le couple est marié et par la CAF si le couple cohabite, alors même qu'aucun lien légal n'unit ces individus, est interprété comme la reconnaissance d'une situation de fait (Damon, 2012). Cette conception du droit, héritée de Durkheim pour qui il est une cristallisation des transformations sociales, un révélateur des faits sociaux (Durkheim, 1893), occulte la force productrice du droit (Bourdieu, 1986). Les recompositions familiales ne sont pas nouvelles et de fait, dès l'instauration d'un impôt

sur le revenu en 1916, la notion d'enfant à charge est déjà déconnectée du droit civil de la filiation (Carbonnier, 2016). Jusqu'aux années 1950, les recompositions familiales étaient simplement davantage liées au décès d'un des conjoints – du fait de la mortalité élevés des femmes notamment en couche et des hommes lors des périodes de guerre – qu'à une séparation (Flandrin, 1984). Leur relative nouveauté tient moins à l'existence de beaux-parents, qu'à l'existence, en même temps, des deux parents. En d'autres termes, la recomposition se fait moins selon un *modèle de substitution* qu'un *modèle de pérennité* (Clément et Bonvalet, 2005).

En revanche, les familles recomposées n'ont pas fait l'objet d'une construction comme un problème public comparable à celle dont les familles monoparentales ont fait l'objet à partir des années 1970 (Martin-Papineau, 2003). Le terme de « monoparentalité » n'apparaît pas tout de suite, ces familles sont d'abord désignées comme des « familles privées de pères ». À l'inverse, les familles recomposées ne sont pas le plus souvent « privées de pères » et ne sont donc pas l'objet d'inquiétudes, elles sont ainsi exclues des dispositifs destinés aux parents seuls. Dès lors la remise en couple devient un enjeu administratif. Les filles-mères, lorsqu'elles ne sont pas forcées à l'abandon, bénéficient d'un secours économique conditionné à une étroite surveillance. Leur mariage, d'autant plus si l'enfant bénéficie d'une reconnaissance dite « de complaisance » par leur mari, conditionne leur réintégration sociale et parfois le retour de leur enfant placé (Rivière, 2016). Se distinguant des premières par la respectabilité que leur confère le mariage (Skeggs, 2003), les veuves ayant à charge des enfants bénéficient d'abord de droits dérivés de ceux de leurs maris décédés puis de pensions et d'abattements fiscaux. Le remariage des veuves vient supprimer leur droit à cette protection. Les veufs avec enfants à charge sont eux exclus de ces dispositifs car considérés comme aptes au travail (Chaineaud, 2009). Ainsi, dès les premiers dispositifs de prise en charge de la monoparentalité, la remise en couple des femmes acquiert une importance décisive dans l'ouverture, mais surtout la fermeture du droit à l'assistance économique. Ainsi bien que d'un point de vue du droit civil de la filiation (voir de l'alliance dans le cas de simples re-cohabitations), les familles recomposées s'apparentent davantage aux familles monoparentales, elles ont, à revenu et statut marital identique, les mêmes droits sociaux et fiscaux que les familles nucléaires.

En suivant Rémi Lenoir, la famille est par excellence une catégorie de la pensée d'Etat dont la structuration et le fonctionnement est tout entier encadré par la bureau-

cratie. Sa forme actuelle est moins la cristallisation de transformations sociales diffusées uniformément dans la population que l'inscription du mode de reproduction sociale des classes dominantes dans les catégories d'action politique visant expressément à permettre et maintenir ce mode de reproduction (Lenoir, 2003). Ainsi ces formes de décalages entre le droit civil et les droits sociaux et fiscaux ne peuvent pas être analysés comme le fruit de la progressive reconnaissance de la situation des familles recomposées. De même, ce décalage entre ce que l'on suppose des pratiques économiques des familles recomposées et ce que les différentes administrations de l'Etat prescrivent est sans doute moins à analyser comme un retard des dispositifs qui doivent s'adapter à la réalité des familles aujourd'hui, que comme ce qui caractérise les recompositions familiales et à ce titre produit des effets sur les individus impliqués. Ce sont justement ces effets que l'on voudrait prendre pour objet d'étude.

Complexifier la parenté légale

Idee qu'il faut articuler les différentes définitions de la parenté légale produites par différentes institutions, voir comment elles se superposent ou non

**Encadré n° 6: Code civil. Livre Ier : Des personnes (Articles 7 à 515-13).
Titre XIII : Du pacte civil de solidarité et du concubinage (Articles 515-1
à 515-8). Chapitre II : Du concubinage (Article 515-8)**

Article 515-8 Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple.

Ces petites contradictions entre les pratiques prescrites par les différentes administrations de l'Etat sont loin d'être anodines. Elles sont de nature à produire des effets matériels sur les individus qui vivent dans ces familles. La recomposition familiale n'est pas simplement une affaire de sentiments, elle met en jeu la perte et l'obtention de droits sociaux et fiscaux. La CAF et le fisc, selon que le couple cohabite ou qu'il est uni légalement, ne font pas de différence dans la comptabilisation des enfants à charge entre les familles nucléaires et les familles recomposées : tous les enfants sont à charge des deux conjoints, quelle que soit leur filiation (Damon, 2012). Ainsi, la cohabitation avec un nouveau conjoint ou une nouvelle conjointe engendre la perte d'avantages fiscaux

et sociaux. Les droits sociaux seront également désormais calculés sur l'ensemble des revenus du couple nouvellement formé. Lorsqu'une union civile est contractée, les parts représentées par le nouveau couple et les enfants de chacun des membres sont mutualisées pour le calcul de l'impôt.

Il n'est pas aisé de déterminer *a priori* les effets de ces fermetures de droits. On peut néanmoins émettre quelques hypothèses qu'il s'agira de vérifier ou d'infirmier. Par exemple, les mécanismes socio-fiscaux agissent différemment selon les niveaux de revenus des couples, mais aussi selon les niveaux de revenus individuels. L'allocation parent isolé (API), intégrée au revenu de solidarité active (RSA) est réservée aux parents isolés touchant celui-ci. L'allocation de soutien familial (ASF) est réservée aux parents isolés dont l'ex-conjoint est déclaré impécunieux. En revanche, la demi-part fiscale supplémentaire n'a d'effet que sur les foyers imposables. Ces mécanismes semblent donc jouer différemment selon la classe sociale. Mais ils semblent aussi jouer différemment selon l'appartenance aux groupes de sexes. L'ASF, versée en lieu et place de pension alimentaire, et l'API ainsi que la demi-part fiscale sont supprimés avec une remise en couple. La conjugalisation des ressources par les CAF (pour le calcul du RSA, de l'AAH par exemple) et par le fisc (pour les parts que représentent les personnes à charge) produisent une fiction d'égalité entre conjoints. Ces mécanismes agissent donc différemment sur les conjoints suivant l'inégalité de revenus entre eux. Or, cette inégalité s'inscrit dans des rapports sociaux de sexe. La différence de revenus entre homme et femmes en couple se situait à 42% en moyenne en 2011 (Morin, 2014). Les conséquences économiques propres des mécanismes socio-fiscaux au moment des remises en couples des parents isolés semblent donc différenciées.

Enfin, dans l'idéal, il faudra également s'intéresser au rôle que joue la justice dans les recompositions familiales qui, s'il reste secondaire en comparaison des séparations, ne doit pas être négligé. La remise en couple d'un parent est parfois l'occasion d'une réorganisation de la résidence des enfants, d'une révision de la pension alimentaire ou de la prestation compensatoire.

Encadré n° 7: Chapitre VI du code civil : Des devoirs et des droits respectifs des époux

Code civil Livre Ier : Des personnes (Articles 7 à 515-13) Titre V : Du mariage (Articles 143 à 227) Chapitre VI : Des devoirs et des droits respectifs des époux (Articles 212 à 226)

Article 212 Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance.

Article 213 Les époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Article 214 Si les conventions matrimoniales ne règlent pas la contribution des époux aux charges du mariage, ils y contribuent à proportion de leurs facultés respectives.

Si l'un des époux ne remplit pas ses obligations, il peut y être contraint par l'autre dans les formes prévues au code de procédure civile.

Article 215 Les époux s'obligent mutuellement à une communauté de vie.

La résidence de la famille est au lieu qu'ils choisissent d'un commun accord.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille, ni des meubles meublants dont il est garni. Celui des deux qui n'a pas donné son consentement à l'acte peut en demander l'annulation : l'action en nullité lui est ouverte dans l'année à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus d'un an après que le régime matrimonial s'est dissous.

Article 216 Chaque époux a la pleine capacité de droit ; mais ses droits et pouvoirs peuvent être limités par l'effet du régime matrimonial et des dispositions du présent chapitre.

Article 217 Un époux peut être autorisé par justice à passer seul un acte pour lequel le concours ou le consentement de son conjoint serait nécessaire, si celui-ci est hors d'état de manifester sa volonté ou si son refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'acte passé dans les conditions fixées par l'autorisation de justice est opposable à l'époux dont le concours ou le consentement a fait défaut, sans qu'il en résulte à sa charge aucune obligation personnelle.

Article 218 Un époux peut donner mandat à l'autre de le représenter dans l'exercice des pouvoirs que le régime matrimonial lui attribue. Il peut, dans tous les cas, révoquer librement ce mandat.

Article 219 Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté, l'autre peut se faire habilitier par justice à le représenter, d'une manière générale, ou pour certains actes particuliers, dans l'exercice des pouvoirs résultant du régime matrimonial, les conditions et l'étendue de cette représentation étant fixées par le juge.

A défaut de pouvoir légal, de mandat ou d'habilitation par justice, les actes faits par un époux en représentation de l'autre ont effet, à l'égard de celui-ci, suivant les règles de la gestion d'affaires.

Article 220 Chacun des époux a pouvoir pour passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants : toute dette ainsi contractée par l'un oblige l'autre solidairement.

La solidarité n'a pas lieu, néanmoins, pour des dépenses manifestement excessives, eu égard au train de vie du ménage, à l'utilité ou à l'inutilité de l'opération, à la bonne ou mauvaise foi du tiers contractant.

Elle n'a pas lieu non plus, s'ils n'ont été conclus du consentement des deux époux, pour les achats à tempérament ni pour les emprunts à moins que ces derniers ne portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante et que le montant cumulé de ces sommes, en cas de

Encadré n° 8: ? ?

Code civil Livre Ier : Des personnes (Articles 7 à 515-13) Titre VII : De la filiation (Articles 310-1 à 342-13) Article 310 (abrogé) Abrogé par LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 6 (V) Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 2 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

Tous les enfants dont la filiation est légalement établie ont les mêmes droits et les mêmes devoirs dans leurs rapports avec leur père et mère. Ils entrent dans la famille de chacun d'eux.

Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles 310-1 à 311-24-2) Article 310-1 Modifié par LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 6 (V)

La filiation est légalement établie, dans les conditions prévues au chapitre II du présent titre, par l'effet de la loi, par la reconnaissance volontaire ou par la possession d'état constatée par un acte de notoriété ainsi que, dans les conditions prévues au chapitre V du présent titre, par la reconnaissance conjointe.

Elle peut aussi l'être par jugement dans les conditions prévues au chapitre III du présent titre.

Article 310-2 Création Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 4 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

S'il existe entre les père et mère de l'enfant un des empêchements à mariage prévus par les articles 161 et 162 pour cause de parenté, la filiation étant déjà établie à l'égard de l'un, il est interdit d'établir la filiation à l'égard de l'autre par quelque moyen que ce soit.

Section 1 : Des preuves et présomptions (Articles 310-3 à 311-2) Article 310-3 Création Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 5 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

La filiation se prouve par l'acte de naissance de l'enfant, par l'acte de reconnaissance ou par l'acte de notoriété constatant la possession d'état.

Si une action est engagée en application du chapitre III du présent titre, la filiation se prouve et se conteste par tous moyens, sous réserve de la recevabilité de l'action.

Article 311 Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 3 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

La loi présume que l'enfant a été conçu pendant la période qui s'étend du trois centième au cent quatre-vingtième jour, inclusivement, avant la date de la naissance.

La conception est présumée avoir eu lieu à un moment quelconque de cette période, suivant ce qui est demandé dans l'intérêt de l'enfant.

La preuve contraire est recevable pour combattre ces présomptions.

Article 311-1 Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 2 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006 Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 5 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui révèlent le lien de filiation et de parenté entre une personne et la famille à laquelle elle est dite appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

1° Que cette personne a été traitée par celui ou ceux dont on la dit issue comme leur enfant et qu'elle-même les a traités comme son ou ses parents ;

2° Que ceux-ci ont, en cette qualité, pourvu à son⁹⁰ éducation, à son entretien ou à son installation ;

3° Que cette personne est reconnue comme leur enfant, dans la société et par la famille ;

4° Qu'elle est considérée comme telle par l'autorité publique ;

Le niveau de vie, critère d'ouverture ou de fermeture des droits

dans les familles recomposées

Au delà de l'indicateur de position sociale, le niveau de vie permet de quantifier des inégalités économiques entre individus ou encore d'analyser la consommation. Il est donc un indicateur central en sciences sociales. Le calcul du niveau de vie est également au fondement des dispositifs de redistribution. Les travaux s'intéressant au devenir des familles monoparentales après la séparation mettent en évidence une augmentation du niveau de vie avec la remise en couple. C'est par exemple le cas d'un dossier réalisé par Abbas et Garbinti, dans le Portrait social 2019 de l'INSEE qui dans lequel la remise en couple est qualifiée de « déterminant majeur de la convergence des niveaux de vie vers leurs niveaux d'origine » (Demaison et al., 2019b, p. 104), en particulier pour les mères, après la chute brutale lors de la séparation. Pour autant, nombreux sont les angles morts de ce type de calcul.

Calculé comme le quotient du revenu disponible d'un ménage sur le nombre d'unités de consommation de celui-ci, il permet de rendre comparable des ménages composés différemment. Pour cela, il s'appuie sur des échelles d'équivalence, qui attribuent un coefficient à chaque personne supplémentaire en fonction de ses caractéristiques propre. Ce coefficient correspond ainsi à la proportion de revenu supplémentaire que le ménage doit gagner pour cet individu, afin de bénéficier du même niveau de vie qu'une personne seule.

Comment c'est mesuré ces échelles d'équivalences.

L'Insee utilise généralement l'échelle dite de "l'OCDE modifiée" mais les administrations sociales et le fisc ont également leurs propres échelles d'équivalences parfois même spécifiques à chaque prestation sociale.

**** INSERER tableau des échelles d'équivalences ****

«Certains biens peuvent être considérés comme des biens collectifs au sein du ménage [4] [4] Un bien est dit « collectif » si sa consommation est non. ... En conséquence, l'arrivée de nouveaux membres dans le ménage n'entraîne pas de nouvelles dépenses

de consommation de ce bien. Sa consommation est source d'économies d'échelle. Le chauffage peut être qualifié de bien collectif. À l'opposé, la consommation de biens individuels, caractérisée par l'exclusion d'usage et la rivalité (par exemple les aliments), est proportionnelle à la taille du ménage. Entre ces deux catégories de biens se trouvent des biens mixtes dont la consommation peut être non rivale mais caractérisée par l'exclusion d'usage (le loisir par exemple) et d'autres pour lesquels la consommation est rivale mais l'usage est non exclusif (comme une baignoire). La plupart des biens occupent une position intermédiaire. Le vêtement peut être considéré comme un bien individuel, mais il peut se rapprocher d'un bien collectif lorsque les vêtements s'échangent entre les membres du ménage (notamment au sein de la fratrie). Il existe d'autres formes d'économies d'échelle lorsqu'un ménage de grande taille bénéficie de tarifs plus avantageux grâce à des achats en quantité importante ou de tarifs sociaux (carte famille nombreuse par exemple). Des économies peuvent également être dégagées concernant le travail domestique dans la mesure où un ménage de grande taille dispose potentiellement de davantage de temps libre : le temps consacré aux tâches domestiques (ménage, cuisine...) ne croît pas proportionnellement avec la taille de celui-ci. Gardes, Sayadi et Starzec [2013] montrent que les économies d'échelle réalisées dans un ménage en termes de travail domestique sont plus importantes que celles associées aux dépenses monétaires. À partir de données anglaises, Couprie et Ferrant [2015] ont montré que deux personnes vivant seules séparément ont besoin de 2 h 15 supplémentaires par jour pour atteindre le même niveau d'utilité qu'elles auraient eu si elles vivaient en couple. L'ampleur de ce type d'économies d'échelle dépend de la configuration du ménage, en particulier elles sont potentiellement moindres dans le cas d'un foyer monoparental que dans celui d'un couple. Dans certains cas, la charge d'une personne dépendante (nourrisson, enfant non scolarisé, personne âgée) intensifie les charges domestiques, ce qui engendre alors des déséconomies d'échelle : la naissance d'un enfant accroît la charge de travail domestique, et ce surcroît de travail repose sur les femmes, ce qui accentue le déséquilibre dans le partage des tâches domestiques et familiales (Pailhé et Solaz [2010] ; Régnier-Loilier et Hiron [2010]). Les échelles d'équivalence ne prennent pas en compte les coûts indirects liés à un moindre investissement dans la vie professionnelle et/ou au retrait partiel ou total de l'activité professionnelle de l'un des parents (Thévenon [2009]). Or ces coûts de renoncement à la carrière sont importants et sont supportés essentiellement par les femmes, ce qui pèse sur l'égalité des sexes (Meurs,

Caractéristique	OR	95% IC	p-valeur
Niveau de vie du ménage	1,09	1,08 – 1,10	<0,001
n_FractionClasse			
Classes populaires racisées [C6]	—	—	
Classes populaires urbaines [C5]	1,52	1,28 – 1,80	<0,001
Petits indépendants [C4]	2,92	2,35 – 3,63	<0,001
Petits-moyens [C1]	2,06	1,72 – 2,47	<0,001
Classes moyennes supérieures [C3]	3,77	3,12 – 4,55	<0,001
Classes supérieures pole public [C2]	3,01	2,39 – 3,80	<0,001
Classes supérieures pole privé [C7]	5,15	3,93 – 6,76	<0,001
n_NEnfantsMenage	1,01	0,96 – 1,06	0,8
n_AgeEnfantsMenage	1,01	1,00 – 1,01	0,12
n_TYPMEN_sexe			
Mère et père en couple	—	—	
Mère célibataire	0,58	0,51 – 0,65	<0,001
Père célibataire	0,77	0,61 – 0,98	0,032
Mère en couple	0,78	0,60 – 1,00	0,054
Père en couple	1,58	1,09 – 2,29	0,016

¹ OR = rapport de cotes, IC = intervalle de confiance

Paihlé et Ponthieux [2010]).”

revue de littérature sur le calcul du niveau de vie

Des limites nombreuses, évolutions de la structure des budgets, donc économies d'échelles qui bougent aussi (exemple du logement)

comparaisons internationales qui ne prennent pas en compte le niveau de dé-marchandisation (services publics, redistrib en “nature”, ex dépenses de santé France vs USA)

La question des limites du ménage

Encadré n° 9: Estimer les niveau de vie

Revue de littérature sur l'estimation des niveau de vie [voir sociologie de la consommation et des budgets ouvriers].

Dans l'enquête BDF 2017, trois variables subjectives permettent d'approcher des estimations du niveau de vie dans les familles.

Expliciter la méthode utiliser et la vérification des conditions.

commentaire du tableau

- Couple parental, parent célibataire ou nouvelle union, des effets différenciés sur le niveau de vie ressenti
- Les mères de familles recomposées estiment leur niveau vie plus faible

— Les pères de famille recomposées estiment leur niveau de vie plus élevé

Des revenus de transferts réduits pour les parents remis en couple

- [1] “IDENT_MEN” “REVACT”
- [3] “REVINDEP” “SALAIRES”
- [5] “REV_ETRANGER” “REVSOC”
- [7] “CHOMAGE” “RETRAITES”
- [9] “PREST_PRECARITE_VIEIL” “PREST_PRECARITE_HAND”
- [11] “PREST_PRECARITE_RSA” “PPA”
- [13] “PREST_LOGEMENT” “PREST_FAM_TOT”
- [15] “REVPAT” “REV700”
- [17] “REV701” “REV999”
- [19] “IMPOTREV_M” “TAXHAB_M”
- [21] “REVDISP” “REVTOT”
- [23] “IMPOTS_DIRECTS” “TRANSFERTS_INTERMENAGES” [25] “MINIMA_SOC”

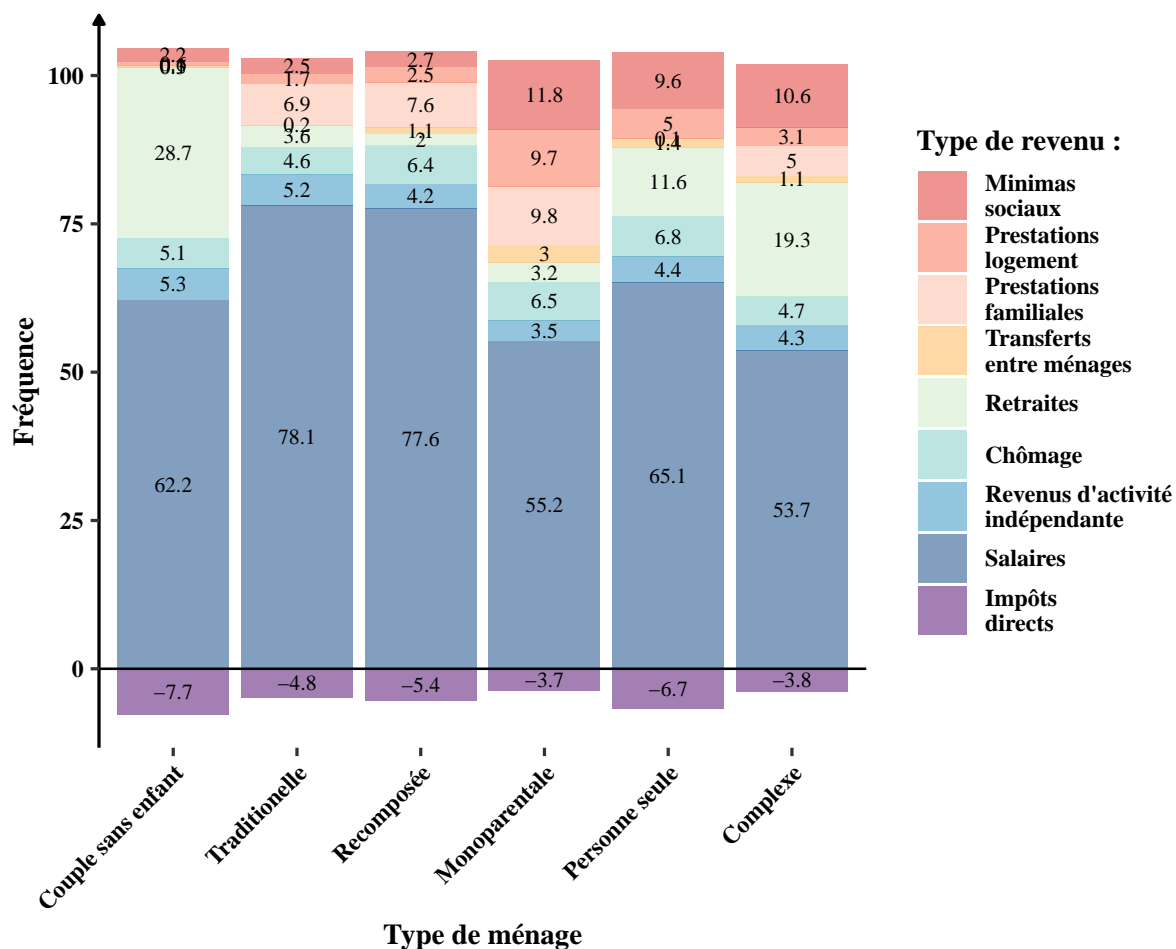


FIGURE 9 – Composition du revenu disponible en fonction du type de ménage (en %)

Des arrangements fiscaux spécifiques

— exploiter la variable nombre d'avis d'impositions

Liste des tableaux

2	Types de ménage selon l'INSEE	28
3	Codage de la variable LIEN01-20 : Lien de chaque habitant avec l'individu de NOI = X (X de 01 à 20)	29
4	Présence des parents dans le logement	30
5	Lieu de résidence des enfants vivant hors domicile	30
8	Caractéristiques sociales des parents	38
9	Caractéristiques sociales des beaux-parents	42
10	Types de configuration familiale en fonction des fractions de classe	53
11	Structure de consommation des ménages selon leur configuration familiale .	60
12	Regression sur le montant de consommation et d'épargne annuel	65
13	Regression sur la consommation de vêtements et chaussures par enfant . .	75
14	Implication dans le travail domestique et parental en fonction de la configu- ration familiale et du sexe	78
15	Travail domestique et parental des parents en fonction de la configuration familiale	81
16	Travail domestique et parental en fonction du statut parental et du sexe . .	83
17	Travail domestique et parental du statut parental et de la configuration familiale	164
18	165

Liste des tableaux

Table des figures

1	Situation familiale des enfants	33
2	Situation familiale des adultes	34
3	Appartenance aux groupes de sexe des parents et beaux parents	37
4	Homogamie de diplôme : Diplôme des femmes en fonction de celui des hommes	42
5	Homogamie de profession : Profession des femmes en fonction de celle des hommes	43
6	Saisir l'économie domestique	62
7	Sensibilité des différents types de consommation aux revenus féminins et masculin dans les familles traditionnelles et recomposées	66
8	Sensibilité des différents postes de dépenses aux revenus féminins et masculin en fonction du statut parental dans les familles recomposées	69
9	Composition du revenu disponible en fonction du type de ménage (en %) .	97
10	Age des enfants des ménages au 31 décembre 2017	117

Table des figures

Conclusion

3 - Conclusion (3 pages/10 000 signes) Rappel de la question de départ, des données et des méthodes. Synthèse des principaux résultats. Retour réflexif sur l'apport et les limites du mémoire.

Conclusion

Bibliographie

Littérature

s. d., *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*.

ALGAVA É., BLOCH K., VALLÈS V., 2020, « En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile » INSEE (dir.), *Insee Première*, 1788.

BESSIÈRE C., 2013, *Au tribunal des couples : enquête sur des affaires familiales*.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2016, « Le cache-sexe de la théorie économique », *Population*, Vol. 71, 3, p. 519-523.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2020, *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte (SH / L'envers des faits).

BONVALET C., 2003, « La famille-entourage locale », *Population*, 58, 1, p. 9-43.

BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit (Le Sens commun).

BOURDIEU P., 1993, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 100, 1, p. 32-36.

BOURDIEU P., 2011, *Sur l'État : cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir-Seuil (Cours et travaux).

Bibliographie

BOURGUIGNON F., LANDAI C., 2022, « Micro-simuler l'impact des politiques publiques sur les ménages : pourquoi, comment et lesquelles ? », *Notes du conseil d'analyse économique*, 74, 5, p. 1-12.

CARBONNIER C., 2016, « Prise en compte de la famille dans l'imposition des revenus en France », *Revue française d'économie*, Volume XXXI, 1, p. 111-152.

CAYOINETTE-REMBLIÈRE J., ICHOU M., 2019, « Saisir la position sociale des ménages : une approche par configurations », *Revue française de sociologie*, 60, 3, p. 385-427.

CHICHE J., LE ROUX B., 2010, « Développements récents en analyse des correspondances multiples », *La revue MODULAD*, 42, p. 110-117.

DAMON J., 2012, *Les familles recomposées*, Paris, France, Presses universitaires de France (Que sais-je?).

DELALANDE N., SPIRE A., 2010, *Histoire sociale de l'impôt*, Paris, La Découverte (Repères).

DELPHY C., 1970, *L'ennemi principal*, Paris, France, Éditions Syllepse.

DELPHY C., LEONARD D., 2019, *L'exploitation domestique*, Paris, Éditions Syllepse (Nouvelles questions féministes).

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019b, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019a, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie

Bibliographie

des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMOLY E., SCHWEITZER C., 2020, « Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports », *Insee Focus*, 203.

DESPLANQUES G., 1993, « Les familles recomposées en 1990 », *Population & Sociétés*, p. 1-4.

DESROSIÈRES A., 2000, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

DESROSIÈRES A., 2003, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la société française de statistique*, 144, 1-2, p. 75-111.

DESROSIÈRES A., 2013, *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines (Sciences sociales).

DONNI O., PONTHEUX S., 2011, « Approches économiques du ménage : du modèle unitaire aux décisions collectives », *Travail, genre et sociétés*, 26, 2, p. 67-83.

DURKHEIM E., 1975, « La famille conjugale », dans Paris, Les Éditions de Minuit (Le sens commun.), p. 35-49.

DURKHEIM É., 1893, *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France.

ESPING-ANDERSEN G., 2007, *Les trois mondes de l'État-providence*, Presses Universitaires de France.

Bibliographie

FEDERICI S., 2014, *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*, 2e édition, Genève, Entremonde/ Senonevero (Rupture).

FORTUNATI L., 2022, *L'arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital*, Genève, Entremonde (Rupture).

FRÉMEAUX N., LETURCQ M., 2013, « Plus ou moins mariés : l'évolution du mariage et des régimes matrimoniaux en France », *INSEE*, n° 462-463, p. 125-151.

HALBWACHS M., s. d., *La Classe ouvrière et les niveaux de vie : Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*.

HERPIN N., VERGER D., 2008, *Consommation et modes de vie en France. Une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, Paris, La Découverte (Repères).

JANNOT A., 2021, « Elle dépense, il(s) consomme(nt), il place, qui possède ? : L'appropriation de la production domestique et de son surplus au sein des couples parentaux de sexe différent », *Sociétés contemporaines*, N° 122, 2, p. 155-187.

JENSON J., 1986, « Gender and Reproduction: Or, Babies and the State », *Studies in Political Economy*, 20, 1, p. 9-46.

LAPINTE A., 2013, « Un enfant sur dix vit dans une famille recomposée »,.

LASLETT P., 1983, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

LE PLAY F., 1874, *La réforme sociale en France : déduite de l'observation comparée des peuples européens.*, Tours, Alfred Mame et fils.

LENOIR R., 1991, « Politique familiale et construction sociale de la famille », *Revue française de science politique*, 41, 6, p. 781-807.

Bibliographie

LENOIR R., 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil (Collection Liber).

MARTIN O., 2020, « Chapitre 4. La mise en statistiques des sociétés », dans Malakoff, France, Armand Colin, p. 73-103.

MARTIN-PAPINEAU N., 2003, « La construction paradoxale d'un problème politique: l'exemple des familles monoparentales (1968 - 1988) », *Revue des politiques sociales et familiales*, 72, 1, p. 7-20.

MARUANI M., MERON M., 2012, *Un siècle de travail des femmes en France: 1901- 2011*, La Découverte.

PARSONS T., 1968, *The structure of social action. 2 : Weber*, Nachdr., New York, Free Press.

PHIPPS S.A., BURTON P.S., 1998, « What's Mine is Yours? The Influence of Male and Female Incomes on Patterns of Household Expenditure », *Economica*, 65, 260, p. 599-613.

ROUX B.L., ROUANET H., 2010, *Multiple Correspondence Analysis*, SAGE.

ROY D., 2005, « « Tout ce qui est à moi est à toi ? ». Mise en commun des revenus et transferts d'argent dans le couple », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 45, p. 41-52.

ROY D., 2006, « L'argent du « ménage », qui paie quoi ? », *Travail, genre et sociétés*, N° 15, 1, p. 101-119.

SAINT-POL T., DENEY A., MONSO O., 2004, « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrées », *Travail, genre et sociétés*, N° 11, 1, p. 63-78.

SINGLY F. DE, 2017, *Sociologie de la famille contemporaine*, Malakoff, France, Armand Colin.

Bibliographie

STETTINGER V., 2014, « Pour une approche sociologique renouvelée des « enfants pauvres » », *Sociologie*, 5, 4, p. 441-453.

TABET P., 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan (Bibliothèque du féminisme).

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993c, *Les recompositions familiales aujourd'hui*, Paris, Nathan.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993a, « Les familles recomposées : aspects personnels, aspects alimentaires, » dans Paris, Nathan, p. 256-279.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993b, « La transmission des biens dans les familles recomposées : entre trop de droit et pas de droits », dans Paris, Nathan, p. 281-298.

TILLY L.A., SCOTT J.W., 1987, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Ed. Rivages (Rivages Histoire).

TOULEMON L., 2011, « Individus, familles, ménages, logements : les compter, les décrire », *Travail, genre et sociétés*, n° 26, 2, p. 47-66.

WEBER F., 2013, *Penser la parenté aujourd'hui*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.

WEBER M., 1995, *Économie et société*, Paris, France, Pocket.

s. d., *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*.

ALGAVA É., BLOCH K., VALLÈS V., 2020, « En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile » INSEE (dir.), *Insee Première*, 1788.

BESSIÈRE C., 2013, *Au tribunal des couples : enquête sur des affaires familiales*.

Bibliographie

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2016, « Le cache-sexe de la théorie économique », *Population*, Vol. 71, 3, p. 519-523.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2020, *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte (SH / L'envers des faits).

BONVALET C., 2003, « La famille-entourage locale », *Population*, 58, 1, p. 9-43.

BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit (Le Sens commun).

BOURDIEU P., 1993, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 100, 1, p. 32-36.

BOURDIEU P., 2011, *Sur l'État : cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir-Seuil (Cours et travaux).

BOURGUIGNON F., LANDAI C., 2022, « Micro-simuler l'impact des politiques publiques sur les ménages : pourquoi, comment et lesquelles ? », *Notes du conseil d'analyse économique*, 74, 5, p. 1-12.

CARBONNIER C., 2016, « Prise en compte de la famille dans l'imposition des revenus en France », *Revue française d'économie*, Volume XXXI, 1, p. 111-152.

CAYOINETTE-REMBLIÈRE J., ICHOU M., 2019, « Saisir la position sociale des ménages : une approche par configurations », *Revue française de sociologie*, 60, 3, p. 385-427.

CHICHE J., LE ROUX B., 2010, « Développements récents en analyse des correspondances multiples », *La revue MODULAD*, 42, p. 110-117.

DAMON J., 2012, *Les familles recomposées*, Paris, France, Presses universitaires de France (Que sais-je?).

Bibliographie

DELALANDE N., SPIRE A., 2010, *Histoire sociale de l'impôt*, Paris, La Découverte (Repères).

DELPHY C., 1970, *L'ennemi principal*, Paris, France, Éditions Syllepse.

DELPHY C., LEONARD D., 2019, *L'exploitation domestique*, Paris, Éditions Syllepse (Nouvelles questions féministes).

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019b, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019a, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMOLY E., SCHWEITZER C., 2020, « Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports », *Insee Focus*, 203.

DESPLANQUES G., 1993, « Les familles recomposées en 1990 », *Population & Sociétés*, p. 1-4.

DESROSIÈRES A., 2000, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

DESROSIÈRES A., 2003, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la société française de statistique*, 144, 1-2, p. 75-111.

Bibliographie

DESROSIÈRES A., 2013, *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines (Sciences sociales).

DONNI O., PONTHEUX S., 2011, « Approches économiques du ménage : du modèle unitaire aux décisions collectives », *Travail, genre et sociétés*, 26, 2, p. 67-83.

DURKHEIM E., 1975, « La famille conjugale », dans Paris, Les Éditions de Minuit (Le sens commun.), p. 35-49.

DURKHEIM É., 1893, *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France.

ESPING-ANDERSEN G., 2007, *Les trois mondes de l'État-providence*, Presses Universitaires de France.

FEDERICI S., 2014, *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*, 2e édition, Genève, Entremonde/ Senonevero (Rupture).

FORTUNATI L., 2022, *L'arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital*, Genève, Entremonde (Rupture).

FRÉMEAUX N., LETURCQ M., 2013, « Plus ou moins mariés : l'évolution du mariage et des régimes matrimoniaux en France », *INSEE*, n° 462-463, p. 125-151.

HALBWACHS M., s. d., *La Classe ouvrière et les niveaux de vie : Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*.

HERPIN N., VERGER D., 2008, *Consommation et modes de vie en France. Une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, Paris, La Découverte (Repères).

JANNOT A., 2021, « Elle dépense, il(s) consomme(nt), il place, qui possède ? : L'appropriation de la production domestique et de son surplus au sein des couples parentaux de

Bibliographie

sexe différent », *Sociétés contemporaines*, N° 122, 2, p. 155-187.

JENSON J., 1986, « Gender and Reproduction: Or, Babies and the State », *Studies in Political Economy*, 20, 1, p. 9-46.

LAPINTE A., 2013, « Un enfant sur dix vit dans une famille recomposée »,.

LASLETT P., 1983, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

LE PLAY F., 1874, *La réforme sociale en France : déduite de l'observation comparée des peuples européens.*, Tours, Alfred Mame et fils.

LENOIR R., 1991, « Politique familiale et construction sociale de la famille », *Revue française de science politique*, 41, 6, p. 781-807.

LENOIR R., 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil (Collection Liber).

MARTIN O., 2020, « Chapitre 4. La mise en statistiques des sociétés », dans Malakoff, France, Armand Colin, p. 73-103.

MARTIN-PAPINEAU N., 2003, « La construction paradoxale d'un problème politique: l'exemple des familles monoparentales (1968 - 1988) », *Revue des politiques sociales et familiales*, 72, 1, p. 7-20.

MARUANI M., MERON M., 2012, *Un siècle de travail des femmes en France: 1901- 2011*, La Découverte.

PARSONS T., 1968, *The structure of social action. 2 : Weber*, Nachdr., New York, Free Press.

PHIPPS S.A., BURTON P.S., 1998, « What's Mine is Yours? The Influence of Male and

Bibliographie

Female Incomes on Patterns of Household Expenditure », *Economica*, 65, 260, p. 599-613.

ROUX B.L., ROUANET H., 2010, *Multiple Correspondence Analysis*, SAGE.

ROY D., 2005, « « Tout ce qui est à moi est à toi ? ». Mise en commun des revenus et transferts d'argent dans le couple », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 45, p. 41-52.

ROY D., 2006, « L'argent du « ménage », qui paie quoi ? », *Travail, genre et sociétés*, N° 15, 1, p. 101-119.

SAINT-POL T., DENEY A., MONSO O., 2004, « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrées », *Travail, genre et sociétés*, N° 11, 1, p. 63-78.

SINGLY F. DE, 2017, *Sociologie de la famille contemporaine*, Malakoff, France, Armand Colin.

STETTINGER V., 2014, « Pour une approche sociologique renouvelée des « enfants pauvres » », *Sociologie*, 5, 4, p. 441-453.

TABET P., 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan (Bibliothèque du féminisme).

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993c, *Les recompositions familiales aujourd'hui*, Paris, Nathan.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993a, « Les familles recomposées : aspects personnels, aspects alimentaires, » dans Paris, Nathan, p. 256-279.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993b, « La transmission des biens dans les familles recomposées : entre trop de droit et pas de droits », dans Paris, Nathan, p. 281-298.

Bibliographie

TILLY L.A., SCOTT J.W., 1987, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Ed. Rivages (Rivages Histoire).

TOULEMON L., 2011, « Individus, familles, ménages, logements : les compter, les décrire », *Travail, genre et sociétés*, n° 26, 2, p. 47-66.

WEBER F., 2013, *Penser la parenté aujourd'hui*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.

WEBER M., 1995, *Économie et société*, Paris, France, Pocket.

R Packages

Annexes

Statistiques descriptives des différentes sous-populations

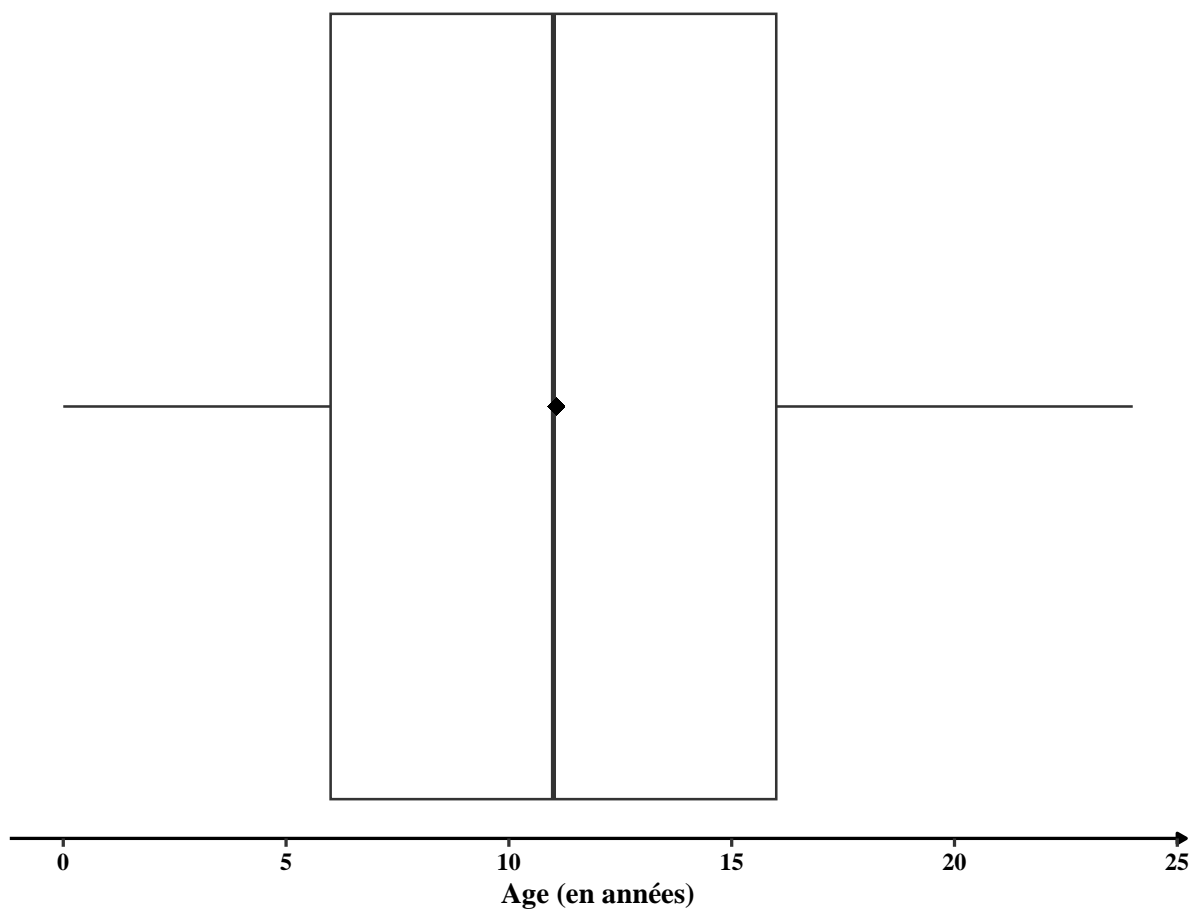


FIGURE 10 – Age des enfants des ménages au 31 décembre 2017

Analyse factorielle

Contributions aux dimensions de l'ACM

Classification ascendante hiérarchique

Structure des clusters (variables actives et supplémentaires)

Classes populaires racisées [C6]

Classes populaires urbaines [C5]

Petits indépendants [C4]

Petits-moyens [C1]

Classes moyennes supérieures [C3]

Classes supérieures pôle public [C2]

Classes supérieures pôle privé [C7]

All

CS12_H ($p < 0.001$)

Petit-e indépendant-e

4.1

3.5

62.6

4.4

7.4

3.3

4.2

8.9

Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale

Annexes

0.0

2.1

2.6

2.3

20.4

23.7

72.9

14.3

Cadre du public/culture

0.0

0.0

1.5

0.0

3.5

31.2

10.4

4.6

Médiateur-ice

0.8

12.0

2.0

1.9

19.6

15.4

1.6

9.3

Technicien-ne

2.9

11.7

1.4

7.3

18.4

4.8

1.1

9.3

Employé-e qualifié-e

2.5

11.5

2.1

6.3

6.5

4.6

1.1

6.2

Employé-e non qualifié-e

1.8

8.3

2.8

1.1

1.1

2.0

0.2

2.7

Ouvrier-e qualifié-e

23.6

29.0

6.2

37.1

9.0

5.5

0.8

19.6

Ouvrier-e non qualifié-e

27.2

6.9

2.2

8.0

1.1

1.6

0.2

6.1

Retraité-e

24.9

9.7

8.9

30.6

12.5

5.3

6.8

15.8

Autre inactif-ve

12.2

5.3

7.8

1.0

0.5

2.8

0.7

3.3

CS12_F (p <0.001)

Petit-e indépendant-e

0.2

0.1

45.4

0.1

1.3

Annexes

0.2

1.0

3.5

Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale

0.0

0.6

1.3

0.6

6.8

19.9

51.6

7.8

Cadre du public/culture

0.0

0.0

1.8

0.0

4.6

32.0

15.8

5.3

Médiateur-ice

0.9

18.1

5.4

3.5

45.2

19.8

13.4

18.5

Technicien-ne

0.4

1.9

0.1

0.3

5.0

2.8

2.6

2.2

Employé-e qualifié-e

4.2

33.1

9.1

26.6

17.4

7.6

3.5

19.3

Employé-e non qualifié-e

10.9

20.5

14.3

23.7

5.1

5.6

2.0

13.6

Ouvrier-e qualifié-e

3.0

3.3

2.1

9.2

0.6

0.0

0.5

3.4

Ouvrier-e non qualifié-e

19.0

3.3

2.4

8.2

0.7

0.2

0.0

4.6

Retraité-e

12.7

7.9

7.3

22.3

9.7

3.2

6.3

11.3

Autre inactif-ve

48.7

11.0

10.9

5.4

3.5

8.7

3.3

10.7

DIP7_H ($p < 0.001$)

Doctorat, ingénieur, grande école

0.0

0.4

0.9

0.2

3.3

13.2

55.1

6.7

Master, bac+6

0.5

0.0

1.5

0.0

4.4

50.1

16.3

6.9

Licence, BTS, DUT, santé social

3.1

20.8

11.1

3.1

45.0

18.0

17.3

19.7

Baccalauréat

3.3

23.7

31.9

11.1

20.4

9.7

5.7

16.1

CAP ou BEP

13.0

35.9

36.5

55.7

19.3

4.4

4.3

29.3

Brevet des collèges

1.5

9.2

3.7

5.5

4.6

2.4

0.3

4.9

Sans diplôme ou CEP

78.6

10.0

14.3

24.4

3.1

2.2

0.9

16.3

DIP7_F ($p < 0.001$)

Doctorat, ingénieur, grande école

0.0

0.0

0.3

0.1

0.8

8.6

33.5

3.6

Master, bac+6

0.3

0.6

2.9

0.5

7.4

53.3

25.8

8.8

Licence, BTS, DUT, santé social

4.0

22.9

17.9

3.8

61.0

22.7

25.8

25.5

Baccalauréat

4.2

25.4

40.9

15.9

18.0

9.5

9.3

18.0

CAP ou BEP

8.1

33.6

14.1

48.4

8.0

2.6

3.5

22.3

Brevet des collèges

1.6

9.4

9.0

9.6

3.5

0.8

1.5

6.0

Sans diplôme ou CEP

81.9

8.2

15.0

21.8

1.4

2.6

0.5

15.7

DNIVIE (p <0.001)

1

45.2

9.2

40.1

1.8

1.8

5.0

0.9

10.6

2

25.8

15.3

11.2

9.1

2.0

4.9

0.7

9.8

3

12.1

14.7

11.8

13.4

2.6

5.0

0.4

9.4

4

5.5

15.6

4.3

14.6

3.2

5.8

1.5

9.1

5

3.8

13.6

5.2

14.8

6.2

6.4

0.4

9.2

6

2.4

11.2

6.5

14.7

10.8

7.7

1.9

9.7

7

2.4

8.6

4.2

11.8

17.7

11.5

3.3

10.2

8

1.7

7.2

5.4

9.3

20.1

14.0

5.5

10.3

9

1.0

3.8

6.5

7.7

20.2

21.5

14.8

10.5

10

0.0

0.7

4.8

2.8

15.3

18.1

70.6

11.1

TAU ($p < 0.001$)

Commune rurale

11.2

5.8

30.2

28.6

15.7

3.6

5.5

14.5

Commune urbaine de moins de 20 000 habitants

7.9

3.4

8.2

6.4

4.5

2.4

3.1

4.9

Commune urbaine de 20 000 à 200 000 habitants

25.1

19.9

17.5

27.9

Annexes

21.7

11.9

9.6

20.7

Commune urbaine de plus de 200 000 habitants, hors agglomération parisienne

39.0

46.7

35.7

29.9

40.2

46.0

38.9

39.8

Commune de l'agglomération parisienne

16.8

24.2

8.3

7.2

17.9

36.0

43.0

20.0

TYPLOG (p <0.001)

Maison

Annexes

30.3

20.4

83.7

92.3

80.2

25.9

64.6

57.0

Appartement

69.3

78.5

16.3

7.7

19.4

73.7

35.4

42.6

Autre logement

0.4

1.0

0.1

0.0

0.4

0.4

0.0

0.4

STALOG (p <0.001)

Accédant à la propriété

3.9

4.4

26.4

33.5

53.5

19.5

47.5

26.9

Propriétaire ou copropriétaire

9.1

2.8

38.4

53.8

38.6

15.9

37.1

27.7

Autre

3.8

4.1

8.7

0.9

0.8

3.0

1.2

2.7

Locataire

83.2

88.7

26.4

11.7

7.0

61.6

14.3

42.6

PATRIB (p <0.001)

0 à moins de 5 000 euros

55.1

26.4

8.7

1.2

0.4

9.5

0.0

13.5

200 000 à moins de 350 000 euros

3.0

2.9

23.2

41.2

42.7

18.7

16.1

23.1

350 000 euros et plus

1.3

0.7

22.0

17.6

32.4

14.3

69.3

18.9

5 000 de 30 000 euros

26.0

50.5

14.0

6.6

1.6

29.8

2.7

21.0

30 000 à moins de 200 000 euros

14.6

19.5

32.1

33.4

22.9

27.8

11.9

23.6

typo (p <0.001)

Classes populaires racisées [C6]

100.0

0.0

0.0

0.0

0.0

0.0

0.0

9.2

Classes populaires urbaines [C5]

0.0

100.0

0.0

0.0

0.0

0.0

0.0

25.3

Petits indépendants [C4]

0.0

0.0

100.0

0.0

0.0

0.0

0.0

6.9

Petits-moyens [C1]

0.0

0.0

0.0

100.0

0.0

0.0

0.0

20.4

Classes moyennes superieures [C3]

0.0

0.0

0.0

0.0

100.0

0.0

0.0

21.7

Classes superieures pole public [C2]

0.0

0.0

0.0

0.0

0.0

100.0

0.0

9.3

Classes superieures pole privé [C7]

0.0

0.0

0.0

0.0

0.0

0.0

100.0

7.1

NAIS7_H (p <0.001)

France métropolitaine

50.7

77.6

85.9

88.8

90.7

79.5

87.4

82.7

DOM-TOM

4.5

4.2

2.7

3.1

1.8

2.6

1.4

2.9

Annexes

UE

7.7

2.9

4.6

4.2

2.3

3.3

2.5

3.6

Afrique

29.9

11.3

4.3

2.8

3.9

10.3

4.5

7.9

Autre

7.1

3.9

2.6

1.1

1.3

4.4

4.2

2.9

NAIS7_F (p <0.001)

France métropolitaine

52.1

79.0

85.4

88.4

89.7

79.2

83.7

81.9

DOM-TOM

4.0

4.9

2.6

3.4

2.0

2.1

1.4

3.1

UE

5.8

2.8

5.2

4.3

3.0

4.6

5.3

4.0

Afrique

30.7

9.0

3.5

2.6

3.4

8.5

4.8

7.5

Autre

7.3

4.2

3.3

1.3

2.0

5.6

4.8

3.5

AG6_H (p NA)

de 15 à 29 ans

6.3

17.7

4.0

4.0

6.1

14.7

3.4

8.3

de 30 à 39 ans

15.3

28.7

20.2

13.6

24.4

33.6

24.0

22.5

de 40 à 49 ans

28.2

23.9

32.0

20.3

29.5

25.3

32.9

26.2

de 50 à 59 ans

25.8

20.1

29.1

30.4

23.3

17.0

24.4

24.5

60 ans et plus

24.4

9.6

14.7

31.7

16.7

9.5

15.3

18.5

AG6_F (p NA)

Annexes

de 15 à 29 ans

10.5

19.1

5.9

5.2

7.9

19.4

5.6

10.8

de 30 à 39 ans

25.0

26.5

23.9

14.9

27.7

33.4

29.8

24.8

de 40 à 49 ans

23.5

23.3

28.6

20.8

28.8

23.8

30.0

25.0

de 50 à 59 ans

28.5

21.1

31.7

34.1

23.1

16.5

25.5

25.7

60 ans et plus

12.4

10.0

9.9

25.0

12.5

6.9

9.0

13.7

TYPEEMPLOI_H (p <0.001)

Durée déterminée

24.7

16.5

2.9

8.1

2.5

10.9

2.6

8.4

Durée indéterminée à temps complet

67.6

77.0

19.8

85.0

80.7

76.1

76.7

74.8

Durée indéterminée à temps partiel

7.7

6.5

77.3

6.9

16.8

13.0

20.7

16.8

TYPEEMPLOI_F (p <0.001)

Durée déterminée

23.8

19.4

5.4

11.7

5.1

13.2

5.5

11.2

Durée indéterminée à temps complet

75.9

79.0

36.0

87.4

87.5

79.8

82.5

80.3

Durée indéterminée à temps partiel

0.3

1.6

58.6

0.9

7.4

6.9

12.0

8.5

n_RevenusContribF (p <0.001)

Moins de 20%

17.1

13.1

17.9

15.5

9.6

12.4

14.6

13.6

Entre 20 et 40%

12.5

25.6

19.8

33.1

28.3

17.3

34.2

26.8

Entre 40 et 50%

54.0

37.2

28.2

29.8

29.8

29.6

22.4

32.3

Entre 50% et 60%

5.1

12.2

13.4

12.9

18.4

16.4

15.0

14.0

Plus de 60%

11.2

11.9

20.7

8.7

13.9

24.4

13.8

13.3

NENFANTS (p <0.001)

Aucun

44.9

54.9

48.9

53.6

42.7

62.2

40.4

50.3

Un

18.0

23.2

19.2

18.6

23.7

17.1

20.3

20.9

Deux

16.8

14.8

22.6

20.8

26.2

15.6

29.3

20.3

Trois

12.0

5.1

7.0

5.5

6.2

4.1

8.5

6.3

Quatre et plus

8.3

1.9

2.3

1.6

1.1

1.0

1.5

2.2

TYPMEN (p <0.001)

Célibataire en emploi

25.6

51.5

28.0

14.1

23.3

45.4

13.8

30.5

Célibataire sans emploi

21.3

10.8

10.9

6.6

2.7

1.6

1.3

7.6

Couple avec un seul actif en emploi

22.9

8.5

13.5

17.7

9.9

9.4

11.2

12.6

Couple avec deux actifs en emploi

14.3

25.1

44.2

43.9

57.8

40.2

71.2

41.0

Couple sans actif en emploi

12.2

1.5

1.5

13.3

4.9

1.7

2.0

5.7

Autre

3.7

2.5

1.9

4.4

1.5

1.7

0.5

2.5

n_TYPMEN_new (p <0.001)

Couple sans enfant

14.1

12.1

19.6

34.9

23.6

23.1

28.5

22.1

Traditionnelle

29.1

19.8

34.0

35.5

44.9

25.1

52.0

33.1

Recomposée

6.2

3.3

5.6

4.5

4.0

3.2

3.9

4.2

Monoparentale

17.2

20.8

10.5

4.5

7.4

8.9

3.4

11.2

Personne seule

29.7

41.6

Annexes

28.4

16.2

18.5

38.1

11.7

26.9

Complexe

3.7

2.5

1.9

4.4

1.5

1.7

0.5

2.5

Note :

Test du khi2 : $p = pvalue$, \textcolor[HTML]{91bfdb}{bleu} = résidu 2

Source : blabla

Champ : blabla

Lecture : blabla

Annexes

TABLE 17 – Travail domestique et parental du statut parental et de la configuration familiale

Caractéristique	Configuration familiale						Total	p-valeur
	Couple sans enfant	Traditionnelle	Recomposée	Monoparentale	Personne seule	Complexe		
C011	15	15	13	13	12	17	14	<0,001
C012	1,32	1,42	1,31	1,39	1,22	1,45	1,34	<0,001
C013	0,69	0,64	0,64	0,46	0,60	0,50	0,62	<0,001
C021	1,67	1,07	1,32	0,75	1,48	1,03	1,29	<0,001
C022	1,6	1,5	2,4	2,0	2,9	2,4	2,0	<0,001
C024	0,0249	0,0087	0,0236	0,0137	0,0126	0,0032	0,0144	0,013
C031	3,3	4,2	4,1	5,2	3,2	4,5	3,9	<0,001
C032	1,01	1,40	1,36	1,53	0,98	1,23	1,21	<0,001
C033	0,65	0,37	0,39	0,33	0,51	0,26	0,46	<0,001
C041	7	6	7	11	15	8	9	<0,001
C043	0,52	0,42	0,50	0,34	0,34	0,43	0,42	<0,001
C044	2,7	2,9	2,8	5,5	5,1	3,5	3,7	<0,001
C045	5,7	5,0	5,1	5,9	6,3	6,0	5,6	0,010
C046	0,3858	0,1401	0,1259	0,0827	0,1809	0,1216	0,1980	<0,001
C051	1,62	1,56	1,14	1,22	1,20	0,97	1,40	<0,001
C052	0,25	0,26	0,23	0,22	0,25	0,25	0,25	<0,001
C053	0,83	0,75	0,70	0,64	0,60	0,66	0,71	<0,001
C054	0,36	0,28	0,19	0,22	0,19	0,18	0,26	<0,001
C055	0,91	0,54	0,54	0,32	0,46	0,48	0,58	<0,001
C056	1,42	1,52	1,37	1,20	1,26	1,27	1,38	<0,001
C057	0,28	0,13	0,10	0,10	0,15	0,09	0,16	<0,001
C061	0,85	0,84	0,77	0,97	0,95	0,87	0,89	<0,001
C062	0,82	0,84	0,82	0,74	0,59	0,71	0,75	<0,001
C063	0,10	0,08	0,09	0,09	0,06	0,07	0,08	<0,001
C064	0,0449	0,0286	0,0049	0,0152	0,0392	0,0137	0,0322	0,2
C071	6	6	6	4	3	4	5	<0,001
C072	7	7	8	5	6	7	6	<0,001
C073	1,61	1,71	1,64	2,28	2,20	1,89	1,89	<0,001
C074	1,57	1,32	0,96	1,03	1,29	0,97	1,31	<0,001
C081	3,04	3,12	3,57	4,11	3,89	4,11	3,46	<0,001
C091	0,98	0,90	0,83	0,79	1,06	1,06	0,95	<0,001
C092	0,2344	0,1728	0,0871	0,0554	0,0517	0,1150	0,1357	<0,001
C093	1,71	1,78	2,02	1,70	1,32	2,52	1,66	<0,001
C094	2,80	3,07	2,95	3,29	3,44	2,65	3,12	<0,001
C095	1,00	0,94	0,73	0,94	1,11	0,85	0,99	<0,001
C096	1,37	1,18	1,28	0,64	0,66	0,52	1,01	<0,001
C097	0,91	0,76	0,64	0,59	0,97	0,47	0,82	<0,001
C101	0,17	1,16	1,02	1,01	0,25	0,70	0,66	<0,001
C111	5,1	6,4	7,0	6,2	5,5	5,2	5,8	<0,001
C112	1,16	1,32	1,56	0,81	0,61	0,67	1,03	<0,001
C121	2,72	2,86	2,71	2,90	2,24	2,80	2,66	<0,001
C123	0,63	0,65	0,51	0,57	0,54	0,43	0,60	<0,001
C124	0,00	2,49	1,70	0,93	0,00	0,57	1,01	<0,001
C125	10,3	8,6	8,2	7,3	8,4	9,8	8,8	<0,001
C126	0,66	0,62	0,63	0,69	0,73	0,85	0,67	0,002
C127	2,01	1,44	1,86	1,50	1,42	0,68	1,57	<0,001
C128	0,13	0,06	0,05	0,07	0,06	0,04	0,08	0,001
C129	0,0000	0,1133	0,0915	0,1110	0,0000	0,1551	0,0575	
C131	16	10	10	6	12	8	11	<0,001
C132	9	18	13	7	13	4	13	<0,001
C133	4,2	1,6	3,1	2,0	4,5	2,8	3,1	<0,001
C134	7	6	5	2	4	5	5	<0,001
C135	5	4	4	4	4	5	4	<0,001
C136	0,0269	0,0362	0,0221	0,0442	0,0306	0,1267	0,0352	<0,001
C137	11,8493	8,6063	9,9970	8,0215	6,4950	0,9211	8,5546	<0,001
C141	1	2	4	13	6	4	4	<0,001
Effectifs	2 736	4 085	514	1 379	3 330	311	12 355	

¹ Moyenne; n

² test de Wilcoxon sur la somme des rangs adapté aux plans d'échantillonnage complexes

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (N = 12355).

Annexes

TABLE 18

Caractéristique	Configuration familiale						Total	p-valeur
	Couple sans enfant	Traditionnelle	Recomposée	Monoparentale	Personne seule	Complexe		
C011	15	15	13	13	12	17	14	<0,001
C012	1,32	1,42	1,31	1,39	1,22	1,45	1,34	<0,001
C013	0,69	0,64	0,64	0,46	0,60	0,50	0,62	<0,001
C021	1,67	1,07	1,32	0,75	1,48	1,03	1,29	<0,001
C022	1,6	1,5	2,4	2,0	2,9	2,4	2,0	<0,001
C024	0,0249	0,0087	0,0236	0,0137	0,0126	0,0032	0,0144	0,013
C031	3,3	4,2	4,1	5,2	3,2	4,5	3,9	<0,001
C032	1,01	1,40	1,36	1,53	0,98	1,23	1,21	<0,001
C033	0,65	0,37	0,39	0,33	0,51	0,26	0,46	<0,001
C041	7	6	7	11	15	8	9	<0,001
C043	0,52	0,42	0,50	0,34	0,34	0,43	0,42	<0,001
C044	2,7	2,9	2,8	5,5	5,1	3,5	3,7	<0,001
C045	5,7	5,0	5,1	5,9	6,3	6,0	5,6	0,010
C046	0,3858	0,1401	0,1259	0,0827	0,1809	0,1216	0,1980	<0,001
C051	1,62	1,56	1,14	1,22	1,20	0,97	1,40	<0,001
C052	0,25	0,26	0,23	0,22	0,25	0,25	0,25	<0,001
C053	0,83	0,75	0,70	0,64	0,60	0,66	0,71	<0,001
C054	0,36	0,28	0,19	0,22	0,19	0,18	0,26	<0,001
C055	0,91	0,54	0,54	0,32	0,46	0,48	0,58	<0,001
C056	1,42	1,52	1,37	1,20	1,26	1,27	1,38	<0,001
C057	0,28	0,13	0,10	0,10	0,15	0,09	0,16	<0,001
C061	0,85	0,84	0,77	0,97	0,95	0,87	0,89	<0,001
C062	0,82	0,84	0,82	0,74	0,59	0,71	0,75	<0,001
C063	0,10	0,08	0,09	0,09	0,06	0,07	0,08	<0,001
C064	0,0449	0,0286	0,0049	0,0152	0,0392	0,0137	0,0322	0,2
C071	6	6	6	4	3	4	5	<0,001
C072	7	7	8	5	6	7	6	<0,001
C073	1,61	1,71	1,64	2,28	2,20	1,89	1,89	<0,001
C074	1,57	1,32	0,96	1,03	1,29	0,97	1,31	<0,001
C081	3,04	3,12	3,57	4,11	3,89	4,11	3,46	<0,001
C091	0,98	0,90	0,83	0,79	1,06	1,06	0,95	<0,001
C092	0,2344	0,1728	0,0871	0,0554	0,0517	0,1150	0,1357	<0,001
C093	1,71	1,78	2,02	1,70	1,32	2,52	1,66	<0,001
C094	2,80	3,07	2,95	3,29	3,44	2,65	3,12	<0,001
C095	1,00	0,94	0,73	0,94	1,11	0,85	0,99	<0,001
C096	1,37	1,18	1,28	0,64	0,66	0,52	1,01	<0,001
C097	0,91	0,76	0,64	0,59	0,97	0,47	0,82	<0,001
C101	0,17	1,16	1,02	1,01	0,25	0,70	0,66	<0,001
C111	5,1	6,4	7,0	6,2	5,5	5,2	5,8	<0,001
C112	1,16	1,32	1,56	0,81	0,61	0,67	1,03	<0,001
C121	2,72	2,86	2,71	2,90	2,24	2,80	2,66	<0,001
C123	0,63	0,65	0,51	0,57	0,54	0,43	0,60	<0,001
C124	0,00	2,49	1,70	0,93	0,00	0,57	1,01	<0,001
C125	10,3	8,6	8,2	7,3	8,4	9,8	8,8	<0,001
C126	0,66	0,62	0,63	0,69	0,73	0,85	0,67	0,002
C127	2,01	1,44	1,86	1,50	1,42	0,68	1,57	<0,001
C128	0,13	0,06	0,05	0,07	0,06	0,04	0,08	0,001
C129	0,0000	0,1133	0,0915	0,1110	0,0000	0,1551	0,0575	
C131	16	10	10	6	12	8	11	<0,001
C132	9	18	13	7	13	4	13	<0,001
C133	4,2	1,6	3,1	2,0	4,5	2,8	3,1	<0,001
C134	7	6	5	2	4	5	5	<0,001
C135	5	4	4	4	4	5	4	<0,001
C136	0,0269	0,0362	0,0221	0,0442	0,0306	0,1267	0,0352	<0,001
C137	11,8493	8,6063	9,9970	8,0215	6,4950	0,9211	8,5546	<0,001
C141	1	2	4	13	6	4	4	<0,001
Effectifs	2 736	4 085	514	1 379	3 330	311	12 355	

¹ Moyenne ; n

² test de Wilcoxon sur la somme des rangs adapté aux plans d'échantillonnage complexes

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (N = 12355).

Budgets

Reproductibilité

L'ensemble du code à l'origine de ce travail est disponible sur mon dépôt gitHub personnel. Le répertoire est privé, mais l'accès peut-être fournit sur demande.

Annexes

Les données de l'enquête utilisée sont disponibles sur Quetlet.